

inprecor

Mai-Juin 2002 - n° 470/471

INPRECOR

ITALIE : Le Parti de la refondation communiste 100 % à gauche



- ESPAGNE : Parti communiste et Commissions ouvrières en crises
- POLOGNE : Pogrome redécouvert et flambée de l'antisémitisme
- ARGENTINE : Entretien avec Luis Zamora, député d'extrême gauche
- FRANCE : Polarisation politique sur fond de crise de légitimité
- INDE : Compromis sur la route de l'enfer ou fin de l'Etat laïque

Prix : 7,50 € / 12 CHF

ETUDE : Une récession globale entre guerres et rébellions

Italie

<i>Tournant à gauche du Parti de la refondation communiste</i>	Livio Maitan	3
<i>Résolution adoptée par le congrès du PRC (extraits)</i>	Document	5
<i>Une véritable refondation (extraits du rapport au congrès)</i>	Fausto Bertinotti	7

Notes de lectures

<i>RAUL PONT - A Estrêla Necessaria</i>	Michael Löwy	14
---	--------------	----

Espagne

<i>XVI^e congrès du PCE : ni à moitié plein, ni à moitié vide</i>	Julio Setién	15
<i>TRIBUNE LIBRE : Le congrès du PCE</i>	Ángeles Maestro	16
<i>La crise des Commissions ouvrières</i>	Pedro Montes	18

France

<i>Polarisation politique sur fond de crise de légitimité</i>	Jan Malewski	20
<i>Résultats des élections à l'échelle nationale en France 1995-2002</i>	Document	21

Venezuela

<i>Nouvelle ou ultime chance de Chavez ?</i>	Emir Sader	24
--	------------	----

Argentine

<i>Entretien avec Luis Zamora</i>	Aldo Andrés Romero	25
-----------------------------------	--------------------	----

Inde

<i>Compromis sur la route de l'enfer</i>	Kunal Chattopadhyay	32
--	---------------------	----

Économie mondiale

<i>Une récession globale entre guerres et rébellions</i>	Claudio Katz	35
--	--------------	----

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

<i>Les Nôtres : Rodolphe Prager (1918-2002)</i>	Michel Lequenne	44
---	-----------------	----

Pologne

<i>Jedwabne est partout</i>	Stefan Zgliczynski	45
-----------------------------	--------------------	----

Notes de Lectures

<i>MICHEL WARSCHAWSKI - Sur la frontière</i>	Jean-Michel Krivine	50
--	---------------------	----

Israël / Palestine

<i>1948-2002 : guerre coloniale</i>	Charles-André Udry	52
-------------------------------------	--------------------	----

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source. Editée par la PECCI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :

PECCI, BP 85,
75522 PARIS Cedex 11, France.
Tél. : 33/0 1 49 28 54 88
Fax : 33/0 1 49 28 54 87
E-mail :

100641.2324@compuserve.com

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine
Commission Paritaire n° 59117.
ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie
2, rue Richard-Lenoir, 93106
Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par
DIF' POP' SARL, 21^{er} rue Voltaire,
75011 PARIS, France.
Tél. : 01 40 24 21 31,
Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Une nouvelle fois *Inprecor* produit un numéro double... Cette fois-ci cela tient à richesse des articles que nous avons reçu : nous n'avons pas voulu vous priver ni du volumineux dossier sur le tournant à gauche du Parti de la refondation communiste, ni du brillant essai de Claudio Katz sur la récession globale, ni des positions de Luis Zamora, député argentin d'extrême gauche, ni... Bref, les thèmes que nous souhaitions traiter ne tenaient pas dans un 36 pages. Et comme notre budget ne nous autorise pas à dépasser le coût d'un mensuel de 36 pages, *Inprecor* paraît plus épais mais... bimestriel. Et puis, en juillet, souhaitant vous fournir de la lecture pour les vacances, c'est encore un numéro double que vous recevrez pour le mois d'août ! Mais *Inprecor* est un mensuel, qu'on se le dise ! Et il reprendra son rythme normal, dès que possible ! Et si vous l'aidiez financièrement il pourrait même dépasser les 36 pages, à l'occasion, en restant mensuel ! [J.M.]

Abonnement

(11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 48 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)

Nom - Prénom :
Rue :
Commune / Code postal :
Ville :
Pays :
Tél./Fax/E-mail :

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).

Tournant à gauche du Parti de la Refondation communiste

Par
Livio Maitan*

Au cinquième congrès depuis sa fondation en 1991, le Parti de la Refondation communiste a confirmé son caractère spécifique, voire unique, dans l'histoire du mouvement ouvrier italien. Encore plus que dans le passé, il serait aujourd'hui difficile de trouver son équivalent non seulement parmi les partis de la gauche européenne, mais aussi dans des partis se réclamant de la classe ouvrière et du socialisme en Europe et dans d'autres continents.

Le choix du mot d'ordre de ce congrès — "Refondation" — repris sous des formes presque obsessionnelles dans la décoration de la salle, pourrait de prime abord apparaître comme un pléonasmе ennuyeux. En fait, il constituait un aveu et indiquait un but : la refondation n'avait été pas encore réalisée et il était nécessaire de l'entreprendre maintenant.

En 1991 la naissance du parti avait été marquée essentiellement par un réflexe identitaire. Face à la palinodie de la majorité de l'ancien Parti communiste italien (PCI) et de sa direction il fallait réaffirmer une exigence primordiale : continuer la lutte du mouvement ouvrier sous le signe du communisme. Mais, en dépit des bonnes intentions exprimées par l'adoption même du nom du nouveau parti et en dépit des analyses et des concepts introduits dans les textes des quatre congrès de 1991 à 1999, une refondation au sens plus large du mot ne s'était pas produite d'une façon conséquente au niveau des définitions théoriques et stratégiques. Elle s'était encore moins produites au niveau de la pratique politique et de la prise de cons-

science d'une bonne partie de ses membres.

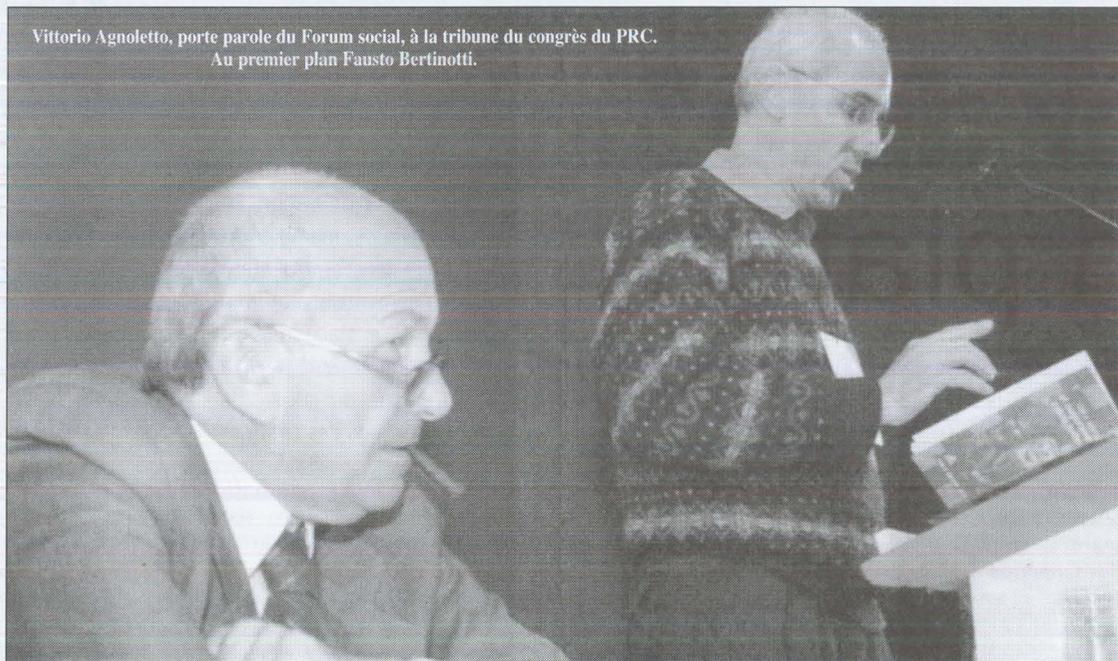
Les choix politiques et les déchirements qui s'en suivirent à des moments cruciaux en sont une confirmation éclatante. Ce n'est pas par hasard que le parti a eu le mal de mer une première fois au début 1995 lorsque, après la chute du premier gouvernement de centre-droite, le problème se posa d'une participation éventuelle à la coalition hétéroclite dirigée par Lamberto Dini, ancien ministre de Berlusconi. A cette occasion avait éclaté une première crise majeure débouchant sur la sortie du parti de

supplémentaire qu'une réflexion d'ensemble sur la stratégie du mouvement ouvrier dans une dynamique anticapitaliste n'avait pas eu lieu jusqu'alors. Et qu'une telle réflexion n'avait pas eu lieu non plus sur la nature du stalinisme et sur la problématique de la transition vers le socialisme

Relancer la refondation

Il faut reconnaître à Fausto Bertinotti le mérite d'avoir compris que le parti risquait de se trouver dans un cul-de-sac, pouvant

Vittorio Agnoletto, porte parole du Forum social, à la tribune du congrès du PRC.
Au premier plan Fausto Bertinotti.



la majorité des parlementaires et du secrétaire national élu au congrès de fondation, Sergio Garavini. Après les élections de 1996, c'est à une très large majorité que le parti s'enfonça dans le soutien stérilisant au gouvernement Prodi, qu'il a très lourdement payé, par des reculs électoraux au cours des années suivantes. Troisièmement, lorsqu'en automne 1998 Bertinotti, en constatant la dérive de la coalition du centre-gauche, proposa de sortir de la majorité parlementaire, c'est Armando Cossutta lui-même, le président du parti, qui prit l'initiative d'une deuxième scission, encore plus importante que la première. C'était une confirmation

s'enliser, voire de subir une usure irréversible. Il décida d'ouvrir une campagne contre le stalinisme et de stimuler en même temps une réflexion stratégique en partant d'une analyse mise à jour des traits fondamentaux et de la dynamique du capitalisme à l'heure de la mondialisation. En principe, on pourrait légitimement remarquer que le fait même qu'une campagne contre le stalinisme soit lancée plus de soixante-dix ans après la lutte des premiers opposants communistes à la bureaucratisation de l'Union Soviétique

* Livio Maitan, dirigeant de la IV^e Internationale, a été réélu au Comité politique national du Parti de la refondation communiste à ce Congrès.

est révélateur de la dérive prolongée du mouvement ouvrier, en Italie et ailleurs. Mais, pour ainsi dire, mieux vaut tard que jamais. L'initiative de Bertinotti est, d'ailleurs, d'autant plus appréciable qu'elle a été prise dans un contexte où, sur le terrain international, la réaffirmation d'une perspective anticapitaliste, socialiste, reste ardue malgré les contradictions croissantes du système et l'essor des nouveaux mouvements contestataires.

Nous ne reviendrons pas sur les thèmes abordés dans les textes soumis au débat pour le congrès (1). Nous devons rappeler qu'au mois de novembre dernier le Comité politique national (CPN) avait adopté à une large majorité un projet de thèses auquel une minorité « historique » avait opposé un texte alternatif d'ensemble (2). Mais le fait nouveau avait été qu'au sein de la majorité sortante s'était produite une différenciation importante débouchant sur la présentation de quatre amendements par une minorité notable du CPN, de la Direction nationale et par deux membres du Secrétariat. Ces amendements concernaient la question de l'impérialisme (les minoritaires rejetant l'affirmation des thèses que la notion classique d'impérialisme serait dépassée) ; l'appréciation du mouvement contre la mondialisation néolibérale et le rapport entre le parti et les mouvements (les minoritaires expliquant que la majorité estompait la centralité du conflit capital-travail et glissait vers une dilution du parti dans le mouvement) ; le jugement sur l'histoire du mouvement communiste (selon la minorité, la majorité exprimerait un jugement trop négatif) ; l'auto-réforme du parti

(les minoritaires s'en tenant, selon la majorité, à une approche trop traditionaliste) (3).

Il serait abusif de caractériser les partisans de ces amendements comme "stalinien" ou "néo-stalinien", les stalinien au sens strict ne représentant dans le parti qu'une frange tout à fait marginale. On pourrait plus pertinemment utiliser la qualification « continuistes » car ils se réclament surtout des traditions et des conceptions de l'ancien PCI. C'est à ce sujet que le texte majoritaire a été souvent la cible des critiques. Plus généralement, les défenseurs des amendements ont adopté dans les débats des attitudes parfois fort différentes, avec des oscillations au cours d'une même réunion : d'un côté, ils s'efforçaient de minimiser les divergences soulignant leur appartenance à la majorité, de l'autre, ils dénonçaient en termes véhéments les tendances prétendument liquidatrices du parti de la majorité (4).

Stalinisme et communisme incompatibles

Au congrès national les différents alignements n'ont pas changé. Il faut souligner toutefois, que Bertinotti a accentué davantage ses critiques du stalinisme et prôné encore plus vigoureusement l'innovation. En répondant à Claudio Grassi, membre du Secrétariat sortant et le plus représentatif des partisans des amendements, il a affirmé en haussant le ton : « Le stalinisme est incompatible avec le communisme ». Il a rejeté également la théorie du socialisme dans un seul pays et, à propos des critiques

à Staline lors du XXème congrès du PCUS, il a rappelé que d'autres courants s'étaient opposés au stalinisme bien plus tôt (5).

Le congrès s'était ouvert avec une intervention longuement applaudie du représentant palestinien en Italie. Bertinotti, pour sa part, a énergiquement rejeté les accusations d'antisémitisme lancées contre ceux qui défendent les droits des Palestiniens en réaffirmant la solidarité avec toutes les minorités opprimées : « nous sommes Juifs — s'écriait-il très ému —, nous sommes Palestiniens, nous sommes Aborigènes, nous sommes immigrés, nous sommes homosexuels, nous sommes chrétiens ! ».

De l'atmosphère enthousiaste des conclusions de Bertinotti on passa, lors de la dernière session du congrès, à des séances beaucoup plus moroses et assez tourmentées. Il fallait élire le nouveau CPN avec deux difficultés : réduire sa taille de plus de 350 à 135 membres — réduction tout à fait rationnelle, mais de toute évidence douloureuse — et respecter le quota statutaire d'au moins 40 % des femmes en son sein. Il existait une complication supplémentaire : si la distribution à la proportionnelle des sièges entre le texte majoritaire et le texte alternatif allait de soi, les choses étaient plus compliquées concernant la représentation de ceux qui avaient présenté des amendements. Finalement la liste a été adoptée grâce à quelques mesures draconiennes — dont l'exclusion des parlementaires (mais les présidents des deux groupes seront invités permanents à tous les niveaux) — avec 350 voix favorables, 120 contre et 12 abstentions (sur 549 ayant droit). Bertinotti a été

1. Cf. Inprecor n°463/464 d'octobre-novembre 2001. Par ailleurs vous trouverez en p... de larges extraits du rapport présenté par Fausto Bertinotti à l'ouverture des débats de ce congrès (dont la ligne générale fut adoptée par la majorité des délégués) ainsi que, en p..., de larges extraits de la résolution adoptée à ce congrès.

2. Cette minorité était présente également au quatrième congrès. Au troisième congrès elle avait fait partie d'une minorité plus large, à laquelle participaient également les militants regroupés autour de la revue *Bandiera Rossa* (IVE Internationale), axée sur le rejet du soutien au gouvernement Prodi. Elle estime que le but stratégique de la majorité serait une recomposition du centre-gauche avec la participation du PRC, en vue des élections législatives de 2006. *Liberazione* résume ainsi l'intervention de son principal porte-parole : « Marco Ferrando a opposé un net refus à toute ouverture

de Refondation au centre-gauche. Selon lui l'Olivier n'est qu'une forme différente d'organisation politique de la bourgeoisie. Seule l'émancipation du mouvement face à l'Olivier peut permettre de battre Berlusconi : des résultats concrets ne sauront être obtenus que par une lutte radicale. L'expérience de l'Argentine réfute les catégories du mouvement antimondialisation, qui ne doit pas être présenté comme un mythe. Il ne s'agit pas de revendiquer la taxe Tobin ni d'affirmer la non-violence, mais de repartir du contre-pouvoir de masses. Un gouvernement de l'Olivier ne serait qu'un nouveau gouvernement néolibéral : le seul gouvernement auquel des communistes puissent participer est un gouvernement basé sur les travailleurs et leur force. » Comme on le voit, ce courant, qui a fait le choix de se mettre en marge du processus de mutation historique du PRC, allie une vision sectaire du mouvement antimondialisation à un procès d'intention intenté à la ma-

rité du PRC et martèle un jugement sur l'Olivier que... cette majorité partage. Son projet de résolution a obtenu 13,7 % des mandats.

3. Une minorité beaucoup plus restreinte, concentrée surtout en Lombardie, avait présenté des amendements prônant une attitude plus souple face aux Démocrates de gauche (DS). Dans certains cas, ces amendements ont été votés aussi par les partisans des quatre amendements susmentionnés.

4. Un règlement un peu brouillon, selon lequel les voix sur les textes alternatifs ne s'exprimaient qu'au niveau des cercles de base alors que les amendements pouvaient être présentés aussi aux congrès provinciaux et au congrès national ont permis quelques opérations peu reluisantes : certains ne présentaient pas les amendements dans les cercles en se faisant ainsi élire comme majoritaires et par la suite votaient les amendements au niveau provincial, dans certains cas faisant bascu-

ler la majorité.

5. Le compte-rendu résumé paru dans le quotidien *Liberazione* a omis ces passages. Ce n'est pas délibéré, toujours est-il que ceux qui n'étaient présents ne savent pas qu'ils avaient été prononcés.

6. Le calcul de voix pour les amendements était compliqué puisque, si le plus souvent les délégués les soutenaient dans leur ensemble, dans d'autres cas il y avait des délégués qui votaient un, deux ou trois amendements et pas tous les quatre. En ce qui concerne le vote pour le CPN il faut préciser que les partisans du texte alternatif ont voté pour, leurs candidats ayant été inclus à la proportionnelle stricte dans la liste. Le texte alternatif a remporté 13,7 % contre un peu plus de 15 % en 1999 (4330 voix contre 5300) et le texte majoritaire 87,28 % (dont environ 25 % se sont prononcés en faveur des amendements "continuistes").

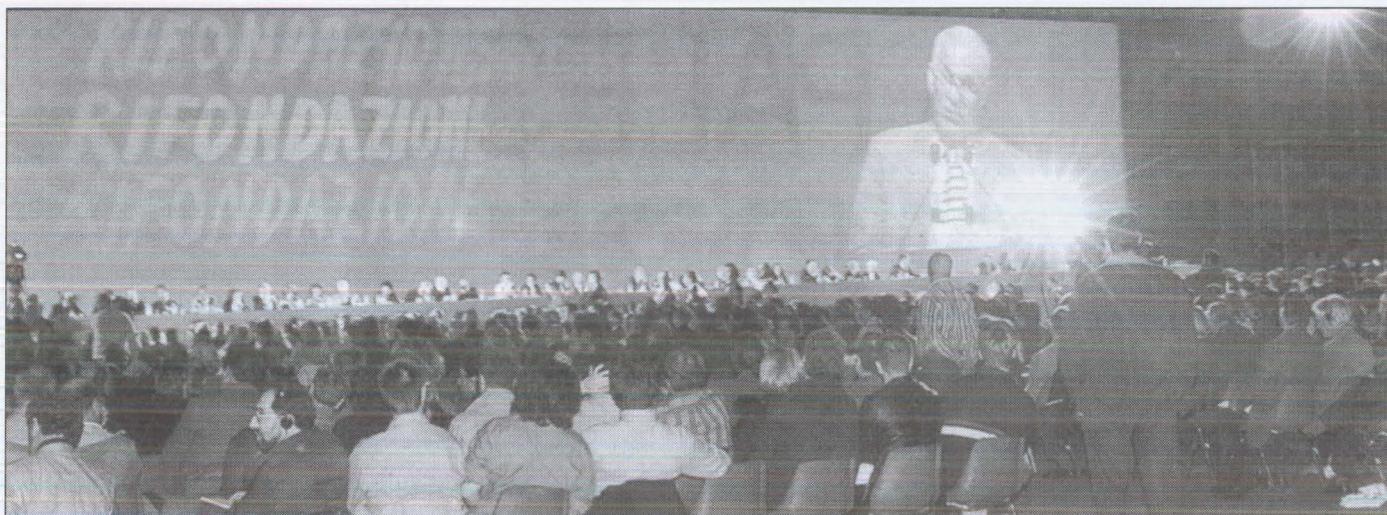
réélu secrétaire par le CPN avec 105 voix contre 13 à Ferrando, candidat du texte alternatif et 2 abstentions (6).

La majorité qui a partagé les choix de Bertinotti a remporté un succès politique incontestable, qui aura également des répercussions internationales. Mais ce serait une très grande erreur de sous-estimer le décalage entre l'adoption d'une ligne par un congrès et sa traduction dans la pratique. C'est Bertinotti lui-même qui a souligné encore une fois les faiblesses persistantes et très graves du parti. Ajoutons qu'il est quand même assez négatif que, lors d'une échéance si importante, seulement un peu plus de 30 % des militant(e)s se soient rendu(e)s aux congrès de base pour voter. Par ailleurs,

notre propre expérience directe nous a permis de constater à quel point la majorité qui soutient Bertinotti est hétérogène, au-delà des sensibilités qui existent ouvertement depuis longtemps. Il en découle que la majorité est loin d'être de tout repos : d'autant plus que ce courant majoritaire n'a que la majorité relative dans deux des quatre villes les plus importantes (Milan et Turin).

Le renouveau du PRC selon les indications du congrès ne pourra être réalisé qu'à deux conditions. La première ne dépend que partiellement de nous : que le mouvement dit contre la mondialisation néolibérale se maintienne, voire se développe, sous ses formes actuelles ou sous d'autres formes, ce qui apparaît aujourd'hui fort possible. La deuxième

condition est que la composition du parti change substantiellement par l'afflux de militant(e)s des nouvelles générations. Ces derniers temps le PRC a recruté de nombreux jeunes : il faut que dans un futur rapproché les jeunes y acquièrent un poids spécifique déterminant et que ces nouvelles recrues mûrissent dans les mouvements de masses en y faisant leurs expériences. Qui plus est, il est crucial que les jeunes soient immunisés contre les poisons insidieux produits par des mécanismes pervers de fonctionnement qui ont subsisté, malgré tout, lors des congrès préparatoires et dans le congrès national lui-même. Voilà l'enjeu politico-organisationnel, en dernière instance, décisif. ■



DOCUMENT

Résolution adoptée par le congrès du PRC (extraits)

L'humanité toute entière se trouve à une croisée des chemins : retour à la barbarie ou construction d'une société alternative que nous continuons à appeler socialisme.

Le développement et l'innovation dans l'analyse et la théorie politique ne sont possibles qu'à la condition de faire en même temps un bilan sérieux, courageux et même sévère de l'histoire du mouvement communiste au siècle dernier et des expériences de construction de sociétés socialistes. Ces idées, ces conflits, ces luttes, ces révolutions ont marqué d'une façon indélébile l'histoire de l'humanité en permettant aux masses d'en être pour la première fois les protagonistes. Mais dans cette histoire, que nous ne voulons pas mettre à côté ou fossiliser, se sont produites des erreurs et même des horreurs — comme celles de l'ère stalinienne —

que nous devons saisir pour éviter qu'elles ne se reproduisent dans le futur. Voilà une tâche aujourd'hui indispensable et en même temps possible justement parce que nous sommes en présence d'un nouveau mouvement international contre la mondialisation qui lutte pour un autre monde possible et qui donc s'interroge sur la nature et les traits d'une société nouvelle sans exploitation, aliénation et guerres. Cette recherche, menée sur la base d'un retour aux éléments constitutifs de la pensée marxienne, devra être poursuivie : notre congrès a apporté une contribution dans ce sens. Par ce congrès, notre parti opère et propose un tournant à gauche. Ce tournant est rendu nécessaire par la crise actuelle du processus de mondialisation, qui est une crise économique, culturelle, politique et de légitimité, à

laquelle le système capitaliste répond par un état de guerre permanent. Il est nécessaire pour être en syntonie avec la croissance des mouvements, qui, notamment dans notre pays, représentent une rencontre de plus en plus étroite entre le mouvement contre la mondialisation, la guerre et le néolibéralisme et une relance extraordinaire de la combativité du mouvement ouvrier. Il est nécessaire parce qu'une défaite a été subie par le projet politique du centre-gauche et de la soi-disante troisième voie prônée par la gauche modérée, qui, au niveau aussi bien italien qu'europpéen, a démontré sa totale incapacité à contrecarrer et à battre la droite, ses politiques néolibérales et ses guerres. Nous nous engageons à poursuivre ces objectifs fondamentaux sur tous les terrains nécessaires et possibles — politique, culturel, institu-

Italie

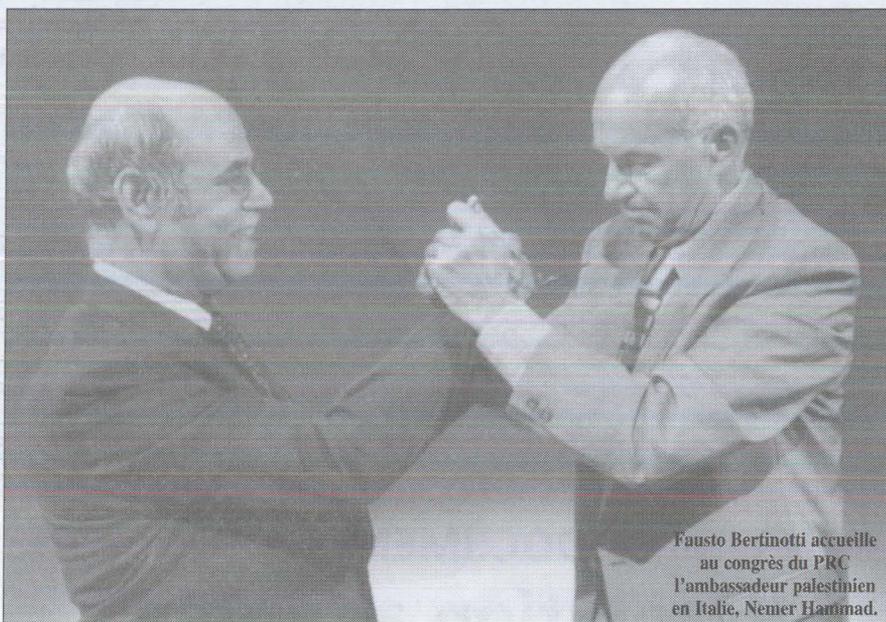
tionnel — en participant de l'intérieur à la croissance des mouvements, dans une dimension internationale de l'action politique.

Pour ces raisons, nous intensifions notre participation au mouvement mondial contre la guerre et le néolibéralisme, qui se dénouera selon les rendez-vous déjà décidés à la grande rencontre de Porto Alegre et les autres, qui seront décidés au Forum Social Mondial, avec une attention particulière pour le Forum social européen qui aura lieu en automne dans notre pays. La croissance de ce mouvement a un caractère impétueux au niveau mondial, sans comparaison sinon, par son extension, avec le mouvement de 1968. Son caractère durable est désormais un fait acquis ; il a démontré sa capacité de répondre à la répression et à la violence, aux tentatives successives d'intimidation et de division, qui ont encore accentué la radicalité de ses objectifs ; son choix en faveur de la non-violence est indiscutablement démontré. Il a su éviter, avec panache, de se faire prendre en tenaille entre la guerre et le terrorisme, tant international qu'intérieur, en luttant chaque fois pour la préservation de la vie humaine et de la dignité.

L'anticapitalisme latent de ce mouvement s'est systématiquement renforcé et affirmé. Nous pouvons et devons contribuer à la construction d'un nouveau mouvement ouvrier, en participant avec nos idées à la discussion déjà en cours sur les nœuds stratégiques de la transformation de la société, à l'extension de l'hégémonie du mouvement sur la société, à son enracinement local, à sa contribution au processus de réunification de ses différents fragments victimes de l'exploitation, de l'aliénation et de la marginalisation, aujourd'hui divisés et opposés, du fait de la restructuration capitaliste.

(...) Nous poursuivons notre bataille pour la réduction de la durée du travail à 35 heures par semaine sans réduction de salaire ; pour des mécanismes d'indexation automatique et de rattrapage face à l'inflation ; pour une augmentation des salaires qui permette d'atteindre des niveaux européens ; pour l'introduction d'un salaire social pour les chômeurs ; pour l'adoption de la taxe

Tobin (pour laquelle nous nous sommes engagés à collecter des signatures) ; contre les projets fiscaux du gouvernement ; pour la défense de l'environnement qui doit devenir le pivot d'une nouvelle conception de l'économie et de la société, pour empêcher l'appropriation capitaliste de la vie végétale, animale, humaine et des ressources élémentaires qui constituent un patrimoine public ; pour que la renaissance de l'Italie du Sud (où la question sociale s'entrelace à l'économie mafieuse et aux intérêts de la criminalité organisée) devienne le cœur d'une politique économique alternative pour notre pays et l'Europe. Tous ces thèmes seront au centre des mobilisations qui se dérouleront en même temps dans plusieurs villes européennes début mai, dont les forces de la



Fausto Bertinotti accueille au congrès du PRC l'ambassadeur palestinien en Italie, Nemer Hammad.

gauche alternative européenne seront protagonistes. Pour notre part, nous sommes engagés dans la préparation de l'initiative prévue à Naples le 4 mai. (...) Sur cette base, dont nous voulons rappeler ici les revendications les plus urgentes, il est nécessaire et possible d'avancer, à toutes les forces d'opposition au gouvernement Berlusconi, une proposition d'unité d'action sur des objectifs communs, tant sur le terrain parlementaire et des institutions locales que dans la société. L'objectif que nous visons concrètement, est celui d'élargir et de renforcer l'opposition sociale dans le pays et dans les institutions, ce qui pourrait jeter les bases d'une défaite des droites ou au moins entamer le consensus qui s'était installé y compris dans les couches populaires, et à partir de là ouvrir une nouvelle phase politique dans le pays. Les mois qui viennent seront décisifs de ce point de vue. (...)

Le congrès réaffirme que l'objectif stratégique de notre parti à l'étape actuelle est

la construction de la gauche alternative. Cet objectif est aujourd'hui possible justement du fait de la croissance des mouvements sociaux : la gauche alternative ne saurait, donc, être construite que par une interaction et en liaison avec les mouvements. Il ne s'agit pas de mettre ensemble des morceaux d'une couche politique ancienne, mais de viser la rencontre, sur le terrain d'une pensée, d'une politique et d'une pratique alternatives, d'expériences de partis, d'associations et de mouvements, c'est-à-dire de formes d'agrégations diverses. C'est pourquoi nous lançons l'invitation à ouvrir une phase constituante de la gauche alternative, par la construction d'un réseau de rapports stables entre des sujets multiples et autonomes. C'est une tâche d'autant plus urgente que la

phase constituante des mouvements est en cours depuis un certain temps. Il est nécessaire de projeter des niveaux d'initiative différents et contemporains, allant de celui de l'intervention dans la société à celui de la réflexion théorique à laquelle va contribuer la transformation en fondation de notre actuel comité scientifique. La construction de la gauche alternative est une tâche qui s'impose déjà y compris au niveau européen, où il est

réaliste, et non seulement nécessaire, de se fixer concrètement, sur la base de l'expérience de la Gauche unie européenne, l'objectif de la construction d'un nouveau sujet politique européen rassemblant, dans leurs diversités politiques et organisationnelles, les forces communistes et alternatives. C'est dans ce cadre que le renforcement et l'innovation du parti doivent progresser. Ce congrès nous confie une tâche importante : innover notre façon de penser, d'agir, d'être et assurer une ouverture plus grande vers la société et les mouvement qui la traversent (...) Nous devons changer nos modes de fonctionnement, surmonter des conceptions hiérarchiques et des pratiques de séparation, nous devons privilégier l'initiative politique par rapport à une simple action de propagande ou de réaffirmation identitaire, nous devons privilégier dans nos rangs la culture du savoir-faire et non seulement celle du savoir-dire.

DOCUMENT

Une véritable REFONDATION

Rapport au congrès du PRC (extraits)

Par
Fausto Bertinotti*

Deux grands courants traversent le monde de notre temps, deux ondes longues destinées à marquer l'avenir de l'humanité, du travail et de la vie. Ils vont en des sens opposés. L'un est un courant froid, qui parle le langage de la concurrence, de la primauté du marché et des marchandises, de l'économie, de la domination et de la guerre. L'autre est un courant chaud qui parle les langues des peuples, d'un autre monde possible, de la critique de l'économie et de la paix. Lequel prévaudra ? Notre destin individuel et collectif en dépend.

La mondialisation capitaliste a changé de vitesse et est toujours plus traversée par des crises qu'elle génère et alimente elle-même. Le néolibéralisme et la guerre s'accompagnent, car la mondialisation balance sur ses deux jambes. Mais un mouvement inédit et extraordinaire est né et se développe dans le monde précisément contre le néolibéralisme et la guerre. Le peuple de Seattle est devenu le mouvement des mouvements, en son sein et à ses côtés naissent des luttes, des résistances, des oppositions, des nouvelles expériences sociales. Avec ce mouvement, une critique diffuse et diversifiée de cette mondialisation a pris forme. Les deux courants s'opposent comme tendances, entrent en conflits significatifs, mais le premier continue à dominer et le second, celui de la contestation et de la critique, n'arrive pas encore à bloquer le premier, à le mettre en crise et à produire des alternatives de société à grande échelle, c'est-à-dire à inverser la tendance générale.

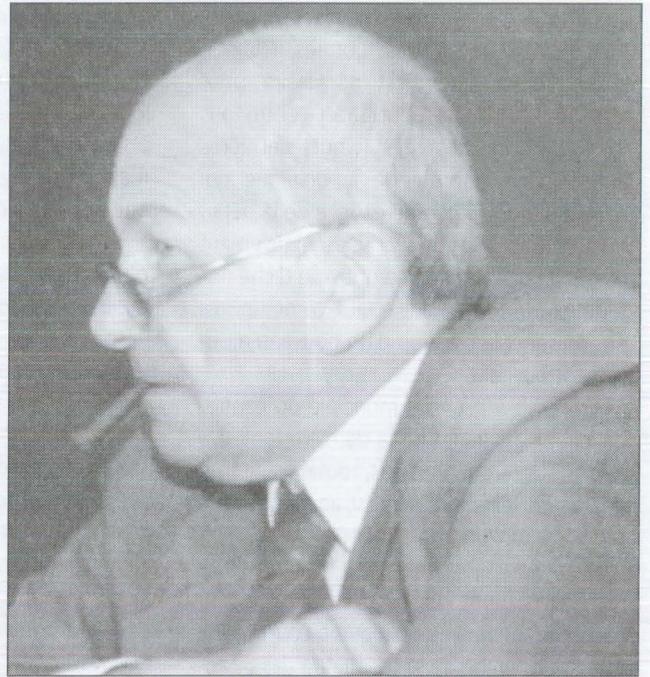
Le tournant à gauche

Ici naît le problème politique que nous posons. Nous le posons de manière aiguë, parce que nous voyons en cette réalité le renouveau d'une grande occasion pour la transformation de la société, mais aussi un risque grave, celui que la mondialisation capitaliste donne libre cours à ses vocations destructrices. C'est le problème de la cons-

truction, en rapport avec le développement du mouvement, d'un nouveau projet politique en mesure de vivre déjà dans le temps alloué par l'affrontement en cours et en mesure de gagner l'espace, l'Europe et le monde, d'emporter le défi. C'est le problème de la construction de la puissance critique et de la masse critique capables de rendre effective la politique de l'alternative et de la transformation.

Le projet politique naît de notre critique de classe de la mondialisation capitaliste et de l'expérience du mouvement. Ce mouvement se propose de construire dans la société en Italie et en Europe, un modèle social et démocratique alternatif, qui pourra devenir aussi une alternative gouvernementale, sur la double base du refus de la guerre et des politiques néolibérales. (...)

Et, dans ce contexte, on propose de refonder la politique, après sa dévastation par l'homologation et la pensée unique du marché, à partir de la reprise de son ambition profonde de changer la société existante, de transformer la société capitaliste. La crise de la politique n'est pas uniquement la somme de tant de logiques contingentes et nationales. Elle est plus profonde et découle de l'abandon de l'idée de révolution. Franco Rodano avait raison déjà en 1969, quand il a dit que « l'idée de révolution est nécessaire et discriminante pour le discours politique ». Le discours non fondé sur le concept de révolution ne peut pas être suffisamment distinct et autonome et a donc tendance à se faire résorber par des thématiques de natures diverses. C'est ce qui est arrivé au cours des vingt dernières années. Ainsi, le retour à Marx est la condition de la renaissance de la politique. Sur la tombe de Marx, Engels a rappelé à leurs amis que Marx n'était pas essentiellement un économiste ou un philosophe, mais qu'il était aussi et avant tout un révolutionnaire. Sa plus grande formulation historique a été l'idée de la révolution. Il s'agit d'y retourner, pour aller au-



dela, en saisissant les nouvelles contradictions du capitalisme d'aujourd'hui, en rencontrant les nouvelles subjectivités et les nouvelles pensées critiques, pour nous placer sur le terrain contemporain, avec une théorie et une pratique critique adéquates. Ce n'est pas une instance abstraite qui nous a poussés en ce sens, c'est notre expérience qui nous y a conduits.

Nous avons recommencé la réflexion sur le processus révolutionnaire, en dehors de toute tentation jacobine et loin de toute approche catastrophique, parce que nous en voyons la nécessité au regard de la crise de civilisation qui découle de cette modernisation capitaliste et nous en voyons la possibilité à la lumière de la renaissance d'un mouvement qui prétend à un avenir différent. Le début provocateur du document avec lequel nous avons entamé le débat avant le congrès avec les amis et camarades à l'extérieur du PRC, mais qui s'intéressent à notre discours, a ce sens, à nos yeux des plus importants : il indique un domaine de recherche et de luttes qui surdéterminent toute notre politique, celui d'approfondir la catégorie de la révolution et du processus révolutionnaire.

Ce n'est qu'ainsi qu'on peut comprendre le tournant de ce congrès, le courage par-

* Nous reproduisons ici de larges extraits (qui correspondent à environ la moitié du texte complet, trop ample pour nos colonnes) du rapport présenté par Fausto Bertinotti, secrétaire général du Parti de la refondation communiste (PRC) à l'ouverture des débats du congrès du PRC. La ligne générale de ce rapport a été adoptée par les congressistes. Le titre et les intertitres sont de la rédaction d'*Imprecor*. Ce texte a été traduit de l'italien et annoté par Maria Gatti.

fois risqué de l'innovation, de la dureté, même douloureuse, des ruptures. Nous le faisons parce que c'est nécessaire pour reprendre la marche, pour tracer, contre tous les révisionnismes des vingt dernières années, une réforme de la politique qui représente une sortie de gauche de la défaite du XXe siècle et de la crise du mouvement ouvrier et qui affecte une nouvelle tâche historique au mouvement et aux communistes en son sein : la création d'un nouveau mouvement ouvrier.

La crise à l'échelle mondiale du centre-gauche, c'est-à-dire de la dernière tentative réformiste — qui n'est pas, toutefois, le fruit du hasard tellement elle est ancrée dans le cadre des diktats de la mondialisation capitaliste — indique à quel point sont vaines les recherches d'une perspective qui reste soumise à un débouché politique à court terme et à la recherche de la géométrie des alliances en fonction de l'alternance. Notre choix est complètement différent. C'est le choix de la reconstruction de la primauté de la politique, de l'option politique. C'est le choix de sortir la politique d'une condition subalterne. Ses deux repères, liés entre eux, sont une orientation du PRC radicalement à gauche, une actualisation de la lutte sociale et politique pour la transformation de la société capitaliste. Le rapport avec le mouvement en est le fondement principal. Nous voudrions contribuer à ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire de la lutte entre les classes, de la lutte pour la libération des femmes et des hommes de l'exploitation et de l'aliénation. (...)

Les nouvelles conditions du travail

Alors, quel est le nouveau problème social que cette révolution capitaliste restauratrice nous propose et comment se manifeste-il dans l'organisation et la composition du travail ? Le problème consiste, en premier lieu, dans le fait que l'explosion du travail salarié face au capital ne le rend pas plus fondamentalement homogène et concentré mais, au contraire, fragmenté, désagrégé et diffusé jusqu'à la dispersion. Et, en deuxième lieu, ce changement s'insère dans un processus qui modifie le rapport entre capital et travail précisément dans le sens indiqué par Marx. (...) L'incertitude et la précarité deviennent les traits prédominants de la nouvelle condition sociale. La nature ambiguë et double du travail dans la société capitaliste fait un nouveau pas en avant avec la mondialisation. Elle assume les formes multiples de la prolongation du temps de travail pour certains et son absence, jusqu'au chô-

mage, pour d'autres. On devient travailleur autonome, mais toujours dirigé par d'autres. On a des contrats fixes ou non, mais toujours plus précaires. Ces exigences poussent à s'adapter constamment, à devenir flexible, mais ne définissent plus automatiquement une appartenance sociale.

Alors, voilà le problème : le processus d'unification des travailleurs traditionnels et des rapports sociaux exploités et aliénés ne va pas de soi, il exige un projet politique, une intervention dans les conditions matérielles et dans la subjectivité. Mais, en même temps, aucune force politique ne peut le faire tomber de l'extérieur, par idéologie. Alors il faut comprendre que, quand on parle de la croissance du mouvement des mouvements, on ne parle pas d'autre chose que de la lutte des classes.

Pour nous il s'agit de poser, sur des divers plans, la même question : la construction d'un nouveau mouvement ouvrier. Les liens et l'unité entre les différentes subjectivités critiques, les liens entre celle de classe, de genre, de l'environnement et de la paix ne découlent pas uniquement de la nécessité de donner vie à une critique générale de la société, mais est le résultat nécessaire aujourd'hui de la lutte sur les questions brûlantes de travail. D'en bas comme d'en haut, dans le conflit social comme dans la lutte plus large, il faut toujours voir les deux tendances à l'œuvre. L'une est celle que la restructuration capitaliste en cours détermine au niveau de l'entreprise, comme dans l'organisation de la société, de l'école, de la santé, et également l'organisation de l'État, les relations internationales. Elle peut déboucher sur de nouvelles réalités autoritaires, de nouvelles formes d'oppression et de domination, et même des formes destructrices. L'autre tendance est celle qui existe à l'état potentiel, dans le mouvement et qui, si elle ne veut pas perdre l'occasion, doit également prendre la forme d'un projet politique en mesure de donner de la force et de l'efficacité au conflit en cours et d'esquisser, dans une perspective à plus long terme, une alternative de société.

La mondialisation du temps de crise est caractérisée par l'instabilité. L'instabilité en est la conséquence directe mais c'est aussi la manifestation de la nature ouverte de la phase actuelle, c'est-à-dire le fait qu'elle pourra déboucher sur des conséquences complètement différentes. Si le travail et la condition sociale définissent la terre de cette lutte, la guerre en définit le ciel. Avec l'avancée de la mondialisation capitaliste, avec les phases successives de son développement, les États-Unis d'Amérique mettent en œuvre un discours et une politique de guerre, et,

sur cette base, une idée des relations internationales, un ordre géopolitique du monde, un remodelage des rapports entre les États et l'économie. Le défi brutal et destructeur du terrorisme dans ce contexte constitue un échelon dans une escalade soustraite aux décisions et au contrôle de tout organisme international doté de souveraineté ou de représentativité. L'ONU est morte est avec elle le dessein à son origine. Mais même l'OTAN, qui avait aspiré au rôle du monopole mondial de la force, est mise de côté au profit d'un système d'alliances à géométrie variable où uniquement le point d'appui des États-Unis est ferme, et le seul objectif stratégique stable est la pleine réalisation de la mondialisation capitaliste. C'est pour cela qu'il faut mener une lutte sans quartier sur les plans économique, idéologique et militaire. (...)

Le mouvement au centre

En Italie, le mouvement des mouvements a atteint un développement original, une ampleur et une consistance particulière. Il a atteint une nouvelle phase sur le plan social, culturel et politique. Il s'insère à l'intérieur d'un phénomène mondial — le peuple de Seattle — mais grandit et se répand partout en Italie grâce à son pluralisme interne et la reconnaissance respective d'expériences différentes vues comme compatibles avec l'inspiration de fond du mouvement, marqué par la contestation de cette mondialisation et avant tout par l'opposition à la guerre et aux politiques néolibérales. Sur ces bases, un mouvement prend forme avec la configuration du premier mouvement après le XXe siècle. Nous n'avons pas l'attitude à vanter nos mérites ni à promouvoir une forme de patriotisme de parti. Et pourtant, on peut revendiquer ce mérite car il ne regarde pas notre passé mais l'avenir, c'est-à-dire notre tournant politique et culturel. Nous l'avons pris. Nous l'avons pris quand, encore seuls, nous avons entrevu le dégel social, la reprise de la lutte. Nous l'avons pris quand, avant Gênes, nous avons vu la nouveauté de la phase de la naissance du mouvement qu'on appelle à tort "no-global". Nous pouvons nous demander si le fait de l'avoir pris, quand plusieurs, même près de nous et entre nous doutent, n'était pas la preuve sur le champ de la validité des catégories d'analyse plus générales sur la nature de la mondialisation capitaliste et sur les nouvelles contradictions que nous avons cherché à faire avancer au cours de ces années ? Notre croissance découle de ces intuitions.

Et avec le parti, *Liberazione*, notre jour-

nal, a progressé. Avec son travail original, réalisé dans des conditions très difficiles, il gagne une attention particulière. Nous en sommes vraiment reconnaissants. Il contribue à la croissance de tous.

De toute manière le choix que nous avons réalisé a été important pour le mouvement et pour le parti. En innovant par rapport à la tradition d'où nous sommes issus, nous nous sommes insérés dans le mouvement comme la partie d'un tout, en contribuant avec les autres et au même titre à sa croissance, avec notre mot à dire, mais en acceptant et pratiquant les décisions unitaires assumées en commun et en abandonnant tout penchant avant-gardiste. L'hégémonie du parti sur le mouvement ne nous intéresse pas. Ce qui nous intéresse est de contribuer à l'hégémonie du mouvement dans la société.

Un mouvement qui a déjà fait preuve de sa durée et de sa portée. Ce n'était ni évident ni facile. Il pouvait tomber, il a rencontré sur son chemin des obstacles qui auraient pu le briser.

On a tenté de le faire. Je continue à être convaincu que la répression à Gênes n'était pas mise en œuvre uniquement par le comportement de certains dirigeants des forces de l'ordre et même pas parce qu'il y a des forces de droite au gouvernement. Je demeure convaincu que cette répression tellement systématique et tellement violente constituait un choix sur le plan international avec l'objectif de faire se désintégrer le mouvement. Il pouvait l'être, et s'il n'a pas réussi, si la spirale de répression-violence-répression a été désamorcée, c'est grâce à l'une des caractéristiques de fond de ce mouvement, sa nature pacifique et non violente qui a dérouté l'adversaire, en empruntant des chemins nouveaux et différents. Il en était de même quand le mouvement ne s'est pas fait écraser par les tenailles du terrorisme et de la guerre, déclenchés par la force cruelle et destructrice du 11 septembre, à New York et le choix cruel et destructeur de la guerre des USA et de leurs alliés en Afghanistan.

Le mouvement a émergé de ces tenailles avec le refus double de la guerre et du terrorisme et en revendiquant la paix comme un thème central dans la construction d'un autre monde possible. Le mouvement s'est élargi, a gagné de nouveaux terrains, a touché d'autres acteurs. À partir de la marche Pérouse-Assise, il est arrivé à Rome dans la manifestation contre la guerre des USA, a rencontré les occupations et luttes étudiantes contre la privatisation du savoir, a marché

avec les immigrés en indiquant un terrain de lutte décisif pour l'avenir de notre pays, il a rencontré la ré-émergence des luttes écologistes et pour la santé, à l'usine et partout.

Il a rencontré la croissance du conflit social. La FIOM (1), le plus grand syndicat industriel du pays, qui est au forum social, devant le contrat séparé, a trouvé le courage de faire deux grèves générales dans son secteur où la participation des travailleurs est plus grande qu'aux grèves unitaires. Les syndicats de base, qui font partie du forum social, après des luttes importantes dans leurs secteurs, par exemple l'éducation, proclament une grève de tous



les secteurs et à présent plus de 100 000 personnes à Rome. La CGIL, la plus grande centrale syndicale italienne, devant le défi lancé par le gouvernement et la Confindustria (2), proclame — après un moment, mais le fait est d'une importance extraordinaire — la grève générale et organise la manifestation gigantesque du 23 mars au Circo Massimo à Rome. Cette manifestation devait être un grand événement, extraordinaire et original.

On peut dire — sans diminuer la valeur du choix des différentes organisations syndicales et l'engagement direct de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs qui ont fait grève — que tout cela n'aurait pas eu lieu en ces termes, avec cette importance et cette intensité, sans le mouvement. On peut dire que cette grève est également fille du mouvement, qu'elle n'aurait pas eu lieu sans sa croissance.

De quelle nature est ce mouvement qui a duré et qui s'est répandu ? La question

n'est pas vaine et notre proposition politique dépend de la réponse que nous y donnons. Notre réponse est qu'il s'agit d'un mouvement mondial, qui porte les marques des mouvements d'une longue période, c'est-à-dire d'exprimer les besoins et les inquiétudes d'une nouvelle génération qui vit en critiquant la modernisation dans laquelle elle est plongée. On voulait intégrer et désintégrer cette génération dans cette modernisation capitaliste, et au contraire, on la retrouve sur les chemins qui mènent de Seattle à Porto Alegre, dans la contestation à l'école, sur les lieux de travail et les régions, on la retrouve dans de nombreuses expériences sociales à l'extérieur du marché, de volontariat, de mouvements associatifs, de communautés librement choisies.

Ce n'est pas un mouvement explicitement anticapitaliste. Ou, au moins, il ne l'est pas encore. Il peut le devenir et nous travaillons en ce sens. Il renferme déjà un anticapitalisme à l'état virtuel et latent, qui se manifeste dans son approche des grands problèmes du monde, de la guerre, de la faim, des maladies, de l'environnement et des problèmes locaux. Ses objectifs sont contre la philosophie de la mondialisation qui se définit comme néolibérale, et s'il ne réussit pas de manière univoque à en identifier les causes dans le mode de production capitaliste c'est certain qu'il sait les voir dans le modèle social et le système de pouvoir que construit la mondialisation.

Porto Alegre l'a mis en évidence avec beaucoup de force, dans la rencontre d'un peuple en formation qui parcourt le monde avec la radicalité des réalités sociales et politiques latino-américaines comme celles des Sans Terre et de la CUT, la centrale syndicale brésilienne. Pour comprendre ce qu'est Porto Alegre, il suffit de se demander ce qu'on aurait répondu, il y a quelques années si quelqu'un nous avait interrogé sur la possibilité d'une rencontre de cet ordre où que ce soit dans le monde sans la convocation d'une centrale internationale partisane, syndicale ou religieuse. Et pourtant c'était et ce sera possible.

Il est nécessaire maintenant de penser de passer de Porto Alegre à l'organisation de l'opposition sociale en Europe et en Italie. La rencontre de Barcelone et la plate-forme qui y a eu l'aval des gouvernements et l'Union européenne se heurtent aux instances du mouvement. La manifestation du mouvement à Barcelone indique les ressources pour la combattre. Le gouvernement Berlusconi, fort aussi de cette complicité et

1. Fédération des travailleurs de la métallurgie.
2. La confédération patronale italienne.

Italie

de ce cadre, tente une percée en Italie. (...)

La construction de l'alternative

Ces questionnements sont à l'origine de notre proposition d'une convergence entre les oppositions pour offrir, sur une base autonome, un côté politique à la lutte sociale, pour porter l'affrontement dans les institutions, contre le gouvernement, au niveau du conflit social. Celle-ci n'a aucune courbure de politique politicienne, ne pose pas le problème de l'alliance politique avec le centre-gauche, et répond à une autre logique, s'oriente vers un autre parcours et d'autres issues politiques. Elle intervient ici et maintenant.

Elle saisit le besoin politique de masse qui a traversé tout le 23 mars, saisit la demande de masse de l'unité et répond avec une proposition d'unité d'action des oppositions. L'objectif est clair : vivre cette bataille. La proposition est claire : une forme de lutte radicale au parlement, l'obstructionnisme, et une initiative forte et innovatrice dans la société, un paquet fort et concentré de référendums.

Or, c'était interprété par certains comme un nouveau chapitre de l'histoire sans fin du fils prodigue ou, moins incroyablement et plus malicieusement par d'autres, comme une sorte de maxi-amendement au document du congrès. On pourrait tout simplement laisser les faits le démentir, si les premiers n'avaient pas montré une incompréhension presque totale de notre ligne politique et, plus encore, de l'innovation que nous tentons d'introduire dans la culture politique avec notre pratique et dans son rapport avec le mouvement. Tandis que les seconds révèlent une idée de la ligne dont je suis assez loin, une ligne autarcique, la ligne politique comme une valeur en soi, une attente que les faits correspondent à celle-ci.

Au contraire, je pense qu'une fois le but déclaré et la trajectoire indiquée, il faut toujours reconstruire cette ligne, par rapport aux mutations qui interviennent, pour pouvoir avoir un impact sur le cours des événements. Dans ce cas, par ailleurs, tout est très simple : il y a une grande nouveauté dans la situation, à celle-ci correspond une initiative politique nouvelle. Sinon, franchement, on ferait aussi bien de rentrer à la maison.

Tout un autre chapitre, bien que toujours inscrit dans ce que nous pouvons définir comme l'unité d'action, est celui des élections administratives de ce printemps. Un rendez-vous politique important mais non

pas parce qu'il constituerait un test du gouvernement Berlusconi ou, au contraire, de l'état de santé du centre-gauche ou même de notre croissance de soutien.

Non, c'est important parce que la question du gouvernement local a un grand poids, pris entre les politiques d'austérité du gouvernement central et la croissance d'une demande de qualité et du public qui naît dans les régions et les villes. Porto Alegre a également vu un débat sur ces thèmes. Nous y étions comme au forum social, mais il y avait également des porte-parole de différents courants réformistes et des maires de différentes villes. Pour nous, ce qu'on dit à Porto Alegre est aussi valable à Gênes ou à Reggio Calabria. Le budget participatif n'est pas un modèle abstrait, mais une idée générale de gouvernement de la ville, du territoire, fondée sur la participation populaire et sur la nécessité de revitaliser une démocratie représentative affaiblie et minée d'en haut (le gouvernement central) et de son intérieur (la marginalisation des assemblées élues) par une forte dose de démocratie directe. Ainsi la question du programme prend corps de nouveau. Les problèmes des zones défavorisées, de l'école, de la santé, des transports, de l'assistance et de la viabilité rencontrent celui de comment retrouver la capacité de concevoir le profil futur d'une ville en développement, sur le plan de l'urbanisme, de la culture, de la vie.

Vous voyez comment les thèmes du mouvement investissent dorénavant même les élections administratives et le gouvernement local. Une raison de plus d'être protagonistes de la recherche d'une unité des forces démocratiques et ouvertes, dans la foulée de ce nouvel élan, non seulement pour empêcher la droite d'élargir le gouvernement libéral aux marges, ce qui est en soi utile, mais surtout, pour porter dans les organismes locaux le vent des mouvements qui traversent le pays. Nous sommes en train de réussir dans un très grand nombre de situations.

Il est très important que la campagne électorale des alliances où nous nous trouvons exprime la reprise de la participation que vit le pays, qu'elle sache valoriser et se lier à la lutte sociale, qu'elle sache donner des espaces et des voix au mouvement. De toute manière c'est ce que fera le PRC.

La leçon du mouvement des mouvements

Mais il ne faut pas concevoir la campagne électorale à part du travail politique du parti. Et plus généralement, nous devons savoir saisir les signes du temps. J'ai déjà dit

à quel point je pense que la manifestation du 23 mars a été elle-même traversée par eux. Différente de celle de 1984 comme de celle de 1994, cette campagne est visiblement traversée par la montée des mouvements, ce qui ne diminue en rien l'importance du choix fait par la CGIL, ni sa représentativité. Elle donne une dimension plus large que celle qui est syndicale, voire politique traditionnelle, une dimension qu'on pourrait appeler méta-politique, une dimension qui vit dans le rapport entre le spécifique — l'opposition à la liquidation de l'article 183 — et le général — une idée partagée en train de renaître sur la justice, la démocratie et la participation. C'est comme si le 23 mars au Circo Massimo un mouvement à l'état naissant soit revenu pour donner corps et visibilité à un monde du travail non seulement définissable sur le plan sociologique par le travail salarié mais comme la constitution d'une nouvelle conscience de soi. La lutte des classes resurgit comme protagoniste.

Ainsi, la leçon apprise du mouvement des mouvements est appelée à une autre application. Ce serait insensé de tenter de nous emparer de ce conflit social, comme ce serait criminel de l'appeler à l'action collatérale avec les différentes hypothèses politiques. Nous avons appris du mouvement à contribuer, de l'intérieur, à son développement. Nous voulons contribuer, de l'intérieur, à porter à la victoire la lutte des travailleuses et travailleurs contre une loi qui cherche la liberté de licencier. Cette fois, après tellement de temps, on peut et on doit vaincre. On peut vaincre Berlusconi. Il y a également le risque de faire comme en 1984, dans de tout autres conditions ; mais on peut conjurer ce risque.

Mais ici il faut aussi poser notre autonomie de parti et l'autonomie des forces de contestation. Je crois qu'à partir de l'intérieur du mouvement de lutte sociale, il faut aller au-delà, travailler à la constitution d'une plate-forme alternative, de recomposition unitaire de tous les mouvements, et en premier lieu entre la lutte sociale et le mouvement des mouvements.

L'objectif d'étendre à toutes et à tous, même à ceux qui en sont exclus, la protection de l'article 18 pourrait en constituer un premier pas (3). Ainsi, nous regardons avec intérêt et partageons l'engagement de ceux qui proposent un référendum pour conquérir cet objectif. La mutation de la composition du travail, l'expansion fulgurante de la précarité et des contrats atypiques, la fragmentation du monde du travail exigent des objectifs unificateurs. Ceci pourrait être un premier pas. Une convergence des opposi-

3. L'article 18 du Statut des travailleurs, qui interdit et sanctionne les licenciements abusifs, compte parmi les gains de l'Automne chaud de 1969.

tions sur un point aussi significatif d'une rupture avec les politiques néolibérales et aussi d'une idée plus générale de construction de droits et pouvoirs des travailleurs serait, vraiment, un grand signal de réveil. On pourrait, alors accompagner le développement des luttes sociales, avec une saison référendaire forte et concentrée qui marche sur les deux jambes dans l'affrontement avec les politiques de droite, la reconquête d'aspects importants de l'état de droit, de la loi sur les commissions rogatoires, des conflits d'intérêt et la conquête de droits effectifs pour les populations laborieuses et les instances écologistes.

Il faut réfléchir sur les raisons pour lesquelles une proposition aussi forte, qui comble un vide, qui dépasse une faiblesse dans la lutte en défense de l'article 18 n'a pas encore décollé pour préciser un problème politique et pour proposer la recherche d'une solution. Si la manifestation du 23 mars a mis en évidence toute sa force, le point faible est le fait que la protection contre les licenciements abusifs ne touche qu'une partie du monde du travail et que l'autre, qui n'a pas de protection, est en croissance avec la décentralisation de l'appareil productif, pendant que sa protection d'ensemble, sur le plan social et contractuel, est encore diminuée.

Mais pour combler ce vide il faut sortir de la logique de la comptabilité, de l'acceptation de la primauté de la compétitivité et du marché et donc rompre avec le point de vue de l'entreprise qui a été dominant dans tout le cycle des dernières années, dans la gauche modérée comme dans le syndicalisme confédéral. Nous, comme toujours dans les moments les plus hauts de la lutte sociale, soutenons cette lutte et ses protagonistes. D'où il faut souligner l'importance du choix de la CGIL, comme celle de la grève générale organisée par la confédération le 16 avril, autre étape cruciale de cette mobilisation.

Mais ça ne nous fait pas oublier que la CGIL, même dans son dernier congrès, qui a toutefois choisi le non à la guerre, et la grève générale, demeure, sur le terrain fondamental des revendications et des politiques contractuelles, à l'intérieur d'une logique qui découle d'une période négative et gravement nuisible pour les travailleurs et le mouvement, celle de la concertation. Aujourd'hui, alors que cette politique est attaquée par la droite, reste le problème inévitable d'une nouvelle plate-forme sociale sur les horaires, les salaires, la prestation de travail et les garanties de droits et de pouvoirs. Cette bataille politique peut imposer une gauche syndicale en mesure de placer

l'objectif stratégique d'un nouveau syndicalisme confédéral autonome, démocratique et de classe et de le poser de manière effective dans un nouveau cycle de luttes.

En même temps, on peut se pencher sur le thème plus général de l'autonomie des forces contestataires. Il exige la capacité d'établir un nouveau lien entre le social, l'économique et le politique, sur un terrain où les



frontières anciennes sont bouleversées. Et alors, même l'autonomie des forces anticapitalistes, de contestation, communistes doit assumer une nouvelle frontière qui traverse les mouvements, avec un rapport différent à des mouvements différents entre eux, qui va de l'intérieur au mouvement antimondialisation au rapport dialectique avec les luttes syndicales, qui travaille à leur recomposition en mettant au centre la recherche d'unité entre la classe ouvrière traditionnelle, les nouveaux rapports au travail et toutes les subjectivités critiques.

Nouveau mouvement ouvrier

L'objectif stratégique est ambitieux mais clair : la naissance d'un nouveau mouvement ouvrier. Le PRC peut y contribuer tout de suite, en poursuivant la voie âpre mais indispensable du lien entre l'immédiat et les perspectives, entre le présent et l'avenir. La construction d'une plate-forme alternative en est un moment saillant. Pour nous, pour les forces de la gauche alternative, pour le mouvement, une tâche ambitieuse se dessi-

ne. Il s'agit de partir de la croissance extraordinaire des mouvements, pour faire naître et vivre un vrai programme d'alternative. Nous l'avons tenté au cours de toutes ces années, avec beaucoup de difficulté, parfois en réussissant à faire émerger une question — les retraites, les 35 heures, le salaire social — mais presque toujours d'en haut, en profitant d'une conjoncture politique particulière, ou à travers des convergences, importantes mais limitées, avec des secteurs de syndicalisme militant ou des réalités spécifiques.

Aujourd'hui nous pouvons faire le saut. L'idée de fond demeure celle de la conquête d'en bas, par la lutte, du lien interne, c'est-à-dire un ensemble de conquêtes, sur la base desquelles et avec lesquelles on peut provoquer un tournant dans la politique économique et sociale de l'État sur les plans national et européen. Mais ce qui change peut être décisif pour son sort. En effet, la phase change, le mouvement progresse sur la scène et la lutte sociale naît de son élargissement. C'est le moment de construire une inversion de tendance. Je pense que nous devons ouvrir une campagne, prolongée et articulée, sur le salaire européen. À monnaie unique, salaire européen. Il faut rouvrir la question de la distribution en grand, en Italie et en Europe. Soit en termes d'un déplacement en faveur des salaires et retraites modiques, soit en termes de la construction d'un nouveau cycle de politiques salariales, des stables aux précaires, du travail autonome de la dernière génération aux sans-emploi. Le salaire social pour les sans-travail et le salaire minimum dans tous les secteurs pour tous ceux qui travaillent d'une manière ou d'une autre sont des éléments de réponse à ce problème.

Et ainsi sur le thème de l'ancienne et nouvelle prestation de travail une nouvelle critique de l'organisation et du marché du travail peut renaître (...).

Nous avons dit : de Porto Alegre à l'opposition sociale, et maintenant nous ajoutons la construction de l'alternative. La proposition que nous avons avancée — et qu'à partir de ce congrès nous relançons avec un sens aigu d'une nécessité criante — est celle de l'ouverture d'une phase constituante en Italie pour la gauche alternative. Nous la cherchons comme la projection du mouvement, dont nous apprécions l'autonomie, le pluralisme, l'articulation et la diversité, les formes originelles de politisation des composantes décisives de son histoire et également son avenir. La contrepartie est la gauche alternative qui doit naître en assumant le

rapport avec le mouvement, à partir de l'option contre la guerre et contre le néolibéralisme, comme fondements de sa subjectivité politique en construction, dans un processus ouvert et pluriel, dans sa physionomie et forme d'organisation. Nous, communistes, voudrions y participer avec d'autres qui ne sont pas communistes, nous, comme parti, avec d'autres qui ne sont pas un parti et ne veulent pas le devenir ou qui le veulent mais ne l'ont pas encore, dans une reconnaissance réciproque des différences et dans un projet politique partagé.

La gauche alternative, et nous avec elle, peut sortir de l'état minoritaire et devenir un protagoniste de la vie publique du pays. C'est une perspective qui a rencontré des incompréhensions et difficultés sur son chemin, jusqu'à maintenant. Mais il nous semble qu'une double exigence l'a relancée, d'une part l'exigence de sortir de la crise de la politique, chose qui ne peut pas arriver spontanément, et d'autre part, d'une croissance du mouvement et de l'accentuation de l'affrontement social et politique.

On peut opposer à ce propos, et on l'a fait, un discours assez différent — je pense à l'option politique presque inverse, celle de la reconstruction d'une gauche large par une nouvelle alliance avec les modérés. Franchement ça ne me paraît pas autre chose que la recherche d'équilibres plus avancés au sein du centre-gauche. Mais, au-delà des difficultés à comprendre la nature de la gauche dont nous parlons et d'où et comment elle doit naître, c'est la proposition stratégique qui ne nous convainc pas du tout.

Le centre-gauche est mort à cause de la faillite de la proposition politique qui l'a fait naître et vivre, non seulement en Italie mais dans le monde. L'idée de modérer le néolibéralisme dans un monde tellement transformée par la technologie que la politique s'évapore s'est brisée contre les écueils de la guerre et de la crise et se voit complètement infirmée par le mouvement de contestation de cette mondialisation, mondialisation que le centre-gauche prétendait gouverner plus efficacement que les droites. C'est précisément la consommation de cette hypothèse qui fait perdre même la capacité primitive du centre-gauche de concourir avec les droites, et, finalement, le réduit à la défaite. L'alternance ainsi conçue se révèle perdante (...).

La refondation du parti

Le parti est soumis à une sollicitation formidable. Ce qui n'était pas possible jusqu'à hier le devient maintenant. La résistance est

finie, un nouveau cycle de la politique a commencé. Une occasion s'ouvre devant nous, mais aussi, peut-être, un défi extrême. L'occasion est grande et c'est justement celle de la refondation pour recommencer, après la défaite et devant la naissance du premier mouvement après le XX^e siècle, le discours sur la transformation de la société capitaliste, le communisme et le parti. Mais le défi est également dur. Si cette occasion n'est pas saisie, non pas la question de la transformation, qui resterait ouverte de toute manière, mais la possibilité qu'elle reste marquée par l'héritage de l'histoire des communistes et du mouvement ouvrier du XX^e siècle serait compromise.

Et le même mouvement pourrait emprunter des voies diverses et même lointaines de ses promesses les plus engageantes. Donc, c'est l'heure de changer nous-mêmes pour contribuer à changer le monde.

En effet, camarades, quand sinon maintenant ? Je voudrais le dire avec une intensité particulière à ceux qui ont des doutes et craignent de nous perdre. Notre parti a surmonté la lutte pour la survie, pour l'existence. Il doit cette survie en premier lieu aux camarades qui ont résisté, convaincus qu'une grande idée ne meurt pas, même quand il semblait à la plupart que tout était perdu, après l'écroulement de l'Est, après la dissolution du PCI, après que la vulgate bourgeoise eût voulu que le capitalisme fût la dernière étape de l'humanité et que la lutte des classes eût disparu. Ces femmes et hommes qui ont résisté ont eu leur récompense, non seulement par une reconnaissance morale, mais en voyant naître un mouvement qui leur a donné raison, qui affirme justement qu'un autre monde est possible. Cette résistance a pris mille formes qui ont pourtant eu lieu à l'intérieur d'une communauté, le parti.

On ne dira jamais assez à quel point vous avez participé au travail politique qui contribue le plus à créer une communauté, celui des fêtes de Liberazione, des manifestations, des organisations de rencontres, de repas de solidarité. Grâce à ce travail politique, nous sommes ici. Et grâce aux innovations que nous avons courageusement réalisées à l'arraché même si ce n'est pas de manière achevée. Deux de celles-ci ont un caractère proprement fondateur sur notre trajectoire. L'une est la rupture avec le gouvernement Prodi. C'était d'abord à cette occasion la perception précise que le centre-gauche, après l'entrée en Europe et se trouvant devant un carrefour, avait lui-même abandonné toute hypothèse réformatrice, pour choisir le cours modéré et néolibéral qui était sa perte.

Mais c'était aussi la perception d'une

crise de la politique qui était en train de consommer ses actes et la conviction qu'il fallait déplacer, pour l'immédiat et en perspective, le centre de gravité de la politique. Le déplacer du rapport entre les forces organisées, du terrain institutionnel et juridique vers la place centrale des forces sociales, de la subjectivité, des luttes dans la société.

L'autre a été le choix de rester, comme nous l'avons fait, dans le mouvement des mouvements, en rompant ainsi avec notre tradition, pour faire partie de ce mouvement et participer à sa croissance. Gênes, en somme. Ce n'est pas un hasard que ce fut le vrai moment constituant des jeunes communistes, protagonistes réels au même titre que les composantes sociales et associatives les plus vives, de la fondation et de la croissance du mouvement aujourd'hui. Pour cela et grâce à ce travail, ils sont devenus une partie importante de l'univers jeune du pays. Choisir la désobéissance démontre cette capacité d'interpréter même sur le plan symbolique. La même chose vaut pour la présence en Palestine à Pâques, à partir de l'exemple des Femmes en noir. En somme, la pratique des Jeunes communistes contribue au renouveau du parti.

À partir de notre expérience il y a une demande convergente d'innovation pour pouvoir faire un bond en avant. À chaque tournant important, pour une organisation politique, on pose le rapport entre la continuité et la rénovation. Je reconnais que plusieurs fois c'était résolu dans notre histoire, et chez nous aussi, avec la formule de la rénovation dans la continuité. Ce n'est plus suffisant aujourd'hui ; aujourd'hui il faut mettre l'accent sur l'innovation et sur l'ouverture du parti au mouvement, à la société.

Le parti a eu, avec Gramsci, l'ambition de devenir un intellectuel collectif. Mais aujourd'hui, alors que nous avons dû comprendre qu'on ne porte pas la conscience de l'extérieur au mouvement, et alors que le mouvement pose de nouveau la question de quel modèle social nous voulons construire, aujourd'hui cette ambition doit être renouvelée et même redoublée. C'est le mouvement dans son ensemble qui doit se considérer et devenir, pour nous, l'intellectuel collectif, le lieu et le laboratoire d'une socialisation des savoirs, des connaissances et des expériences, un réseau de relations où apprendre et enseigner, où construire des éléments d'un nouveau monde et contester l'ancien, et croître dans un parcours de libération collective et individuelle, de classe et de genre, de femmes et d'hommes. Avec le parti à l'intérieur comme un poisson dans l'eau. Un parti qui, pour sa part, discute, élabore, lutte et fait la société. Faire la société, construire la

socialité, produire des cultures et un savoir critique, mettre en réseau les expériences de lutte et le savoir-faire n'est pas une option, ce n'est pas le domaine du volontariat plutôt que le militantisme. Ça fait tellement partie de notre projet. On le fait ou on perd. Ce n'est certes pas la première fois que l'urgence d'une discontinuité dans l'organisation politique se pose (...).

Dans ce dessein, il faut innover notre culture politique. Je sens ici tellement de résistances qui ne me convainquent pas. Je vois un paradoxe, on défend la continuité en son nom et en se cachant derrière les grands de notre histoire qui le sont devenus parce qu'ils ont su rompre le schéma dont ils ont hérité. On fait appel à un nom, à un legs, plutôt qu'à son enseignement. On cite beaucoup Lénine, mais il faut se rappeler qu'il était précisément lui le protagoniste de ce que Gramsci appelle une révolution contre le capital, parce que Marx avait prévu la révolution dans les points du plus haut développement capitaliste et au contraire, Octobre est arrivé pour le contredire, dans un pays des plus arriérés. Cette leçon de notre histoire qui nous aide à connaître et à transformer est vivante, et ce qui fait obstacle à la connaissance et la transformation doit mourir (...)

J'ai été parmi les camarades qui ont voulu un congrès ouvert ; ouvert entre les documents opposés et ouvert aux dissensions au sein de la majorité. Je ne vois pas de raison de le regretter. Le PRC pour la première fois dans son existence le fait avec cette ouverture qui naturellement est également conflit, souffrance, malaise. Dans le conflit souvent ce que nous ne voudrions pas sort aussi, des choses assez désagréables sortent, mais c'est la vie. On a pu discuter entre nous, et même se disputer, sur l'identité, une question des plus brûlantes pour les communistes, nous l'avons fait sans évoquer

le spectre de la scission. C'est un pas en avant. C'est un autre pas sur le chemin de la refondation que nous avons fait, tous ensemble, avec le débat de ce congrès. Mais le débat sert à éclaircir les positions.

Pour ma part j'ai vu, à travers l'orientation représentée par la revue L'Ernesto qui, légitimement, a soutenu un paquet d'amendements comme l'expression d'une position politique déterminée et j'ai vu, dans la plupart des interventions qui l'ont développée une critique toujours plus ouverte à la ligne du document intégral que, au contraire, je soutiens avec force. J'ai vu alors, je disais, s'esquisser un choix politique que je ne partage pas parce qu'il me semble globalement un frein à l'innovation au nom d'une histoire, celle d'où nous venons, comprise à tort comme un bloc, quand elle ne l'est pas du tout. Je vois cette position comme l'atténuation de la nature radicale du tournant, du tournant à gauche que nous proposons. Une atténuation, une réduction, un frein qui je crois le condamnerait à l'impuissance. Je repose la question : Pas maintenant, alors quand ? Je suis convaincu que notre tournant, pour ce que j'ai pu en saisir, a déjà eu plus qu'une justification. Sans lui... attention, nous ne serions pas passés comme ça par Gênes. Avec lui, nous pouvons maintenant tenter d'entreprendre notre avenir. Pour le construire, nous avons besoin de toutes et tous les camarades, du corps entier du parti, de ses gens et des autres qui nous regardent avec intérêt. Il faut surtout toutes les cultures, les tendances, les histoires qui vivent dans le parti et nous avons besoin de tellement d'autres qui restent dehors et qui pourtant n'acceptent pas l'ordre des choses actuel. Tout cela devra également vivre au sein des directions, dans une composition plurielle et ouverte à de nouvelles expériences et à une nouvelle génération. Rien ne nous est plus étranger que l'idée des direc-

tions homogènes, une idée militaire qu'il faut dépasser comme culture et comme pratique. Dans ce congrès, nous avons discuté de tout et de notre histoire elle-même. Nous l'avons fait non pas dans une conférence idéologique, qui pourtant serait une idée valable, non pas dans un débat fermé entre les permanents, mais dans les cercles, parmi les membres du parti sans demander des diplômes ou examens autres que le propre vécu politique et culturel, individuel et collectif.

Le stalinisme est incompatible avec le communisme

Quelqu'un nous a dit : mais pourquoi maintenant des comptes tellement durs et profonds à régler avec le stalinisme ? Pourquoi avez-vous poursuivi cet engagement, ces fouilles, depuis Livourne ? Parce que, quand on résiste, c'est l'adversaire qui fixe le champ de bataille et l'ordre des problèmes, donc à ce moment-là quelques omissions sont compréhensibles. Mais quand la possibilité d'essayer de nouveau refait surface, quand la possibilité et la nécessité de refonder la politique à partir du mouvement et en même temps de rattraper son point culminant, la transformation de la société, alors tu ne peux plus tolérer du plomb dans l'aile, tu dois démontrer tes possibilités de faire ces choses pour ce que tu es, comme tu es, pour la culture que tu portes, pour l'idée de société que tu proposes. Le mouvement des mouvements, le nouveau monde possible, pour nous, le socialisme, se dresse contre cette modernisation capitaliste au nom d'un processus de libération des femmes et des hommes.

Notre communisme peut parler ce langage s'il se libère d'un renversement dramatique intervenu au cours de notre histoire. De cette histoire les camarades qui l'ont vécue, loin de son épice, et dans le contexte historique italien si spécifique, portent d'autres marques, mais tous avec la noblesse de ceux qui ont combattu pour une grande cause et constitue la République démocratique. Mais tout cela ne doit pas nous éblouir. Le stalinisme est incompatible avec le communisme. La critique d'un pan de notre histoire, le déracinement de notre code de toute forme d'autoritarisme, de substitution du pouvoir des représentants à la libération des femmes et des hommes, la contestation de l'autonomie de la politique et de la vie, du travail et de la société ne relèvent pas d'un affrontement sur les années 1930 à l'Est, mais sur les années 2000 dans le monde (...)



Il n'y a pas si longtemps les manifestants du PRC défilait avec les effigies de Gramsci, Lénine, Marx, Che et... de Berlinguer, le parfaitement réformiste leader du feu PCI. Après ce congrès, Berlinguer n'est plus de mise !

L'étoile nécessaire du Sud brésilien

Raul Pont est une des grandes figures de la gauche marxiste en Amérique Latine. Ancien maire de Porto Alegre (1996-2000) il est un des principaux dirigeants de la gauche du Parti des Travailleurs (PT) brésilien, et notamment du courant Démocratie Socialiste, lié à la IV^e Internationale. « *L'étoile* » dont il est question dans le titre de ce livre* est celle, à cinq pointes, qui orne le drapeau rouge du PT et sert de symbole aux espoirs de millions de Brésiliens exploités et opprimés.

Ce livre est une belle contribution au débat de la gauche brésilienne. Il s'agit d'un recueil de textes de nature très diverse — tables rondes de discussion, conférences, articles, comptes-rendus — autour de trois thèmes principaux : la mémoire du passé, la démocratie participative à Porto Alegre, l'avenir du Parti des Travailleurs. Une documentation photographique illustrant quelques moments de l'activité politique de Raul Pont complète l'ensemble. Soit dit en passant, l'absence d'une table des matières se fait cruellement sentir...

On chercherait en vain dans ce livre la biographie politique de l'auteur. Trop modeste, il n'aime pas parler de lui-même. Mais en lisant attentivement le débat sur le bilan des luttes du passé qui ouvre le recueil, entre Raul Pont, Flavio Koutzii (ancien prisonnier politique en Argentine, actuellement secrétaire du gouvernement de l'État de Rio Grande du Sud), Miguel Rossetto, l'actuel vice-gouverneur du même État et quelques autres, ainsi que, dans les dernières pages du livre, l'émouvant hommage du journaliste Tabajara Ruas, qui rappelle les moments difficiles où Raul était aux mains de la police dictatoriale, on peut reconstituer, par bribes et fragments, quelques moments forts de son parcours politique.

Jeune étudiant d'histoire à l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul (Porto Alegre), Raul adhère au Parti Communiste Brésilien en 1966, mais en est expulsé peu après, avec tout un groupe de dissidents (dont Flavio Koutzii) qui refusent la ligne droite adoptée par le Comité Central. Avec ses amis, il organise une « *Université Critique* », qui attire les étudiants radicalisés et pro-

pose une interprétation marxiste, inspirée par la théorie de la dépendance (Rui Mauro Marini, André Gunder Frank, Octavio Ianni) du système de domination impérialiste sur le Brésil. En 1968 il participe à la fondation du Parti Ouvrier Communiste (POC), une petite organisation marxiste-révolutionnaire qui va se rapprocher bientôt de la IV^e Internationale.

Deux ans plus tard, Raul part à Sao Paulo pour continuer ses études supérieures en Sciences Politiques à l'Université de Campinas. Il participe activement aux mouvements de résistance à la dictature militaire et est arrêté en 1971 par le Département de l'Ordre Politique et Social, la police politique du régime. Atrocement torturé, il refuse de donner des noms et sauve ses camarades de la répression. Libéré après une année et demie de prison, il reprend bientôt son activité politique, cette fois en organisant un travail clandestin au sein du secteur jeune du parti de l'opposition légale, le MDB (Mouvement Démocratique Brésilien). Avec ses camarades, il utilise ce parti comme « parapluie protecteur » et crée en son sein une Tendance Socialiste (1976) qui a pour mot d'ordre principal : « *Pour un parti des travailleurs* ». Deux ans plus tard, la Tendance quitte le MDB pour participer au Mouvement pour un Parti des Travailleurs qui conduira finalement, en 1980, à la fondation du PT.

Raul est aussi, en 1978, un des initiateurs du journal *Em Tempo*, autour duquel va se constituer, à l'intérieur du PT, la tendance Démocratie Socialiste, où l'on retrouve quelques rares rescapés du POC, mais surtout une nouvelle génération qui s'intéresse aux écrits d'Ernest Mandel et aux idées de la IV^e Internationale. Il deviendra un des

principaux dirigeants du PT, aussi bien dans l'État du Rio Grande du Sud qu'à l'échelle nationale ; d'abord élu député fédéral, puis vice-maire de Porto Alegre, enfin maire de la ville, il ne fait pas une « carrière politique » mais continue de militer, tranquillement, tenacement, sans faire des concessions et sans verser de l'eau dans son vin rouge. Aux élections internes pour la présidence du PT (2001), il est le candidat d'une coalition de gauche autour de Démocratie Socialiste et obtient 17,2 % des voix des militants.

Plusieurs des textes et documents du recueil traitent de l'expérience novatrice et radicale que constitue le Budget Participatif de Porto Alegre (étendu depuis 1999 à tout l'État du Rio Grande do Sul), une expérience à laquelle Raul a participé directement, en tant que maire de cette ville de plus d'un million trois cent mille habitants. L'enjeu politique de cette initiative — qui donne le pouvoir aux assemblées de quartier de décider quelles doivent être les priorités d'investissement de la mairie — est considérable : proposer une forme d'auto-organisation démocratique de la population, qui dépasse les limites de la démocratie représentative bourgeoise, et offre une alternative à l'autoritarisme bureaucratique du prétendu « *socialisme réel* ». La démocratie participative — qui s'inspire de Rousseau et de Marx pour proposer une alternative au « *libéralisme propriétaire* » de J. Locke, père du parlementarisme bourgeois — est une forme de démocratie directe qui limite la délégation de pouvoir, stimule l'auto-organisation et élève le niveau de conscience politique de la population. Concrètement, à Porto Alegre, elle a permis d'inverser les priorités et de mettre en tête des dépenses la santé, l'éducation, l'habitat populaire, en rupture avec les politiques néolibérales qui prédominent dans les gouvernements brésiliens, locaux et fédéral. Il s'agit donc, souligne Raul, d'un aspect décisif du combat contre le néolibéralisme et d'un élément stratégique pour un projet de transition au socialisme.

Ce n'est pas un hasard si cette expérience a lieu dans une ville gérée depuis 1988 par le Parti des Travailleurs. Fondé en 1980 grâce à la convergence de groupes marxistes, de syndicalistes et de chrétiens des communautés de

base, le PT est né profondément enraciné dans les mouvements sociaux au Brésil. En rupture avec l'élitisme des anciens partis, ils se constitue « *à partir de la base* » et se veut un « *parti sans patrons* », dans le double sens d'employeurs capitalistes et de chefs. Cette tendance « *basiste* » est nourrie par les communautés de base, mais elle est salubre et nécessaire dans un pays dont la vie politique a toujours été autoritaire et hiérarchique. Le PT se veut un parti pluraliste et démocratique — qui reconnaît le droit de tendance et assure aux minorités la représentation proportionnelle aux instances — et « *un parti pour toute l'année et pas seulement pour les jours d'élections* ». Le socialisme dont se réclame le PT est en rupture aussi bien avec le modèle social-démocrate domestiqué qu'avec celui du « *socialisme réel* » ; en tant que libre association des travailleurs il oppose la solidarité à la compétition et l'auto-gouvernement des travailleurs au marché et à l'État bourgeois.

Raul Pont craint cependant que l'orientation actuelle des dirigeants du PT ne conduise, par électoralisme, à une dilution programmatique, en abandonnant la perspective de la transition au socialisme et en se limitant à des mesures possibles dans le cadre du capitalisme. Il oppose aux propositions d'alliance avec des partis bourgeois du « *centre* », avancées par certains dirigeants, une stratégie d'alliances de gauche, comme celles pratiquées à Porto Alegre et au Rio Grande du Sud. Enfin, il voudrait généraliser la démocratie participative, telle qu'elle est pratiquée au Sud du Brésil, aux autres villes ou provinces gérées par le PT, ce qui est loin d'être consensuel.

Contrairement à tant d'autres militants ou intellectuels de gauche qui se sont « *assagis* » avec les années, Raul Pont n'a rien perdu de son tranchant. Calme, pondéré, ouvert au dialogue, il ne cède pas sur les principes démocratiques et socialistes et maintient fermement le cap sur l'étoile rouge de l'avenir. Il est un de ces militants que Bertolt Brecht décrivait comme indispensables, parce qu'il ne lutte pas un jour, ou plusieurs jours, ou même une année pour la cause de l'émancipation des travailleurs, mais tous les jours et toutes les années de sa vie.

Michael Löwy

* Raul Pont, *A Estrêla Necessaria*, Ed. Veraz, Porto Alegre 2002, 244 pages.

L'ARME DE LA CRITIQUE
NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES. K. MARX

Librairie La Brèche
27, rue Taine 75012 Paris
tél : 33/0 1 49 28 52 44
e-mail :
labreche@libertysurf.fr

Vente par correspondance
Paris, province, étranger :
envoi gratuit

<http://www.la-breche.com>

XVI^e congrès du PCE : ni à moitié plein, ni à moitié vide

Par
Julio Setién*

Malgré la charge de dramatique qui fut attribuée à ce congrès au sein de la Gauche unie — certains n'hésitant pas à le présenter comme une seconde session de la VI^e Assemblée d'IU — son déroulement et ses résultats ne semblent pas confirmer de telles craintes. On pourrait dire qu'il s'est en réalité limité à enregistrer les scores des diverses positions existantes au sein "du Parti". Pourtant cette réalité est plus complexe ; pour tenter de l'illustrer essayons d'analyser quelques uns de ses aspects les plus remarquables.

Ainsi, dans le cas concret du conflit basque, si l'on s'en tient aux textes — aux résolutions et amendements qui ont été approuvés — il semblerait que le pari en faveur du dialogue et, dans la foulée, le rejet de la mise hors la loi de Herri Batasuna, aient triomphé. Mais cela n'apparaît pas dans le rapport de Francisco Frutos, qui, de manière surprenante, ne contient pas une seule référence au problème basque dans ses 22 pages, n'aborde pas la question du droit à l'autodétermination et ne dit mot sur la façon de construire la république fédérale qu'il appelle de ses vœux.

Le résultat le plus frappant reste l'option pour le travail au sein du mouvement contre la mondialisation et l'appui accordé aux positions les plus combattives à l'intérieur des Commissions ouvrières (CC OO), son syndicat de référence : tels sont les traits essentiels de l'orientation sociale du PCE. On voit là le maintien d'une attitude militante de travail au sein des mouvements sociaux, qui dans le cas syndical a conduit le PCE à prendre une position (risquée, si on tient compte de la diversité de ses engagements) en faveur du courant critique des CC OO.

La politique internationale du PCE continue à être très confuse, marquée par les fidélités de l'ancien « mouvement communiste international » qui conduisit à inviter comme partis communistes ceux ainsi dénommés de Chine et de Corée, pour ne citer que ces deux cas parmi les nombreuses

autres curiosités. Autre témoignage de cette confusion, la mise sur le même plan du Forum de Sao Paulo et du Forum social mondial de Porto Alegre, ou encore l'unique mention (qui, aux yeux de certains, apparaît comme un pas en avant) des « *possibles responsabilités politiques de Milosevic* ». Les répercussions politiques du mouvement contre la mondialisation, au sujet duquel une réflexion intéressante fut initiée, et les changements profonds du panorama international après le 11 septembre 2001 ne semblent pas avoir ouvert une brèche dans la politique internationale du PCE qui ne se détache pas des vieux paramètres.

Le PCE et la Gauche unie

On pourrait être tenté de juger les résultats du congrès en relation avec l'influence que le PCE pourrait avoir au sein de la Gauche unie. Il est difficile d'en mesurer la portée. Il semble évident que le PCE en tant que tel n'accroît pas son champ d'activité et son poids politique au sein de la Gauche unie. Il ne semble pas y gagner de la sympathie ni avoir accru son influence (en attirant, par exemple, de nouveaux membres). Il n'a pas non plus provoqué plus de réticences. La raison en est claire : en tant qu'organisation, en tant que fraction, le PCE n'existe pas. On pourrait aussi se demander si, par son poids au congrès, tel ou tel de ses courants pourrait acquérir plus ou moins d'influence au sein de la gauche unie, mais sachant qu'il s'agirait là d'une opération à somme nulle. De plus, en termes absolus, il s'agit d'une somme en décroissance depuis la création d'IU, ne serait-ce que du fait du déclin constant du nombre d'affiliés au PCE. A court terme il ne semble pas que le congrès du PCE puisse avoir une quelconque influence sur les rapports de forces au sein de la gauche unie.

Du point de vue du rapport de forces au sein des organes de direction, il faut tout d'abord mentionner que Francisco Frutos reste secrétaire général, grâce, cette fois-ci, à une coalition avec Gaspar Llamazares. La formation d'un bloc autour de la Plate-

forme "Parti vivant", dirigée par Ángeles Maestro, a produit des confluences surprenantes : en Andalousie, la majorité dirigée par Felipe Alcaraz, venait d'affronter très durement la minorité dirigée par Rosa Aguilar et Concha Caballero ; à Madrid, au sein de la Gauche unie, le conflit entre le secteur d'Ángel Pérez et celui dirigé par Fausto Fernández (finalement élu coordinateur général) était à son sommet. Néanmoins, au congrès du PCE, tout ce monde s'est retrouvé sur la même liste. Cela a provoqué quelques désaffections qui se sont exprimées sous la forme d'abstentions affaiblissant Llamazares. Finalement au sein de la direction le secteur Frutos obtient environ 59 %, la Plate-forme "Parti vivant" 21 % et les partisans de Llamazares environ 20 % (dans la composition finale du Comité fédéral il obtiendra sans doute une proportion plus grande des représentants des PC de diverses Communautés autonomes). Peu de changements, donc.

Diversité interne

Le PCE continue à être très diversifié. Pratiquement toute la pluralité de la Gauche unie s'y reflète (quand elle n'y puise pas son origine). Les trois candidatures qui se sont affrontées lors de la VI^e Assemblée d'IU étaient des dirigeants du PCE. Il est d'autant plus surprenant de noter que les courants restent interdits au sein d'un parti traversé par de telles différences et même par des divergences fondamentales. De ce fait, en l'absence de véritables tendances d'opinion qui pourraient articuler les différences politiques, ces dernières s'expriment — à l'exception notable de la Plate-forme "parti vivant" — sous la forme de noyaux d'influence qui ne peuvent être décrits du point de vue idéologique. Ces noyaux d'influence ne se forment cependant pas uniquement et même pas en premier lieu autour de la lutte pour le contrôle de l'appareil interne, mais autour de divergences substantielles sur la manière de faire la politique au sein du PCE et surtout au sein de la Gauche unie. Et en politique la question des méthodes n'est pas sans importance. Il s'ensuit que chacun des deux secteurs qui constituent la majorité recouvre avant tout l'expression de multiples

* Julio Setién, élu à l'Assemblée de Madrid, est membre d'Espacio alternativo, une organisation de la gauche radicale partie prenante de la Gauche unie. Il a été responsable syndical du PCE au cours des années de la "transition" entre la dictature de Franco et la monarchie constitutionnelle.

fractures existantes au sein des fédérations qui ont à voir avec les formes de l'activité politique, même si on peut y trouver une différenciation des profils politiques (la lutte concerne plus l'attitude d'ouverture envers la société, car il est rare que se confrontent des politiques différentes).

La nature incertaine du PCE

Ce congrès aura surtout servi à enterrer, du moins dans le cadre du cycle politique actuel, le sentiment apparu largement au sein du PCE juste après la défaite électorale de 1999, même s'il ne fut jamais exprimé publiquement, et qui pourrait être résumé par la question : « *A quoi nous sert la Gauche unie si aux élections nous avons à peu près autant de voix que lorsque nous nous sommes présentés la dernière fois en tant que PCE ?* » Une question très tacticienne mais dont la source est à chercher dans une réalité qui fut l'objet de peu de réflexions : le caractère du PCE depuis la constitution de la gauche unie.

Le PCE fut la clé de la construction de la Gauche unie : il a mis au service de ce projet non seulement ses idées et le travail de ses militants, mais aussi une bonne part de son patrimoine. L'arc politique initial d'IU se composait de divers partis ultra-minoritaires et d'un PCE qui représentait 90 % des membres. Depuis nous avons assisté à un double processus : la perte de la pluralité formelle d'IU (bien que la diversité politique, plus grande que son articulation organique, se maintienne) et la lente érosion de la présence du PCE au sein de la Gauche unie, dont près de la moitié des membres ne sont pas dans le PCE. On est ainsi passé d'une première étape où prédominait la générosité du PCE envers les affiliés des trois autres composantes de la Gauche unie à celle de la sur-représentation des membres du PCE au sein des organes de direction et parmi les élus de l'IU, par rapport du moins au poids réel de ses militants dans la coalition.

Quelle est alors la nature du PCE ? Il est difficile de le qualifier de courant politique au sein de l'IU car, comme nous l'avons décrit, le PCE lui-même se compose de divers courants politiques, qui y reproduisent les divergences au sein de l'IU et vice versa. C'est certes un parti au sens formel du terme, mais il est difficile de caractériser ainsi une organisation politique qui s'est insérée au sein d'une autre formation politique qui, elle, concourt pour les suffrages citoyens depuis seize ans, alors que le PCE ne l'a fait en tant que tel que durant neuf ans. De plus, ce qui constitue déjà un signe de l'identité du PCE, son projet stratégique (pas seule-

ment électoral) c'est IU. Ainsi apparaît le paradoxe entre la charge symbolique et politique d'une organisation existante depuis 81 ans, devenue très plurielle y compris au cours des dernières années de la dictature franquiste, qui prétend parler d'une seule voix dans une autre organisation, dont elle fait partie et qui vise à la représentation politique tout en reflétant la pluralité dudit parti. Cette tension entre le dit et le fait est la source de malentendus et de frustrations, un obstacle permanent au développement de la Gauche unie et conduit à la question fallacieuse que se posent de nombreux militants du PCE : « *A quoi nous sert la Gauche unie ?* » Cela rend difficile l'analyse complexe de la situation de la gauche à la gauche de la social-démocratie en Europe, des relations entre la mobilisation, l'articulation

sociale et la politique, des questions nationales de l'État espagnol, etc.

Comme on le voit, il est difficile d'évaluer si « *le vase est à moitié plein* » ou « *à moitié vide* », autrement dit si le PCE va être un obstacle pour le renouveau et l'ouverture de la Gauche unie ou s'il sera un facteur permettant de maintenir la tension transformatrice. Il est possible que ce congrès ait mélangé un peu de tout et que sa principale vertu aura été de ne fermer aucune porte, de laisser les choses en l'état, de ne pas prétendre résoudre en son sein ce qui en bonne logique doit être résolu au sein de la Gauche unie, avec ses propres méthodes et ses organes, dans l'interaction entre la Gauche unie et les secteurs les plus combattifs de la société. ■

Tribune libre

Le congrès du PCE

Par
Angeles Maestro*

Pour la première fois dans l'histoire du Parti communiste espagnol (PCE), lors de son récent XVI^e congrès, une plate-forme d'opinion s'est constituée à l'échelle nationale, défendant des documents politiques alternatifs et présentant ses propres candidats au Comité fédéral et au poste de secrétaire général.

Cette plate-forme, bien que respectant les statuts du parti, fut confrontée à d'énormes difficultés de fonctionnement qu'il serait trop long d'énumérer ici mais qui furent très supérieures à celles affrontées lors de la VI^e Assemblée de la Gauche Unie. Néanmoins la liste présentée au Comité fédéral a obtenu 21 % des mandats, face à une liste commune de ceux qui avaient appuyé les candidatures de Frutos et Llamazares lors de la VI^e Assemblée de la Gauche unie.

Le bilan politique de cette initiative doit être compris dans le cadre du processus ouvert au sein de la Gauche unie par le Document alternatif, qui visait la construction d'un espace politique de la gauche radicale et qui, prochainement, donnera lieu à l'apparition d'un courant d'ampleur nationale au sein de la Gauche unie.

Le déroulement des événements depuis octobre 2000 a permis de confirmer la vali-

dité du Document alternatif défendu au sein de la Gauche unie et d'approfondir l'élaboration dans la même direction. De manière télégraphique en voici les éléments centraux :

❶ La guerre, globale et durable, et le durcissement de la répression ne doivent pas être perçus comme des accidents ; au contraire il s'agit d'éléments stratégiques de la mondialisation capitaliste.

❷ La guerre et la répression sont des éléments constitutifs d'un nouvel ordre et de nouvelles alliances, appelés "anti-terroristes". La social-démocratie, sous l'hégémonie de la "troisième voie", est un élément structurel du nouvel impérialisme.

❸ Face à la crise économique, chaque fois plus profonde et plus intense, le capitalisme mondial répond par l'intensification des mécanismes d'exploitation et par l'élimination des vestiges de la légitimation du système : la relative "progressivité" fiscale, les systèmes de protection sociale, les droits sociaux et du travail ainsi que les droits politiques.

❹ La complicité de la grande majorité des forces politiques et syndicales de la gauche envers ces agressions brutales s'exprime par leur renoncement à prendre la tête de la résistance et des luttes au travers de mobilisations générales effectives et se traduit par une légitimation plus efficace des gouvernements.

Ángeles Maestro



⑤ La première conséquence est une grave crise de représentation politique, intensifiée par les scandales de la corruption liés aux privatisations. L'abstention croissante de la gauche conduit à l'échec des positions réformistes en son sein qui dissimulent mal l'adoption des politiques néolibérales et sa complicité envers la guerre. Le Pacte PSOE-Gauche unie en 2000, la déroute de l'Olivier en Italie ou le désastre électoral prévisible du PCF (1), en témoignent.

⑥ La perte de légitimité croissante des directions des syndicats majoritaires, perçus de plus en plus comme un élément des appareils de l'État, en est une deuxième conséquence. A cela s'ajoute de manière décisive la fragmentation de la classe [ouvrière] par les multiples formes de précarité et d'exclusion, parmi lesquelles il faut souligner la situation faite aux immigrés.

⑦ La faillite de la représentativité politique et syndicale, dont l'expression la plus achevée est l'Argentine, mais qui a un caractère général, et en même temps l'émergence du "mouvement des mouvements", montrent que les temps de l'impotence devant la défaite sont passés et qu'il est possible de reprendre l'offensive, à condition de partir de la constatation qu'un "autre capitalisme est impossible".

⑧ La critique radicale du système et le pari stratégique sur l'approfondissement et l'extension du conflit social — tels sont les conditions essentielles pour construire de nouvelles et amples formes d'unité. Cela signifie pour les forces politiques de subordonner la présence dans les gouvernements aux intérêts de la lutte sociale ; de partir du constat fait par la société que l'alternance étouffe le développement de l'alternative.

⑨ Il est vital que les secteurs les plus avancés et les plus combatifs du mouvement ouvrier fassent partie du mouvement contre la mondialisation, pour que s'établisse une relation dialectique entre la mobilisation sociale et l'intensification de la lutte de classes. La manifestation gigantesque de Rome le 23

mars et l'appel à une grève générale en Italie après vingt ans de concertation, auraient été inconcevables sans Gênes et son dialogue fécond avec la FIOM (2), sans la marche Pérouse-Assise (3) et, en définitive, sans l'articulation féconde avec le tissu social italien menée à bien par le mouvement.

⑩ La lutte même menée par le mouvement, dans la mesure où elle se lie à la lutte des travailleurs et qu'elle permet que l'activité politique, sociale et syndicale se nourrissent mutuellement, est capable de faire avancer la recomposition de l'unité de la classe, en y incorporant les valeurs alternatives, en se liant à la lutte pour la paix, à l'indispensable internationalisme non seulement comme attitude mais comme méthode de travail, à la construction des formes de démocratie directe. En fin de compte c'est cela le bouillon de culture fertile pour la construction du sujet politique de la transformation sociale, à un moment crucial et dramatique de l'histoire de l'humanité, alors que la barbarie et le chaos sont la seule alternative à une telle transformation.

La Plate-forme d'Opinion a remis en cause de manière explicite et radicale le stalinisme en théorie comme en pratique, dans l'activité politique interne comme dans sa conception du pouvoir. Elle défend également la nécessité d'aborder en profondeur le débat sur la faillite stratégique qui s'est produite lors de la Transition [de la dictature de Franco au royaume constitutionnel actuel] et sur ses conséquences, tant en ce qui concerne la profondeur de l'affaiblissement politique et organisationnel du mouvement populaire, qu'en ce qui concerne la recomposition du pouvoir économique des classes dominantes, de leur représentation politique et de leur contrôle des moyens de

communication.

Le document alternatif s'est efforcé de mettre en question le système politique actuel et de soulever les grandes questions non résolues, telle la République fédérale ou le droit à l'autodétermination des peuples. Dans un de ses paragraphes il est dit : « Depuis le XIII^e congrès le PCE a initié une critique timide de la transition et de l'action politique propre de la direction du parti à ce moment. Le XVI^e congrès doit être l'occasion d'aller plus loin et de dire s'il peut y avoir un sens quelconque de maintenir une quelconque fidélité envers un pacte constitutionnel dont les conséquences réelles sont une perte constante des droits des travailleurs et des travailleuses et la réduction, jusqu'à la disparition, de la démocratie. Il faut se demander si la construction de la démocratie ne passe pas justement par la remise en question de l'actuel système politique de notre pays et par l'actualisation des thèmes centraux que nous avons définis dans le projet de rupture démocratique, dont l'abandon a contribué de manière décisive à l'ébranlement du puissant mouvement populaire construit contre la dictature. »

Finalement, le débat que nous avons ouvert dans le PCE, loin des batailles internes à courte vue, concerne la grande question — théorique et pratique — à laquelle est confrontée toute la gauche radicale faible et fragmentée de notre pays : celle de la construction avec beaucoup d'autres de ce mouvement capable de dire sérieusement, comme cela fut proclamé cette année à Porto Alegre, qu'un autre monde est possible seulement avec le socialisme. ■

* Ángeles Maestro, militante du PCE et de la Gauche unie (Izquierda Unida, IU), fut candidate contre Francisco Frutos (secrétaire général du PCE) et Gaspar Llamazares (qui l'a remporté) au poste de coordinateur général d'IU lors de la VI^e Assemblée de celle-ci en octobre 2000, présentée par une tendance au sein de laquelle des militants minoritaires du PCE côtoyaient d'autres (en particulier ceux qui, comme Pedro Montes et Diosdado Toledano, regroupés autour de la revue *Quadernos Internacionales*, se réclament de la IV^e Internationale). Lors de ce congrès d'IU les militants d'Espacio alternativo (une organisation constituante d'IU où milite la majorité des militants

se réclamant de la IV^e Internationale en Espagne) avaient jugé que l'enjeu essentiel était d'empêcher Francisco Frutos, secrétaire général du PCE et partisan d'une soumission de l'IU au parti, de s'emparer de la direction de l'IU et avaient fait front avec Gaspar Llamazares (cf. *Inprecor* n° 453/454 de décembre 2000-janvier 2001). Les militants du PCE regroupés autour du "Document alternatif : pour la relance d'IU à gauche", forts de 27,6 % des voix pour leur texte (et de 18,02 % pour leur liste de candidatures à la direction d'IU — différence qui témoigne de l'enjeu directionnel entre Frutos et Llamazares) ont poursuivi leur combat au sein de leur parti, en présentant une "Plate-

forme d'Opinion" lors de son XVI^e congrès contre la direction Frutos que Llamazares et son courant n'ont pas combattue. Nous publions ici une tribune qu'Ángeles Maestro a bien voulu écrire pour *Inprecor*.

1. Cet article a été écrit avant le premier tour de l'élection présidentielle en France, où Robert Hue, le candidat du PCF, a obtenu seulement 3,37 % des suffrages exprimés.

2. La FIOM est la fédération des syndicats de la métallurgie en Italie ; elle s'est engagée dans la mobilisation contre le G-7 à Gênes en juillet 2001.

3. Plusieurs centaines de milliers de manifestants se sont mobilisés en 2001 contre la guerre lors de la traditionnelle marche pacifiste Pérouse-Assise.

La crise des Commissions ouvrières

Par
Pedro Montes*

Comprendre la crise récente des Commissions ouvrières, plus précisément la crise de la majorité de la direction, n'est pas une tâche facile tant les différences de ligne syndicale ne sont ni claires, ni explicites, alors que parfois ces différences sont niées, tout en étant alors attribuées à des luttes internes de pouvoir. C'est aussi pour cela qu'il est difficile d'imaginer les conséquences et changements consécutifs à cette crise dans le syndicat.

Pour expliquer la crise qui a amené à la destitution du « numéro deux » dans la hiérarchie, Rodolfo Benito, secrétaire à l'organisation, il faut remonter au VII^e congrès, tenu en avril 2000, sans oublier les résultats du VI^e congrès.

Apparition du secteur critique

Au cours des débats du VI^e congrès un secteur critique s'était cristallisé qui, réclamant un tournant à gauche ainsi qu'un retour à la démocratie et au pluralisme au sein du syndicat, obtint un tiers des suffrages et le soutien de membres de l'Exécutif confédéral. Ceux-ci furent expulsés de la direction effective du syndicat durant quatre années jusqu'au VII^e congrès (il y eut même appel à la police pour les déloger du siège).

S'était ainsi installée dans les Commissions ouvrières l'idée perverse que dans un mouvement de masse on pouvait procéder entre « majorité » et « opposition » à l'appropriation par la seule majorité de l'outil collectif, politique et matériel que représente le syndicat, construit pourtant avec la volonté et l'énergie de tous les adhérents. C'est en toute impunité et sans aucune inquiétude démocratique ni

remous, que la majorité dans sa totalité estimait qu'il fallait réprimer et asphyxier le courant critique. Il s'agissait d'éviter sa consolidation alors que les critiques de ce courant gagnaient de l'audience, avec le poids de ses dénonciations et la cohérence de ses analyses et positions.

Le VII^e congrès se présentait quasiment dans les mêmes termes que le précédent en ce qui concernait les discussions idéologiques et la ligne syndicale. Le courant critique argumentait sur la nécessité de réorienter l'action syndicale, en partant de positions plus exigeantes, revendicatives et mobilisatrices pour affronter un gouvernement de droite installé depuis 1996 qui prône une politique néo-libérale extrêmement dure et régressive sans avoir rencontré aucune opposition syndicale et politique digne de ce nom. Malgré la répression interne qui fut intense à son encontre, et sa situation organisationnelle précaire, le courant critique a recueilli à nouveau 30 % des suffrages.

Au sommet, calme plat...

Mais l'objectif réel du congrès était ailleurs : fondamentalement il s'agissait de savoir comment ceux qui avaient accaparé le pouvoir allaient se le partager entre factions au sein de la majorité, laquelle n'a pas hésité à réformer les statuts, en arrivant à supprimer des droits institutionnels fondamentaux, pour mieux relever le grand défi du remplacement du chef jusque là incontesté, le secrétaire général, Guttierrez,

Pour le remplacer, il y avait trois candidats, avec certaines différenciations politiques certes, mais tous trois défendant un même texte sur la stratégie syndicale et adoptant le même comportement antidémocratique. D'un commun accord, avec la bénédiction de Gutierrez, ils se consentirent un sursis pour rechercher et obtenir des appuis (c'est pour cette raison que le congrès fut reporté de quelques mois) en s'étant entendus sur le fait que serait désigné celui qui aurait conquis le plus grand nombre de soutiens dans la majorité.

Arrivèrent ainsi en premier Toxo — secrétaire de la métallurgie, et Benito — secrétaire de la fédération madrilène. Fidalgo, membre de l'Exécutif confédéral arrivait largement derrière en troisième position, malgré la mise à sa disposition de l'appareil central, c'est-à-dire de ceux qui avaient permis la désignation « présidentielle » de Guttierrez. Celui-ci, au vu des résultats de ces « primaires », revint sur les compromis antérieurs en exigeant le retrait des deux candidats arrivés en tête. Fidalgo était le meilleur candidat pour garantir la continuation de la politique de Gutierrez, c'était le candidat le plus droitier, le plus faible et donc le plus manipulable. Benito céda le premier, en échange d'une position privilégiée dans le syndicat avec un poste excellent — celui de secrétaire à l'organisation — lui permettant de se préparer à un prochain assaut vers la première place. Toxo résista un peu plus, mais se rendit sans livrer bataille espérant des « temps meilleurs » et, en attendant, se retranchant dans sa puissante fédération de la métallurgie. Et c'est ainsi qu'un Fidalgo sans idéologie (il se pare en guise de titre de gloire de n'avoir jamais milité dans un parti politique), sans appuis forts, basant son pouvoir sur un équilibre des forces, mais en tous cas prônant des conceptions très droitières, est arrivé à s'emparer du Secrétariat général.

...avant tempête

Dans les deux premières années de son mandat, Fidalgo a scrupuleusement fait ce qu'on attendait de lui, acceptant sans résistance la politique gouvernementale — allant jusqu'à l'applaudir parfois, négociant et signant des pactes avec le Parti Populaire dans un enthousiasme digne de meilleures causes. D'un autre côté, il n'a cessé de frapper durement sur les oppositionnels qui dénonçaient une ligne syndicale catastrophique, incapables à son avis de « comprendre » et de « s'adapter » aux « nouvelles tâches du syndicalisme ». Il est vrai que personne n'a pu se sentir trompé ou surpris par Fidalgo, sauf peut-être Gutierrez une fois que son Dauphin eut pris de l'autonomie.

* Pedro Montes, économiste, membre de la direction du courant critique des Commissions Ouvrières et de la Présidence de la Gauche Unie, est militant des Quadernos Internacionales, une des deux organisations partie-prenantes de la IV^e Internationale en Espagne. Traduit d'espagnol par Robi Morder.

Le syndicat paraissait installé dans une normalisation plus apparente que réelle. Et d'abord, constituait une anomalie le traitement administré au courant critique — un tiers de l'organisation écartée de la direction confédérale. Ensuite, parce que le VIIe congrès ne s'était terminé qu'en apparence. Toxo et Benito gardant la tête haute n'avaient pas cessé de manœuvrer pour passer à l'assaut final au prochain congrès. Rien ne laissait cependant présager la crise qui allait survenir, tant dans ses caractéristiques, que dans les nouvelles alliances forgées. D'emblée, Fidalgo et Benito se déclarent incompatibles, Fidalgo reprochant à Benito son manque de loyauté. Benito jura que jamais il n'avait voté contre la ligne, contre rien de rien, tout en commençant à se révéler, une fois la crise ouverte, d'une léger voile idéologique un peu critique quant à l'évolution du syndicat. Manière de prendre date pour l'avenir. Toxo, dans l'ombre, prît sa revanche et exigea la destitution de Benito que Fidalgo prononça en fin de compte, entraînant la démission de trois autres membres de l'Exécutif.

Aucune explication politique n'a été donnée, si ce n'est quelques balbutiements de Benito. Faut-il penser que la pression du courant critique produisit certains effets et que les fidèles de Benito estiment qu'on est allé trop loin dans la droitisation du syndicat ? En tous cas, publiquement, la crise ne revêt aucun caractère d'affrontement de lignes. C'est justement ce que dénonce

maintenant Gutierrez dont certains entrevoient qu'il intervient en sous-main en connivence — ironie du sort — avec Benito face à l'insubordonné Fidalgo.

Le courant critique a maintenu une opposition à la ligne du syndicat et l'exigence de rétablir l'inclusion, le pluralisme et la démocratie dans l'organisation. Indépendamment de ses racines et de ses aspects souterrains, la crise de la majorité des Commissions ouvrières aura d'importantes répercussions, tant internes qu'externes puisqu'elle a ouvert un processus qui est loin d'être achevé.

Sur le plan interne, soit l'ancienne majorité se trouvera très dégradée (ce qu'elle est déjà), soit elle éclatera. Cela dépendra en fin de compte de l'attitude des soutiens de Benito : renonciation ou affrontement. S'ils décident de défendre leurs positions dans le syndicat et de s'affirmer comme un courant, il faudra alors qu'ils adoptent un discours propre en se démarquant à un degré plus ou moins grand de la majorité de Toxo. Et si nous disons majorité de Toxo, c'est que Fidalgo, encore Secrétaire Général, a perdu avec la crise un pouvoir jusqu'alors suspendu en équilibre, devenant une simple marionnette du Secrétariat de la Métallurgie. L'homme est encore gagnant mais ne compte actuellement tous soutiens confondus, qu'à peine 50 % de la direction.

La nouvelle situation pourrait s'avérer favorable à la décantation des positions en ouvrant un espace au débat syndical et en

pouvant permettre le désenclavement du courant critique. En effet, la menace de cette opposition servait à souder la majorité, on y « vivait mieux ». Ce sont uniquement des possibilités ouvertes, tant ont dégénéré les pratiques du syndicat, ses positions idéologiques jusqu'à l'extrême et on peut se demander si avec ses membres actuels, son appareil et sa bureaucratie, il est redressable.

Au plan externe, l'aspect le plus positif de la crise est la perte d'autorité de Fidalgo avec l'affaiblissement de la majorité. Cela n'a rien de paradoxal : la prédisposition à conclure des pactes et le suivisme vis-à-vis du PP sont si grands que pires sont pour le secrétariat général et la majorité les conditions pour représenter l'ensemble du syndicat, moins ils se sentiront sûrs d'eux et de leur base au moment de signer pactes et accords de régression. Les temps deviennent durs et le pire qu'il peut y avoir pour les travailleurs et le syndicat et d'avoir cette direction soudée.

Un congrès extraordinaire ?

Il ne semble pas que la crise puisse déboucher sur un congrès extraordinaire et on ne sait pas ce que seront les affrontements internes, comme ceux qui se sont déroulés entre les vieux associés de la majorité dans les organes confédéraux où l'on a discuté de la destitution de Benito. Tous les secteurs le craignent et tous ont besoin de temps pour soigner, ou du moins panser les plaies.

En tous cas, depuis ces événements, Fidalgo a perdu toute chance de se succéder à lui-même, car — en dehors même de sa politique désastreuse — il a géré de piètre manière la majorité que lui avait léguée Gutierrez.

Le syndicat, avant comme après le prochain congrès, pourrait recouvrer un climat de débats avec des tensions plus importantes, ce qui serait positif après l'affadissement et l'aplatissement que la bureaucratie a imposés ces derniers temps. Néanmoins, on ne peut en être certains, à moins que les adhérents et plus largement les travailleurs se mobilisent et inquiètent ces dirigeants formés dans la simple gestion administrative, habitués aux renoncements politiques, aux sales jeux manœuvriers comme à l'obéissance, la docilité, cultivant leurs intérêts particuliers. Il sera ainsi difficile que la crise secoue le syndicat dans le sens d'un changement de politique comme des pratiques internes. Pourtant, les travailleurs ont besoin de tels changements dans les conditions imposées par la globalisation capitaliste et l'Europe de Maastricht. ■

**Dette :
accusés,
levez-vous!**

Un documentaire
de
Daniel Kuenzi

Un nouveau
documentaire de
Daniel Kuenzi
sur le Tribunal
international
contre la dette

Commandes à :
Société
Productions
Maison
Baud-Bory 10
CH-1205 Genève
tél / fax :
-4122329510

Polarisation politique sur fond de crise de légitimité

Par
Jan Malewski*

Enfermé jusque là dans les joutes politiques entre une « gauche » et une « droite » se succédant au gouvernement, le champ politique a éclaté, permettant l'expression d'un désaveu massif de la politique néolibérale menée depuis vingt ans. Le premier tour de l'élection présidentielle — avec 16 candidats et un enjeu minimisé à souhait par la répétition, jusqu'à la nausée, que seul importait l'affrontement annoncé au second tour entre Jacques Chirac, le président sortant RPR, et Lionel Jospin, son premier ministre PS — a permis que s'expriment les opinions et qu'apparaissent des choix multiples. Les électeurs n'étaient pas, pour une fois, écrasés par l'obligation du « vote utile » ce qui a permis l'émergence de discours non stéréotypés.

L'idéologie néolibérale dominante vise en premier lieu à justifier une redistribution du produit social au profit du capital et au détriment du travail. C'est dans ce but que les théories néolibérales furent déterrées dans la seconde moitié des années 1970. Leur mise en œuvre a permis d'assurer une remontée sensible du taux moyen de profit au travers des privatisations massives, du gonflement de la sphère financière et de la déréglementation des relations sociales. L'envers de la médaille, c'est une paupérisation croissante de larges secteurs de la population salariée, la généralisation de la précarité et de la peur du lendemain.

Lors de la présidentielle de mai 1995, Jacques Chirac, surpris par la concurrence d'Édouard Balladur, avait eu recours à un discours prétendant mettre fin à la « fracture sociale ». Une fois élu, il a tenté de poursuivre la politique de redistribution au profit du capital, croyant, fort de sa victoire, pouvoir déstructurer le mécanisme relativement égalitaire du système de retraites par répartition dans le but d'ouvrir au capital financier une sphère jusque-là protégée. La généralisation

de la grève de la fonction publique en décembre 1995 l'a obligé à mettre un coup de frein à ses projets. Les législatives qu'il a provoquées en 1997 en prononçant la dissolution de la Chambre, ont sanctionné le rejet populaire de sa politique, aggravant la crise de représentation de la droite.

Arrivé alors aux affaires, le gouvernement de la « gauche plurielle » de Lionel Jospin a tenté la solution sociale libérale à travers de réformes qui dévoyaient les aspirations des travailleurs : la réduction du temps de travail (RTT), la couverture maladie universelle (CMU), l'aide apportée aux jeunes diplômés pour l'accès au marché du tra-



vail (« emplois jeunes »). Il ne souhaitait néanmoins aucunement que ces réformes conduisent à une redistribution du produit social au détriment du capital : la RTT fut donc associée par Martine Aubry à une généralisation de la flexibilité du travail et de la remise en cause du salaire minimum universel dans le but de faciliter l'accroissement du taux d'exploitation ; la CMU ne fut accompagnée d'aucun financement complémentaire, aggravant la crise de la sécurité sociale ; les « emplois jeunes » mirent en cause le statut des salariés de la fonction publique ; les privatisations, appelées pour la

circonstance « ouverture du capital », ont continué de plus belle. Bref, ce qui fut octroyé d'une main était immédiatement repris de l'autre. En associant à sa politique les Verts et le PCF en position subordonnée, Jospin espérait freiner le recul de la social-démocratie atteinte par quinze ans de gestion des intérêts de la bourgeoisie. La gesticulation brutale de l'organisation patronale (MEDEF) devait servir de témoignage des avancées sociales que les salariés et les chômeurs ne percevaient pas dans leur vie quotidienne. Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle ont sonné le glas de ces espoirs, montrant que la gesticulation médiatique ne permet pas de masquer les choix sociaux aux yeux de ceux qui en subissent quotidiennement les effets.

Le choc du premier tour

Le résultat du premier tour de la présidentielle a révélé les courants souterrains à l'œuvre :

1. La gauche gouvernementale — représentée en 1995 par Lionel Jospin (PS), Robert Hue (PC) et Dominique Voynet (Verts) et en 2002 par Jospin, Hue, Noël Mamère (Verts) et Christiane Taubira (présentée par le Parti radical de gauche - PRG) — a perdu en sept ans plus de 3 millions de voix. Mais le recul est particulièrement prononcé pour le PS et le PC qui reculent respectivement de 2,48 millions et de 1,67 millions de voix. Le discours autosatisfait de leurs candidats a été sanctionné. Par contre les Verts, dont le candidat Noël Mamère n'a pas hésité à critiquer l'expérience gouvernementale (comme si les ministres et les députés Verts n'avaient pas approuvé cette politique...), progressent de près d'un demi million de voix. Et Christiane Taubira, candidate présentée par le PRG dont elle n'est pas membre, députée de la Guyane française, dont la campagne était centrée sur un discours humaniste généreux (en particulier elle n'avait pas hésité à s'opposer au discours « sécuritaire » dominant), obtient plus de 660 mille voix. Qui plus est, au sein de ce qu'on appelle généralement « la gauche », avec 4,6 millions de

* Rédacteur d'*Inprecor*, Jan Malewski est membre du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

Résultats des élections à l'échelle nationale en France 1995-2002

1 ^{er} tour présidentielle 1995				Européennes 1999*				1 ^{er} tour présidentielle 2002				
nom	voix	% Exprimés	% Inscrits	nom	voix	% exprimés	% inscrits	nom	voix	% exprimés	% inscrits	différence en voix 2002-1995
Laguiller	1 615 653	5,30%	4,04%	LO/LCR	908 500	5,31%	2,35%	Laguiller	1 630 045	5,72%	3,96%	+14 392
Voynet	1 010 738	3,32%	2,53%	Verts	1 700 000	9,93%	4,40%	Besancenot	1 210 562	4,25%	2,94%	+1 210 562
Hue	2 632 936	8,64%	6,58%	PCF	1 186 400	6,93%	3,07%	Gluckstein	132 686	0,47%	0,32%	+132 686
Jospin	7 098 191	23,30%	17,75%	PS-PRG-MDC	3 805 000	22,24%	9,85%	Mamère	1 495 724	5,25%	3,63%	+484 986
Chirac	6 348 696	20,84%	15,87%	CPNT	1 195 000	6,98%	6,98%	Hue	960 480	3,37%	2,33%	-1 672 456
Balladur	5 658 996	18,58%	14,15%	Bayrou	1 606 700	9,39%	4,16%	Taubira	660 447	2,32%	1,60%	+660 447
De Villiers	1 443 235	4,74%	3,61%	Chirac/Madelin	2 183 000	12,76%	5,65%	Jospin	4 610 113	16,18%	11,19%	-2 488 078
Le Pen	4 571 138	15,00%	11,43%	Pasqua/Villiers	2 284 400	13,35%	5,92%	Chevènement	1 518 528	5,33%	3,69%	+1 518 528
Cheminade	84 969	0,28%	0,21%	FN (Le Pen)	998 000	5,83%	2,58%	Saint Josse	1 204 689	4,23%	2,92%	+1 204 689
Exprimés	30 464 552	100,00%	76,17%	MNR (Mégret)	574 200	3,36%	1,49%	Lepage	535 837	1,88%	1,30%	+535 837
Blancs & Nuls	882 408		2,21%	Divers**	671 287	3,92%	1,74%	Bayrou	1 949 170	6,84%	4,73%	+1 949 170
Abstentions	8 646 994		21,62%	Exprimés	17 112 487	100,00%	44,32%	Chirac	5 665 855	19,88%	13,75%	-682 841
Inscrits	39 993 954		100,00%	Blancs & Nuls	1 096 200		2,84%	Madelin	1 113 484	3,91%	2,70%	+1 113 484
				Abstentions	20 404 000		52,84%	Boutin	339 112	1,19%	0,82%	+339 112
				Inscrits	38 612 687		100,00%	Le Pen	4 804 713	16,86%	11,66%	-1 443 235
								Mégret	667 026	2,34%	1,62%	+233 575
								Exprimés	28 498 471	100,00%	69,18%	-1 966 081
								Blancs & Nuls	997 262		2,42%	+114 854
								Abstentions	11 698 956		28,40%	+3 051 962
								Inscrits	41 194 689		100,00%	+1 200 735

* Nous ne disposons que des chiffres concernant la France métropolitaine arrondis au millier et de celles du vote des Français à l'étranger.

** Il s'agit des listes suivantes : Moins d'impôts (306 610 voix) ; Semaine de 4 jours (174 332 voix) ; ex-CIDUNATI (123 013 voix) ; Loi naturelle (65 332 voix) ; Parti humaniste (2000 voix).

voix le candidat social-libéral Lionel Jospin réalise moins de voix que tous les autres candidats. Le cumul des voix obtenues par Arlette Laguiller, Olivier Besancenot, Daniel Gluckstein, Noël Mamère, Robert Hue et Christiane Taubira dépasse les 6 millions. La prétention du PS de représenter le « vote utile à gauche » apparaît ainsi exorbitante.

2. Les candidats de l'extrême gauche ont focalisé les aspirations d'une fraction significative de l'électorat : près de 3 millions de voix, soit 10,44 % des suffrages exprimés — un score qui peut sans exagération être qualifié d'historique. Notons que si la candidate de Lutte ouvrière ne dépasse que légèrement son score, déjà spectaculaire, de 1995 (de 14 392 voix) et réalise 5,72 % des suffrages exprimés, l'extrême gauche doit sa percée à la candidature du jeune postier Olivier Besancenot présenté par la Ligue communiste révolutionnaire, qui obtient plus 1,2 million de voix et 4,25 % des suffrages exprimés (alors que le candidat du Parti des travailleurs, avec 0,47 % des suffrages exprimés, n'améliore pas sensiblement le score obtenu en 1988 par son mentor Pierre Bousset dit "Lambert").

Si les campagnes de LO et de la LCR étaient toutes deux centrées sur la critique du bilan de la gauche gouvernementale et des revendications immédiates (interdiction des licenciements, refus de la flexibilité, défense des services publics...), la campagne du candidat de la LCR permettait de sentir le souffle des mobilisations contre la mondialisation capitaliste, celui du Forum social mondial, des centaines de milliers de manifestants qui, de Seattle à Barcelone en passant par Gênes, ont marqué le renouveau des mobilisations sociales autour de l'idée qu'un autre monde est possible. « *Nos vies valent plus que leurs profits !* », le slogan structurant la campagne de la LCR, indiquait de quel autre monde il doit s'agir. Le candidat de la LCR a d'ailleurs fait une percée remarquable parmi les électeurs les plus jeunes, obtenant 13,9 % des voix des 18-24 ans (n'étant dépassé, de moins de 2 points, que par Chirac dans cette catégorie d'électeurs, qui furent très nombreux à s'abstenir) et 6,3 % des 25-34 ans (1).

3. La tentative de Jean-Pierre Chevènement (ancien ministre de l'intérieur de Lionel Jospin ayant rompu en refusant de reconnaître le fait national corse) de se présenter comme un candidat « au-dessus » des fractures traditionnelles gauche/droite, en défense des institutions, a fait long feu. Longtemps présenté par les instituts de sondages comme « *le troisième homme* », essayant de ratisser large en s'entourant des transfuges de la droite radicale (députés européens élus sur les listes de Charles Pasqua) et d'autres issus de la gauche et même de l'extrême gauche (2), il dépasse difficilement les 1,5 million de voix (5,33 % des suffrages exprimés et 3,69 % des inscrits). Preuve, s'il en fallait, que les tentatives de repli national sans rupture avec le capitalisme (au contraire !) sont vouées à

l'échec à l'époque de la mondialisation capitaliste.

4. La « droite républicaine » — représentée en 1995 par Jacques Chirac (RPR) et Édouard Balladur (RPR dissident et premier ministre sortant) et en 2002 par Jacques Chirac, François Bayrou (UDF), Alain Madelin (DL) et Corinne Lepage (ex-ministre de l'environnement dans le cabinet Juppé) — a perdu plus de 2,7 millions de voix (et même plus de 3,8 millions si l'on décidait d'intégrer dans la « *droite respectable* » les voix obtenues en 1995 par Philippe de Villiers et en 2002 par Christine Boutin). Ce recul est d'autant plus significatif que les candidats de la droite parlementaire avaient beau jeu de se présenter comme des opposants à la politique gouvernementale menée depuis cinq ans par la « *gauche plurielle* » et auraient pu bénéficier du mécontentement et des déceptions que celle-ci a provoqués. Jacques Chirac lui-même, en obtenant moins de 5,67 millions de voix, a battu tous les records : aucun président sortant de la Ve République n'a eu si peu de voix au premier tour. Rappelons qu'il avait obtenu près de

1. Selon l'observatoire de campagne Libération-Louis Harris-AOL, sondage réalisé au téléphone le 21 avril auprès de 2175 personnes âgées de 18 ans et plus, cité par Libération du 23 mai 2002.

2. Les médias ont ainsi lourdement souligné la présence aux côtés de Chevènement de François Morvan, ex-militant des Comités communistes pour l'autogestion puis de la LCR, qui ne représente pourtant ni une force politique, ni une force électorale.

6,35 millions de voix en 1995, alors qu'il était en concurrence avec le premier ministre de son propre parti, qui en récoltait pour sa part près de 5,66 millions.

5. Le candidat du Front National, Jean-Marie Le Pen, a été mis sur le devant de la scène en dépassant de 194 600 voix Lionel Jospin. Là encore il le doit aux institutions de la V^e République qui ne prévoient le maintien au second tour de l'élection présidentielle que des deux candidats arrivés en tête. Si en 2002 les deux candidats issus du FN, Le Pen et Bruno Mégret, progressent en obtenant 815 632 voix de plus que celles obtenues en 1995 par Le Pen et Jacques Cheminade (3), et que Le Pen lui-même consolide sa position en obtenant 233 575 voix de plus, il faut noter que la troisième candidate de la droite dure — Christine Boutin — obtient 1 104 123 de voix en moins que Philippe de Villiers en 1995. Si l'on observe donc dès le premier tour une radicalisation du vote de l'extrême droite, et surtout sa polarisation sur la candidature du chef du FN, celui-ci ne parvient pas à récupérer la totalité du vote réactionnaire.

Au second tour Le Pen est parvenu à gagner 53 293 voix de plus que le cumul des voix des deux candidats issus du FN au premier tour et il améliore son score personnel de 720 319 voix. Surtout, s'il régresse dans certains départements de faible implantation, il progresse là où le FN représente une force militante établie. Si les candidats du FN aux élections législatives obtenaient le score de leur chef au premier tour de la présidentielle, ils pourraient se maintenir dans au moins 237 circonscriptions (sur 577), apparaissant ainsi aux yeux de nombreux candidats de la droite parlementaire comme partenaires incontournables de la recomposition des forces de droite. Le Pen et Mégret réunis — et Le Pen tout seul au second tour de la présidentielle — parviennent à dépasser

3. En 1995 à la surprise générale le candidat du groupuscule d'extrême droite, le Parti ouvrier européen, avait réussi à obtenir les 500 signatures de maires et à être présent à l'élection.

4. La loi électorale française prévoit que, lors des élections législatives, les candidats ayant dépassé les 12,5 % des inscrits peuvent se maintenir au second tour. Le maintien des candidats du FN, en particulier en 1997, a permis à la gauche d'emporter la majorité des sièges à la Chambre des députés, alors qu'en voix la droite et l'extrême droite étaient majoritaires.

5. Après avoir annoncé 400 000 manifestants, la préfecture de police de Paris a corrigé ses chiffres, parlant de 600 000 — ce qui fut repris uniquement par la radio *France Info* dans le journal de 1 h du matin le 2 mai.

6. Selon Anne Muxel, chercheuse au centre d'études de la vie politique française (CEVIPOF), interrogée par *Le Monde* du 10 mai 2002.

ser la barre des 12,5 % d'inscrits en moyenne nationale (4), talonnant le score réalisé au premier tour par Chirac.

Bien que contenue par les mobilisations de rue massives entre les deux tours, la progression de l'extrême droite fasciste est un fait. En le désorganisant, la scission du FN en janvier 1999 avait réduit ses capacités de mobilisation durant un temps. L'élection présidentielle — la plus favorable à la mise en avant d'un « *sauveur suprême* » — lui a permis de revenir au premier plan, tout en marginalisant la dissidence mégretiste qui semble déjà connaître la fuite de certains de ses cadres et militants vers leur parti d'origine. Nourri par le désespoir des couches les plus atteintes par la précarité du travail, la paupérisation, le chômage et la marginalisation, exaltant les fractures sociales que le capitalisme moderne est parvenu à introduire parmi les travailleurs, mobilisant autour de la peur des lendemains, ce nouveau phénomène fasciste profite de l'incapacité de la gauche réformatrice à réaliser — et même à proposer — un projet de société différente, capable de nourrir un espoir et de refonder des liens de solidarité.

6. Une polarisation croissante de la vie politique française apparaît au premier tour de l'élection présidentielle. Elle correspond à la tension sociale de plus en plus aiguë entre les aspirations du monde du travail et les exigences du capital. La montée de l'abstention et des votes blancs et nuls (en croissance de plus de 3,16 millions au premier tour en comparaison avec 1995) témoigne par ailleurs du désintérêt et de la passivité croissants des secteurs exclus de la population envers une représentation politique qui n'est plus du tout en phase avec leurs aspirations.

L'entrée en lice d'une nouvelle génération

La présence au second tour de la présidentielle, donc aux portes de l'Élysée, du candidat du Front national a réveillé les souvenirs les plus sombres de l'histoire de France : ceux de l'occupation nazie et du pétainisme, des tortures de la guerre d'Algérie et de l'OAS. Sans aucune vergogne les partis institutionnels et l'immense majorité des médias ont enfourché le cheval de la « *République en danger* » et du « *front républicain* », se livrant à une campagne de propagande acharnée visant à faire de Jacques Chirac « *le défenseur de la démocratie* ». Si la formule employée dès le soir du premier tour par Noël Mamère (Verts), « *votez pour l'escroc contre le nazi* », permettait encore de maintenir une distance envers le politicien bourgeois dont l'intégrité morale est

mise en cause par les multiples instructions judiciaires en cours, les dirigeants du PS et ceux du PC n'ont pas hésité à le présenter comme « *l'homme du sursaut démocratique* ».

Une partie de l'extrême gauche (la LCR, les anarchistes), les Verts et les mouvements antifascistes et antiracistes ont d'emblée appelé à la mobilisation de rue. Dès le soir du 21 avril des manifestations ont eu lieu dans la capitale et dans plusieurs villes de province. Surtout, ces appels ont trouvé un écho dans la jeunesse, qu'il s'agisse des étudiants, des lycéens et des jeunes sans emploi ou salariés précaires, entrant en concordance avec leurs sentiments. Ceux qui espéraient un sursaut uniquement électoral en faveur de Chirac se sont, trop tard, aperçus qu'ils avaient joué avec le feu, contribuant à susciter une mobilisation de masse qu'ils ne pouvaient plus contrôler. Une nouvelle génération venait de se mettre en mouvement en France, rejoignant ceux qui se mobilisent en Italie contre la politique de Berlusconi ou en Catalogne contre l'Europe du capital.

Au cours des quinze jours qui séparaient les deux tours de la présidentielle, les manifestations contre Le Pen furent quotidiennes dans toute la France, avec le 1er Mai une mobilisation sans précédent. Toutes les villes de France ont vu déferler des centaines de milliers de manifestants : 900 000 en province selon les estimations de la police (et bien plus selon les organisateurs), 400 000 puis 600 000 (toujours selon la police) à Paris (5). Et cela, alors que les organisateurs de la campagne de Chirac s'étaient attelés à freiner la mobilisation, laissant planer le danger de « *débordements* » qui, selon eux, pouvaient servir Le Pen...

Au cours de cette quinzaine « *un jeune sur deux a participé à une manifestation de rue* » et « *au second tour, les jeunes de 18-24 ans ont voté encore plus massivement que les autres électeurs pour Jacques Chirac* » (6). Si les participants à ces mobilisations savaient parfaitement ce qu'ils rejetaient — Le Pen, son discours sécuritaire et ses velléités d'expulser les immigrés — ils n'étaient pas porteurs dans leur ensemble d'un projet anticapitaliste. N'ayant connu dans leur vie que la succession des gouvernements de droite ou de gauche qui poursuivaient la même politique néolibérale, ils n'étaient pas, ou peu, sensibles aux représentations politiques historiques et ne s'identifiaient pas, pour une large partie d'entre eux, au combat de la classe ouvrière, singulièrement brouillé par la gauche traditionnelle depuis leur naissance. Ainsi, par exemple, les militants de Lutte ouvrière qui avaient clairement appelé à ne pas voter

Chirac au second tour au nom de l'indépendance de la classe ouvrière, se sont heurtés le 1er mai à l'incompréhension et même au rejet de certains de ces manifestants, pour lesquels le vote Chirac s'imposait naturellement au second tour contre Le Pen. L'absence de Lutte ouvrière dans l'organisation et la préparation des manifestations de la jeunesse après le premier tour et son discours abstrait renforçaient ce rejet. Au contraire, la LCR qui avait mis ses forces au service de la mobilisation et qui appelait à « *battre Le Pen dans les rues et dans les urnes* », tout en expliquant que Chirac n'était nullement un rempart contre le FN et en appelant à poursuivre les mobilisations contre Chirac à l'issue du second tour de l'élection, a pu faire progresser le niveau de conscience de cette nouvelle génération qui entrait dans le combat politique non au travers d'un discours mais dans l'apprentissage de l'action de rue. Au soir de l'élection de Jacques Chirac, à l'appel de la LCR et avec la participation des militants anarchistes et d'une partie des Verts, plusieurs milliers de manifestants ont ainsi défilé de nuit et sous la pluie dans Paris (mais aussi, par exemple, à Marseille et à Toulouse) exigeant la démission du président plébiscité.

Paysage avant batailles

Sanctionnés au premier tour de l'élection présidentielle les appareils politiques de la gauche gouvernementale et de la droite chiraquienne avaient, dès le soir du 21 avril, les yeux fixés sur les législatives des 9 et 16 juin : Chirac, avec l'espoir de regagner une légitimité ébréchée grâce à son rôle de « *protecteur de la République* » face au danger électoral fasciste, la social-démocratie, en se préparant à bénéficier du « *vote utile* » afin de remettre en selle la cohabitation institutionnelle.

Plébiscité par 82,21 % des suffrages exprimés (7), Chirac a nommé un gouvernement où le portefeuille de l'économie et des finances est confié à un grand patron de la sidérurgie (8) et qui a annoncé d'emblée la mise en œuvre des slogans de campagne du candidat : interventionnisme de la police et de la gendarmerie à l'encontre des jeunes (9), réduction de 5 %, dès 2002, de l'impôt sur le revenu (10) et augmentation du prix de la consultation médicale de base. En forçant la mise sur pied de l'Union de la majorité présidentielle autour du feu RPR épaulé par les maigres troupes de la DL de Madelin, Chirac s'est heurté à la résistance de ce qui subsiste de l'UDF de Bayrou. Le gouvernement Raffarin mis en place par Chirac s'est pourtant avéré moins soumis

qu'il ne le devrait, une bonne partie des nouveaux ministres refusant de démissionner de leurs postes dans les exécutifs locaux et régionaux, « *du moins pas avant les législatives* », selon les dires d'un ministre — une exigence de Chirac qui ne voulait pas prêter le flanc aux accusations de cumul des mandats. Le faible score du nouveau président au premier tour de la présidentielle pèse déjà sur son équipe...

Le Parti socialiste s'est attelé à structurer la « *gauche unie* », au sein de laquelle l'autonomie critique des « *partenaires* » devrait être plus limitée qu'au sein de feu la « *gauche plurielle* ». Tout en levant les bras au ciel devant les propositions de partage des circonscriptions faites par la social-démocratie, les directions du PC et des Verts n'envisagent pas de changer leurs alliances avant les



législatives et s'alignent, craignant de subir le sort de Chevènement, dont le PS refuse d'intégrer les candidats dans son partage des circonscriptions. Le but principal de la « *gauche unie* » est de convaincre l'électorat qu'elle représente le seul « *vote utile* » aux élections législatives.

L'extrême gauche s'y présentera divisée. Lutte ouvrière a en effet refusé une nouvelle fois la proposition de la LCR d'un accord de partage des circonscriptions qui pourrait éviter au moins la concurrence électorale entre les deux principales organisations révolutionnaires. « *Nous avons des divergences à l'évidence* — écrit le BP de la LCR en réponse au refus de LO — *mais nous n'avons pas des "orientations opposées", comme vous l'écrivez (pourquoi pas une "fracture de classe" entre nous pendant que vous y êtes ?) : nos deux organisations ont combattu la politique de la gauche plurielle. Nous vous avons*

proposé de faire ensemble un pas en avant, pour redonner espoir à des millions de jeunes et de salariés qui regardent vers nous. Vous avez encore perdu une occasion. Malgré votre sectarisme, nous ne renoncrons pas à notre volonté unitaire. » (11)

S'il sera sans doute plus ardu de combattre la pression du prétendu « *vote utile* » dans la désunion des organisations révolutionnaires, la LCR utilisera la campagne électorale pour continuer à mettre en avant un plan d'urgence sociale et démocratique et proposer le rassemblement de toutes les forces de la jeunesse et du monde du travail contre l'extrême droite, la droite et le patronat dans la perspective d'un troisième tour social. Les privatisations annoncées par Chirac et par Jospin, en particulier du service public de l'électricité, la mise en place des fonds de pension au détriment des retraites par répartition, les nouvelles déréglementations exigées par le patronat annoncent les affrontements futurs.

Quelle que soit l'issue des législatives de juin, les résultats du 21 avril ont permis à plusieurs millions de salariés de se rendre compte qu'ils n'étaient pas isolés dans leur rejet de la politique néolibérale, sentiment encore renforcé par la capacité des mobilisations de la jeunesse à contenir la montée du Front national. En 1995, huit mois de politique chiraquienne ont suffi pour déclencher un mouvement de masse. Et en 2002 ?

7. Au second tour sur les 41 191 169 inscrits, 8 358 874 soit 20,29 % se sont abstenus, 1 769 307 soit 20,29 % ont voté blanc ou nul. Jacques Chirac a obtenu 25 537 956 voix (62,00 % des inscrits et 82,21 % des suffrages exprimés) et Jean-Marie Le Pen 5 525 032 voix (13,42 % des inscrits et 17,79 % des suffrages exprimés).

8. Francis Mer, coprésident du groupe sidérurgique européen Arcelor (fusion d'Usinor avec la luxembourgeoise Arbed et l'espagnol Aceralia), ancien PDG d'Usinor qu'il a « *restructuré* » en supprimant 70 000 emplois avec 100 milliards de francs (15,25 milliards d'euros) d'aides publiques.

9. Aussitôt nommé ministre de l'intérieur et de la sécurité, Nicolas Sarkozy s'est rendu en Seine-Saint-Denis (banlieue nord-est de Paris) pour y rassurer les forces de la répression et le 8 mai au petit matin la gendarmerie a confisqué le matériel d'une rave-partie (fête gratuite avec musique techno) près de Carcassonne (le décret d'application d'une loi votée par la majorité social-démocrate a été publié le 7 mai...). Cela sonne comme une annonce des futures « *bavures* » policières...

10. Près de la moitié des ménages n'est pas imposable sur le revenu, alors que tout le monde subit la TVA. C'est donc un pas de plus dans la redistribution inégalitaire du produit social.

11. Rouge du 9 mai 2002 qui reproduit également la lettre de LO à la LCR.

Venezuela

Nouvelle ou ultime chance de Chavez ?

Par
Emir Sader*

L'Amérique Latine vit au bord de la crise de nerfs. D'abord au Paraguay, puis en Équateur, en Argentine et enfin au Venezuela, les Présidents se sont succédés en quelques heures, démontrant ainsi l'instabilité institutionnelle des pays du continent et le caractère gélatineux des types de société issues des transformations des dernières années qui promettaient stabilité et sécurité.

Dans le cas du Venezuela, examinons le renversement, puis le retour de Chavez et enfin les ressources dont il dispose pour continuer à gouverner ?

Hugo Chavez a été élu avec 70 % des votes populaires en dénonçant avec raison les élites du pays comme un cartel qui s'approprie le magot pétrolier. Elles ont dilapidé la richesse pétrolière avec des prix élevés sans industrialiser ni libérer le Venezuela de la dépendance et des soubresauts du prix de l'or noir.

Chavez s'est appuyé sur la cohésion de l'armée et sur l'augmentation du prix du pétrole dont son gouvernement a été un des responsables grâce à l'action de son ministre Ali Rodríguez, actuel coordinateur général de l'OPEP. Il a réussi à imposer de nouveau une politique de quotas entraînant une hausse du prix du baril. Avec ces moyens, le gouvernement de Chavez a mis en place des politiques sociales redistributives, il a réformé la constitution, et s'est soumis à des élections et à des référendums, respectant ainsi tous les canons de la démocratie libérale.

Ces transformations n'ont pas atteint les pôles fondamentaux du pouvoir de la société vénézuélienne. La presse a maintenu un solide front d'opposition en se transformant en centre névralgique de la résistance au gouvernement. Les interventions radio et celles de Chavez lui-même étaient les seuls espaces d'expression du gouvernement. Ce dernier n'est pas arrivé non plus à pénétrer la très stratégique entreprise publique du pétrole (1), dont les techniciens et syndicalistes sont très liés aux centrales syndicales traditionnelles, elles-mêmes sous influence des partis vaincus par Chavez, notamment l'Action démocratique (2).

Les transformations structurelles avaient commencé à être dessinées par Chavez dans une "charrette" de mesures approuvées par le Parlement (3). Parmi celles-ci, une profonde réforme agraire, mais aussi des réformes touchant

le secteur pétrolier et la pêche. A ce moment-là, la situation interne et externe avait déjà commencé à changer. Dès que l'économie nord-américaine est entrée en récession, le prix du pétrole a commencé à chuter.

D'un côté, le boycott intérieur des entrepreneurs s'est accentué avec une fuite de capitaux et la fermeture d'unités productives. De l'autre, à cause de son style militaire et "bonapartiste" — selon la terminologie classique — Chavez s'est progressivement isolé, ouvrant de nouveaux fronts contre lui. Il a peu à peu perdu l'appui des partis qui étaient avec lui depuis le début, a affronté la hiérarchie catholique — ouvertement hostile depuis toujours — et a perdu une partie de son appui populaire à mesure que la situation sociale interne se détériorait en raison du retournement de la conjoncture économiques.

Le Front de l'opposition

Les mobilisations contre lui se sont accentuées à partir des mesures de décembre. Elles ont été dirigées principalement par un front du grand patronat, commandement général, qui, comptant avec l'appui de Washington, a articulé ses entreprises avec la hiérarchie catholique et le mécontentement généralisé des classes moyennes.

Au fur et à mesure que Chavez perdait des appuis dans sa coalition (il ne lui reste aujourd'hui l'appui que d'une moitié des parlementaires), des groupes dissidents du gouvernement rejoignaient l'opposition alors que sa base, en premier lieu les secteurs les plus pauvres favorisés par sa politique, est restée inorganisée et sans capacité de réaction.

La grève de la Compagnie pétrolière a été le détonateur d'un affrontement décisif. Chavez ne pouvait pas se permettre un arrêt de la production qui aurait définitivement étouffé économiquement son gouvernement. En même temps, les fonctionnaires de l'entreprise refusaient la nouvelle direction nommée par le Président : elle signifiait perdre le contrôle des ressources fondamentales du pays et les laisser entre les mains de Chavez.

Alors qu'elle cherchait à ronger son pouvoir sur cet axe économique stratégique, l'opposition a obtenu quelques soutiens au sein de l'armée, au début marginaux. L'armée était, avec l'engagement personnel de Chavez, l'un des deux éléments essentiels de sa légitimité. A mesure que Chavez s'affaiblissait, l'opposition organisait, pendant ses interventions officielles, des concerts de casseroles chaque fois plus massifs : de 150 000 à 500 000 personnes selon les sources.

Coup et contrecoup

Le coup a été fait par des officiers supérieurs, suite aux morts causées par la répression de la manifestation du 11 Avril. Certaines de ces victimes faisaient partie des troupes officielles et d'autres ont été manifestement victimes de francs-tireurs dont tout indique qu'ils avaient été postés là par des secteurs militaires de l'opposition.

Le gouvernement issu du coup est allé droit dans le mur en ne respectant aucune procédure institutionnelle et en révélant une politique ouvertement en faveur du grand patronat avec la nomi-

nation du patron des patrons comme président, puis par la présentation immédiate d'un programme pour PDVSA : suspension des ventes de pétrole à Cuba, éloignement des politiques de l'OPEP, rapprochement avec les États-Unis et privatisation probable de la Compagnie.

Les mobilisations populaires ont tardé, démontrant le manque d'organisation des secteurs favorables à Chavez. Mais une fois en route, elles se sont généralisées à tout le pays et ont pris le Palais du gouvernement. Au même moment, les officiers loyaux se sont réunis et le Parlement a réclamé la nomination du vice-président à la tête du gouvernement. L'Organisation des États Américains (OEA) a condamné à l'unanimité le coup d'État et réaffirmé le droit constitutionnel du gouvernement Chavez. Le patron en charge quelques heures de la Présidence démissionna et fut détenu. En reprenant le pouvoir, Chavez a prononcé un discours qui montre à la fois sa disposition à remanier son gouvernement mais aussi à punir les responsables du coup d'État, mentionnant au passage le rôle de la "grande presse".

Quelles ressources peut encore avoir Chavez pour gouverner ? Cela dépendra en premier lieu de sa capacité à modifier son projet. D'un programme pour la majorité populaire, il devra faire un programme pour l'ensemble du pays tout en frappant les putschistes qui ont montré qu'ils pouvaient le renverser ; ensuite, de la vigueur de l'opposition, du temps dont elle aura besoin pour reprendre et de sa capacité à repartir à l'offensive. Cela dépendra aussi des secteurs sur lesquels comptait Chavez : il aura certainement une marge de manœuvre réduite du côté de l'armée, du parlement et de PDVSA. Son projet initial, impliquant une polarisation franche entre les masses populaires et les élites, s'est épuisé. Il doit recycler son image et passer pour un dirigeant capable de négocier avec de plus larges secteurs.

Par ailleurs, tant les élites traditionnelles que Chavez lui-même se sont rendus compte de la solide réaction populaire et militaire. Reste à savoir quelles leçons ils en ont tiré. Chavez a d'ores et déjà fait un geste d'ouverture en acceptant la démission des dirigeants qu'il avait nommés, cibles de la grève contre son gouvernement. Par ailleurs, pendant que ses bases d'appui prenaient des coups de plus en plus durs, l'équipe de Chavez s'est réduite aux secteurs les plus radicaux, dont les figures de proue sont José Vicente Rangel, homme de gauche pendant les années 1960, Aristobulo Isturiz, ministre de l'Éducation et Ali Rodríguez, actuel Président de l'OPEP.

Les prochaines semaines diront si les blessures du projet de Chavez continuent de saigner et si sa mort n'a été que retardée ou s'il a la capacité de soigner les blessures et donner un nouveau souffle au projet qui le mena au pouvoir il y a trois ans.

L'environnement économique continental lui est favorable : le prix du pétrole est à la hausse. Ce sera donc au plan interne, dans sa capacité à organiser ses bases de soutien, à diviser l'opposition en sanctionnant ceux qui étaient directement impliqués dans le coup et en négociant avec les autres. Tout ceci en maintenant le contenu de son projet, avec un nouveau format capable de gagner du consensus, à l'exception des adversaires comme ce fut le cas ces derniers mois. ■

* Emir Sader, sociologue brésilien, est connu pour son engagement dans le mouvement contre la mondialisation néolibérale. Il a pris part à l'organisation du Forum social mondial.

1. Petroleos de Venezuela SA (PDVSA).

2. Membre de l'Internationale socialiste, l'Action démocratique s'est illustrée par la corruption de ses dirigeants et par une politique ultra néolibérale.

3. Ces mesures ont été adoptées en décembre 2001.

« Une révolution permanente dans la tête de millions de personnes »

entretien avec Luis Zamora*

Par
Aldo Andrés Romero*

● *Deux mois après ce qu'on a appelé "l'Argentinazo", comment vois-tu la situation dans le pays, ou, plus précisément, les confrontations qui sont en cours ?*

— Premièrement, ce qui a débuté, ou ce qui est apparu à la surface en décembre, continue à s'affirmer comme un événement inédit. Inédit, car le processus des assemblées, de débats et d'action collective, dure déjà depuis deux mois; c'est cela qui doit être souligné et repensé.

Le régime politique — et non le seul gouvernement — continue à s'affaiblir, comme en témoignent les cacerolazos (1) contre la Cour suprême, la série d'incidents dont ont été victimes les politiciens insultés et rejetés dans les rues, accusés... Un autre élément c'est l'exacerbation des ruptures voire des affrontements au sein même de la classe dominante, qui viennent de loin mais qui sont apparus très clairement au cours des deux derniers mois. Mais le phénomène le plus important — sur le plan de la conscience, de la subjectivité collective, peu importe comment nous allons l'appeler — se passe "dans les têtes". Je ne veux pas l'opposer à l'action qui vient d'avoir lieu avec les mobilisations contre les deux gouvernements, mais souligner qu'on voit une révolution permanente, ininterrompue, dans la tête de millions de personnes.

● *Une des revendications des manifestants est : « Qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste pas un seul ! ». On comprend que les politiciens s'indignent et considèrent cette revendication comme subversive, mais on a aussi entendu protester les tenants du "progressisme modéré", qui disent qu'une telle revendication peut être récupérée par les tenants de l'autoritarisme...*

— « Qu'ils s'en aillent tous ! » n'est pas une expression circonstancielle, c'est le cri de la rue qui se chante avec le plus de ferveur, à

propos duquel il n'y a aucune discussion dans les cacerolazos. C'est un cri et un mot d'ordre qui unifie. Je crois qu'il s'agit d'un mot d'ordre très stimulant... Une camarade, dans une des marches, est venue en disant : « Duhalde est un mafioso, c'est le pire que nous ayons eu. Qui le soutient ? », puis elle a poursuivi : « Le pire, c'est qu'il ne tiendra pas un mois ». « Pourquoi c'est le pire ? — ai-je questionné — « Que pourrait-on attendre de bien du maintien de Duhalde ? » Et elle, complètement désarçonnée dans sa réflexion : « Bien, ce n'est pas ce que je voulais dire. Je l'ai dit car... Et après Duhalde, quoi ? » En fait les travailleurs, les jeunes, les gens qui se mobilisent se heurtent à cette question. Qu'allons nous faire alors ? Allons-nous déléguer, trouverons-nous d'autres, des meilleurs, des honnêtes et alors quoi ? Ou bien mettons-nous en place un mécanisme de démocratie plus directe, prendrons-nous les problèmes entre nos mains, déciderons-nous ? Les soit-disant progressistes ont, en fait, peur de l'autodétermination et tirent la sonnette d'alarme sur l'autoritarisme qui pourrait en sortir, d'autre part, ceux du gouvernement, les institutions et certains médias mènent un combat pour que la population ne puisse décider, et alors tout cela conduit à l'idée : « Soyons prudents »,

« Ne renversons pas Duhalde tant qu'on n'a pas d'alternative », « Que tous s'en aillent, non, peut-être y en a-t-il un qui sait quoi faire ?... ce n'est qu'une expression... » Ce sont les arguments de ceux qui défendent les institutions, je crois qu'il est bon de les discuter et les assemblées en discutent. L'incertitude est un argument qui peut conduire à défendre le gouvernement apparaissant comme l'unique certitude, c'est également l'argument qui trouve des appuis dans d'autres secteurs, au sein dudit centre-gauche. Mais en même temps l'incertitude est un terrain favorable pour construire quelque chose de nouveau.

● *On oppose aux gens de manière systématique la formule constitutionnelle : « Le peuple seul délibère et gouverne au travers de ses représentants ». Les mêmes qui avaient fermé les yeux lorsque les militaires violaient la Constitution ne peuvent admettre qu'aujourd'hui les assemblées de quartiers, les piqueteros (2) ou les chômeurs remettent en cause les critères classiques de la représentation. Mais j'ai l'impression que ces expressions incommodes aussi une partie de la gauche, qui ainsi ne peut trouver comment formuler « la question du pouvoir »,*

* Luis Zamora est un des deux députés de la gauche radicale élus en octobre 2001 et aussi l'une des rares personnalités politiques argentines à qui ne s'adresse pas le mot d'ordre « Qu'ils s'en aillent tous ! », repris massivement depuis décembre 2001. Très populaire — les sondages réalisés lorsqu'il était question d'une élection présidentielle anticipée lui octroyaient jusqu'à 20 % des suffrages — Luis Zamora avait été un des dirigeants du MAS (Mouvement vers le Socialisme), principale organisation d'extrême gauche argentine à la fin des années 1980, fondée par Nahuel Moreno, et fut alors élu député. Après l'implosion du MAS, il resta en dehors des principales organisations qui en

ont été issues et fonda Autodétermination et Liberté, un réseau militant. L'entretien que nous reproduisons ici a été réalisé à Buenos Aires, le 22 mars 2002, par Aldo Andrés Romero, qui fut également dirigeant du MAS historique, pour la revue *Herramienta* (n° 19, 2002). *Inprecor* a publié d'autres points de vue de la gauche argentine dans le n° 466/467.

1. De *cacerola* (casserole), une de ses formes bruyantes, presque festives, de manifestation qui a marqué l'argentinazo depuis décembre 2001.

2. Les piqueteros organisent des barrages de routes pour exiger la satisfaction de leurs revendications ; ce sont en premier lieu

des chômeurs et des travailleurs précaires (cf. *Inprecor* n° 456 de mars 2001). Ce mouvement, composé de nombreuses structures locales, s'est rassemblé à l'échelle nationale en juillet 2001 (cf. *Inprecor* n° 461/462 d'août-septembre 2001). Certaines de ses composantes sont structurées par la confédération syndicale indépendante CTA et par le Courant classiste et combatif (CCC, initié par les maoïstes du PCR). En février 2002 est apparue une nouvelle structuration — le Bloque Nacional Piquetero — au sein duquel dominent les organisations de la gauche radicale et qui se lie au mouvement des assemblées de quartiers (cf. *Inprecor* n° 468/469 de mars-avril 2002).

Argentine

sans entrer ici dans le débat si à un moment une telle formulation pourrait s'avérer utile. Qu'en penses-tu ?

— On observe cela de la part d'une certaine gauche, car à mon avis, elle fait partie du système de la représentation. Elle est la représentation et même elle aspire à apparaître comme « *les meilleurs représentants* ». Elle a la conviction que la représentation doit exister et elle ne valorise pas le rôle fondamental de la population mobilisée et du peuple travailleur en lutte mais au contraire celui de la représentation. D'autres craignent que le peuple puisse s'autodéterminer, car cela pourrait aussi vouloir dire qu'il met en question leurs propres programmes. Ils ne sont pas disposés à permettre au peuple de s'autodéterminer, seulement à se reconnaître dans leur programme... Que se passera-t-il après le vide du pouvoir ? Qui remplira ce vide ? Bien, nous pourrions y réfléchir dans une espèce de parlement, même si nous nous trouvons une semaine sans gouvernement... que les assemblées de délégués rotatifs votent, explorent les chemins et qu'on institutionnalise autrement. Le mot d'ordre précis n'a pas tellement d'importance en ce moment — nous n'avons pas besoin d'une formule préétablie du gouvernement qui occupera ce vide — ce qui importe est de suivre la pratique des assemblées et d'y mettre ces idées en débat.

C'est un processus passionnant car il peut conduire à ce qu'au final on trouve quelque chose de différent, de nouveau, de révolutionnaire. Pourquoi se satisfaire du minimum en ce moment ? Je ne partage pas la caractérisation de certaines organisations selon lesquelles « *le peuple est en situation de prendre le pouvoir et que, s'il ne le fait pas, c'est parce qu'il n'a pas de direction* ».

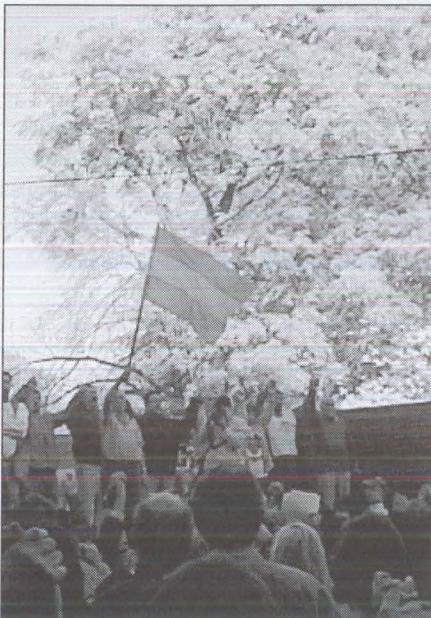
3. Le syndicalisme argentin traditionnel — éclaté entre la CGT et la CGT rebelle — est dominé par la bureaucratie syndicale péroniste. Cette dernière n'hésite pas à utiliser les bandes de voyous pour imposer ses vues aux travailleurs mobilisés.

4. La CTA (Centrale des travailleurs argentins) est la troisième confédération syndicale, plus autonome et plus combative, dont la direction avait pris ses distances avec la tradition péroniste.

5. Le Front national contre la pauvreté (FRENAPO) a été constitué par la CTA, des représentants de divers ordres religieux (catholiques, évangélistes, méthodistes), quelques organisations de défense des droits humains, et des organisations « collatérales » du PC argentin (Association des petits et moyens entrepreneurs, la banque coopérative, la Fédération agraire argentine — la plus petite organisation paysanne). Ce front a organisé la « Consultation populaire pour la sécurité de l'emploi et la formation » en décembre (3 millions de personnes l'ont soutenue). Mais ni la CTA ni le FRENAPO n'ont pris part à la révolte commencée les 19-20 décembre 2001.

Je crois que cela ne correspond pas à la réalité. Mais il me paraît évident qu'il y a un processus très riche et révolutionnaire. « *Révolutionnaire* » cela veut dire qu'un gouvernement est renversé et qu'immédiatement c'est au tour du suivant ; « *révolutionnaire* » c'est ce qui se passe dans les têtes et dans l'action au cours de ces semaines : nous devons impulser les nouvelles ouvertures qui, si elles se développent, peuvent nous permettre d'aller beaucoup plus loin que lors des nombreuses tentatives du XX^e siècle. Nous pouvons avancer avec des méthodes qui élaborent un pouvoir, une culture et des pratiques d'en bas, au lieu de tenter de transformer la société par en haut.

Mais cela implique d'affronter au sein même de la gauche les problèmes du dogmatisme, du sectarisme, du substitutisme...



Il y a quelques jours j'ai écouté un dirigeant très important d'une des organisations de la gauche "traditionnelle" disant que les assemblées finiront par se diluer et que ce qui compte c'est de les canaliser dans des partis : pour lui l'important, c'est le parti et non l'organisation et la construction du pouvoir du peuple... Il est significatif qu'un dirigeant de la gauche ne se rende pas compte que ce serait un recul majeur si les assemblées se terminaient et se dissolvaient... La mobilisation et la créativité déployées au cours de ces deux mois sont imposantes mais nous devons avertir que la force d'en bas, en même temps qu'elle affronte les voyous de Duhalde et de la bureaucratie syndicale (3), est déjà en compétition avec d'autres initiatives, de la CTA (4) ou du FRENAPO (5), qui cherchent à se repositionner et faire face aux difficultés inspirées par le sectarisme et la culture d'appareil des organisa-

tions de la gauche.

● *Les mesures prises par le gouvernement semblent loin d'améliorer la situation. La « nouvelle alliance productive » proclamée par Duhalde existe-t-elle réellement ?*

— Je crois qu'elle n'existe pas en réalité... A la différence de la décennie menemiste (du nom de Menem, ex-président de la République), lorsqu'il y avait un plan qui satisfaisait tous les secteurs de la grande bourgeoisie et l'impérialisme, aujourd'hui il n'y a pas de tel plan. Avant le FMI disait : « *Voici le plan, appliquez-le et nous allons vous appuyer* ». Aujourd'hui il dit : « *Présentez un plan et nous allons discuter* ». Apparemment le FMI n'a pas de plans pour des pays comme l'Argentine. Avant il pouvait dire : « *Privatisez, dérégulez, ouvrez l'économie...* » Aujourd'hui il ne peut plus le dire, car ce serait ridicule : il n'y a plus rien à privatiser, il est impossible de déréguler plus... il ne peut qu'exiger des ajustements pour payer la dette...

Duhalde est sous le feu des secteurs financiers, des entreprises privatisées... et tente de s'appuyer sur les secteurs qu'il nomme « *productifs* », disant qu'ils seront le moteur du développement du pays. Mais, premièrement, ces secteurs « *productifs* » n'existent pas en tant que tels et n'ont pas pour objectif le développement de l'Argentine. Deuxièmement, ce sont les secteurs étrangers ou transnationaux qui prédominent, ils ne sont pas intéressés par le développement de l'Argentine mais par sa mise à sac, si ce n'est par la spéculation ou le rôle d'intermédiaires parasites, à travers la réalisation de superprofits qui finissent obligatoirement à l'étranger. Et de toute façon Duhalde ne s'appuie pas sur de tels groupes pour affronter le secteur financier, mais pour négocier et il est difficile de s'appuyer sur les transnationales pour exercer un chantage sur d'autres multinationales. De plus, Duhalde ne remet pas en question ce que l'impérialisme lui dicte à travers le FMI ou d'autres organismes financiers internationaux. Il négocie avec les banques, les grandes entreprises, les multinationales, l'impérialisme... Il cède un peu à chacun mais ne peut satisfaire personne. J'écarte la possibilité qu'il ait le projet de s'appuyer sur un quelconque secteur productif pour affronter les secteurs financiers et certainement pas l'impérialisme.

C'est ce que les derniers mois ont démontré. D'autre part, les secteurs populaires non seulement ne l'appuient pas mais se mobilisent contre lui et affaiblissent encore plus son pouvoir. Il n'a aucune autorité, ce

qui est à nouveau apparu clairement lors de la discussion avec les pétroliers. Lors d'un programme télévisé Duhalde a dit : « *Je ne tolérerai pas une augmentation du prix des combustibles* » et immédiatement le représentant local de Esso a répondu : « *C'est impossible de ne pas les augmenter* ». Peu après Duhalde déclarait : « *Bon... l'augmentation des prix n'a pas été si importante, c'est dans les limites du raisonnable...* » Il en va ainsi pour tout.

● **Quelle est la portée de la « concertation » impulsée par l'Église et par l'ONU ?**

— La « concertation » est passée totalement inaperçue aux yeux de la population. La dépréciation des institutions est telle que pour sauver le régime politique il a fallu chercher l'Église et les Nations Unies pour même pouvoir provoquer cette concertation. Néanmoins le peuple va dans une autre direction. Il y a un secteur qui participe aux actions contre le gouvernement et contre les institutions, il n'est peut-être pas majoritaire mais le reste qui ne participe pas activement, l'appuie, le regarde avec sympathie, se sent solidaire... On remet en cause les banques, on dénonce les privatisations qui ont détruit l'Argentine et il n'y a pas de secteurs importants de la population pour remettre en cause le discours de ceux qui se mobilisent. Le vendredi, sur la Place de Mai, ils étaient seulement « *quelques milliers* » et il aurait été facile de les réprimer. Mais ces « *quelques milliers* » étaient accompagnés par la sympathie de plusieurs millions.

Je le remarque par contraste avec la concertation : elle semble disparue, elle ne fait pas partie des conversations, dans les assemblées ce n'est pas un sujet de débat. Par contre c'est une scène où se manifestent les divisions et les discussions des secteurs de la classe dominante, qui y présentent leurs réclamations et cherchent à accaparer la meilleure part. L'Église elle-même le dit : « *Ils agissent avec égoïsme* ». Je crois que tant l'Église (et je parle ici en particulier de la hiérarchie ecclésiastique) que l'ONU sont des institutions peu prestigieuses... Lorsque la population crie : « *Qu'ils s'en aillent tous !* », l'Église essaie de les protéger des cacerolazos avec une opération de sauvetage. Notons que l'Église avait déjà tenté de sauver De la Rúa, avec une concertation venue tardivement et c'est sans doute pourquoi l'idée même de la concertation est aujourd'hui dépréciée dans l'imaginaire collectif. Évidemment, lorsqu'ils nous invitent nous n'y allons pas.

● **Dans les jours qui ont précédé l'explosion des 19 et 20 décembre [2001] la CTA**

avait appelé à un référendum populaire (Consulta popular) **qui avait eu une grande répercussion et dans la chaleur de ce processus s'est formé le FRENAPO, qui est maintenant entré dans la concertation. Qu'en penses-tu ?**

— J'ai voté à la *Consulta Popular*, mais il me semble que ce mécanisme arrivait déjà en retard sur le processus : il avait été planifié un an et demi plus tôt et ne serait-ce que pour cette raison chronologique il était évident qu'il s'était embourbé dans la routine bureaucratique, qu'il ne pouvait correspondre à la réalité active qui allait se développer. Cela dit, la *Consulta* a eu des répercussions, elle fut une invitation à participer, elle soulevait la question du chômage et beaucoup de gens, pour diverses raisons, ont été voter... J'ai voté de toute façon de manière critique car après la *Consulta* les trois millions qui y prirent part furent convoqués en Congrès pour être pris en main. Et en réalité c'est ce qu'en quelques jours la mobilisation a empêché. Je crois que le FRENAPO — et évidemment la CTA — ont pris un coup de vieux dans les événements des 19 et 20 décembre et dans le processus immédiat. Ils se sont dépréciés, ont été mis en question, les délégués de la CTA que nous avons rencontrés sur la Place de Mai, sous les gaz, étaient indignés par l'ordre qu'ils avaient reçu de se retirer et tout cela a généré des débats.

Face à un processus si important et remettant en cause, en un certain sens, toutes les institutions et tous les appareils, certains se sont trouvés en dehors alors que d'autres étaient devenus des cibles... On assiste de toute façon à une tentative de ces forces de se remettre dans le bain et je ne sous-estime pas leurs capacités. Cette semaine, pour la première fois depuis deux mois, il y eu des actions — dans la foulée des cacerolazos et des piqueteros — convoqués par des organisations qui ne sont pas dans les assemblées, par la CTA et par le Courant classiste et combatif (CCC), qui se sont présentés dans les médias comme une référence, ce que jusqu'à ce moment ils n'avaient pas pu faire...

● **Dimanche dernier [17 février 2002] dans l'assemblée inter-quartiers du Parque Centenario, a été lu un appel**



pour préparer le rejet du 24 mars et tous furent d'accord... mais quand l'information fut donnée que la réunion se tiendrait dans le local de la CTA les sifflets ont fusé... Mais il est clair que la CTA est réapparue et D'Elia a fait des déclarations très maccarthystes pour empêcher le Bloque Nacional Piquetero (6) d'apparaître comme un référent alternatif...

— Ils disposent d'un appareil, ils peuvent montrer une certaine capacité de mobilisation et ils tentent d'apparaître comme partie prenante du processus assembléiste sans l'affronter directement... Par contre, je crois qu'ils ont choisi la confrontation avec le *Bloque Nacional Piquetero*, car en son sein on voit une très forte présence des structures de la gauche, et que les manœuvres d'appareils y conditionnent les assemblées, la démocratie directe, la mobilisation et la participation... C'est un mouvement



confus : il a été à l'Assemblée piquetera du samedi (16 février, sur la Place de Mai), mais ce ne fut pas une assemblée, ce fut une démonstration. De nombreux dirigeants ont parlé, de nombreuses organisations de gauche qui tiennent leur propre bloc de piqueteros, dont certains ne sont que des sigles, d'autres ont plus de contenu... Mais un voisin, qui voyait avec sympathie que finalement les assemblées de quartiers se lient avec les piqueteros, m'a dit : « *J'ai la sensa-*

6. cf. *Inprecor* n° 468/469 de mars-avril 2002.

Argentine

tion qu'il y a ici une bagarre pour notre direction qui ne nous prend pas en compte », se référant à la bagarre entre D'Elia et ses piqueteros d'un côté et les piqueteros du Bloque de l'autre... Bien sûr, il y a des divergences profondes entre ceux qui veulent affronter Duhalde et ceux qui ne le veulent pas, mais les manœuvres d'appareils sèment plus de confusions que ceux qui veulent lutter contre le gouvernement et ceux qui veulent négocier avec lui...

● *Le dimanche (17 février), la seconde partie du plénum tenu dans le Théâtre Coliseo, fut une journée intéressante. Ce fut une assemblée très préparée par les organisateurs : des accords avaient été passés sur l'espace attribué à chaque organisation, sur les drapeaux et les pancartes, sur la manière de voter... Mais d'autre part, ce qui fut plus important ce fut une pression authentique en faveur de l'unité d'action de la part des bases de chacun des groupements. On voyait nombre de personnes noter les interventions et les propositions, ce qui témoignait de leur volonté de disposer de leurs propres registres... J'ai perçu une pression très forte dans les interventions, dans l'attitude des délégués et du public, en faveur de l'unité et de la mobilisation et une ferme condamnation des directions bureaucratiques. Le débat porta aussi sur le refus de la division imposée par D'Elia et par le CCC et il y eut des interventions très fortes et très applaudies demandant aux organisations de retirer les banderoles partidaires, car elles affaiblissaient le mouvement. Les gens ont opposé avec force leurs conditions que les organisations avaient jusqu'à un certain point acceptées... mais au moment de voter les bonnes manières ont disparu et ce qui avait été précédemment décidé entre dirigeants et en dehors de l'assemblée a pris le dessus.*

— C'est que ce ne sont pas seulement les organisations politiques de la gauche traditionnelle qui peuvent être un obstacle pour

7. Après l'effondrement financier argentin en décembre 2001 et la rupture forcée avec la dollarisation, le gouvernement Duhalde a eu recours à la dévaluation de la monnaie nationale — le Peso — et à la suppression du dollar américain (par ailleurs disparu du marché car exporté ou thésaurisé) comme monnaie officielle (à égalité avec le Peso), dénommée « pesification ».

8. Les AFPJ sont les caisses de retraites privées, par capitalisation, qui ont remplacé le système public de retraites.

9. L'YPF est le sigle de l'entreprise pétrolière privatisée, acquise par la multinationale espagnole REPSOL.

le développement du processus assembléiste et de l'autodétermination. Certaines organisations sociales, certaines structures de base, certains dirigeants... peuvent l'être également. Ce qui vient d'en bas a beaucoup de force, mais justement pour cela nombreux sont ceux qui se sentent menacés et qui prétendent le contrôler. C'est une véritable lutte entre ceux qui participent et veulent multiplier la participation et ceux qui participent en prétendant diriger. Il y a des assemblées de quartiers qui se sont affaiblies, certaines se sont divisées, bien des voisins se sont éloignés... Dans d'autres, le poids assembléiste s'est imposé assurant la participation de tous sur un pied d'égalité, sans qu'aucun parti ne dirige parce qu'il sait présenter des motions ou imposer ses consignes. Ces contradictions existent également au sein du mouvement piquetero. Il y a des organisations piqueteros qui semblent avoir un fonctionnement réellement novateur en ce qui concerne leur démocratie interne, les mécanismes de prise de décisions et de propagande ; d'autres qui sont plus traditionnelles et enrégimentées ou fondées sur le charisme de leurs leaders...

● *Le quotidien des Argentins s'est écroulé. La vie de millions de personnes a changé abruptement sous l'impact des mesures gouvernementales, de la paupérisation, etc. Les cacerolazos et toutes sortes de mobilisations en faveur de mesures concrètes face au désastre produit par le capitalisme sont un aspect de cette nouvelle situation. Mais un autre aspect c'est*



que ce changement brusque ouvre la possibilité — pour la première fois en Argentine — pour des millions de personnes d'entrevoir et de penser la construction d'un monde différent, justement parce que le vieux monde s'est écroulé. En tant que socialistes que pouvons-nous apporter pour ces nouvelles possibilités ?

— En ce qui concerne les « programmes d'urgence » je pense que celui auquel tra-

vailent divers économistes de la gauche est intéressant. On y trouve des idées un peu traditionnelles, mais elles font partie de la recherche de réponses aux problèmes les plus élémentaires auxquels est confrontée la population. Quoique il y ait beaucoup à apprendre à ce sujet. Un autre jour la question de la « nationalisation des banques » a été soulevée — personne ne prit la parole. Alors un voisin a mentionné le cas de la Banco Santander qui menace de partir disant qu'elle ne peut supporter les coûts de la pesification (7). Alors un autre l'interrompt disant : « *Que la Banco Santander s'en aille si elle sait où aller. Mais la banque, ses édifices, ses documents et notre argent restent ici* ». En quelques mots il a proposé plus que la nationalisation : l'expropriation... et tous les autres qui se taisaient car ils ne comprenaient pas la nationalisation l'ont ovationné. Il est important d'apprendre que le vote des slogans n'a pas de sens, qu'il est important de proposer des moyens qui peuvent être compris... Les moyens qui sont proposés dans les assemblées : « *ré-étatisation des entreprises privatisées* », « *résoudre la question des retraites en mettant fin aux AFPJ (8)* », « *retenue des profits de REPSOL-YPF (9)* », « *aucune augmentation des prix* » et d'autres encore, ouvrent la voie à un programme d'urgence.

J'insiste beaucoup sur les moyens de mettre en lumière la barbarie du capitalisme — bien qu'évidemment il ne soit pas question de proposer dans une assemblée de « *marcher contre le capitalisme* » — car il est important que ceux qui se mobilisent aient

des repères et c'est un repère bien qu'il ne s'agisse pas d'un moyen dit « *d'urgence* »... Ainsi je trouve très faibles les organisations de la gauche, quasi électoralistes, qui mettent l'accent sur ce qui pourrait aller un peu mieux... Je crois qu'il est important de parler de la mondialisation, de la guerre, de ce que fait le FMI, du massacre des peuples pauvres, montrer que le capitalisme c'est la barbarie...

● *Il semble possible que le programme d'urgence surgisse de l'intégration des indications théoriques et techniques que peuvent apporter les professionnels et les intellectuels marxistes aux initiatives et aux constructions de ceux qui se mobilisent. Qu'on parvienne à construire un programme d'urgence qui ne soit pas fort de sa seule cohérence logique et théo-*

rique abstraite, parce qu'il est en résonance avec une nouvelle logique qu'imposent les revendications et les besoins de la population...

— Oui, par exemple le « contrôle » des usagers et des travailleurs correspond à ce que la population exige. On crie : « que tous s'en aillent » mais on construit de nouveaux mécanismes de démocratie directe... J'ai parlé à la télévision du contrôle de la ré-étatisation par les usagers et les employés et l'autre jour les organisations des usagers m'ont appelé pour me demander comment cela pouvait se faire, de même les membres de l'Assemblée de Caballito sont venus pour parler de cette idée, voulant voir comment on pouvait la réaliser... Les mots d'ordre doivent entrer en dialogue avec ce qui se passe dans les assemblées, sinon ils ne valent rien. Celui qui pense qu'il peut apporter quelque chose doit aussi penser qu'il peut apprendre beaucoup.

● *Comment, selon toi, doit s'articuler la stimulation et le développement de toutes les formes d'autodétermination et d'auto-organisation de la population avec l'apport spécifique que, sur le terrain politique ou politico-culturel, peuvent fournir les socialistes ?*

— Je t'avais raconté ce que nous avons pensé faire : une convocation autour des « cinq points » (10) que nous avons lancés, une convocation pour nous lier, pour accélérer ensemble le processus assembléiste et pour nous développer et apporter avec plus de force ces revendications anticapitalistes, anti-impérialistes, socialistes, pour l'autodétermination et l'horizontalité. Après un temps d'exploration — il serait plus juste de dire d'allers et retours en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement — on a été chaque jour plus enclins à faire une invitation pour une Rencontre, qui nous permette d'échanger les idées sur ce qui se passe dans les assemblées auxquelles nous participons, ou dans les milieux où agissent ceux qui ne sont pas dans les assemblées, parce qu'il vivent dans des lieux où ces dernières ne se sont pas développées ou qu'ils sont engagés dans un autre type d'activité sur leurs lieux de travail, ou dans les barrages de routes et les mouvements de piqueteros, ou dans les régions du pays où la mobilisation est beaucoup plus réduite... discuter de ce qui se passe au sein de ladite classe qui vit de son travail... C'est ce que modestement nous pensons pouvoir faire : lier entre eux les militants qui participent aux actions et qui nous écrivent et appellent pour savoir ce qui se passe en tel lieu ou en

tel autre, pour répondre plus collectivement aux questions comme : « Ce processus continue-t-il ou non ? », « Comment défendre les assemblées ? », « Comment stimuler le débat politique qui a lieu dans les assemblées ? », « Comment se lier à d'autres secteurs ? », « Comment aider à renforcer les processus de lutte qui ont lieu et comment les étendre ? »

● *S'agit-il là d'une rencontre dans le seul but de construire Autodétermination et Liberté ou a-t-elle un caractère plus ouvert, à définir au cours même du processus ?*

— On la convoque autour des cinq points, pour donner une référence, mais nous n'appelons pas à intégrer ni à construire Autodétermination et Liberté. L'idée est de se lier largement — bien qu'il y a une limite organisationnelle : nous nous adressons à ceux qui ne sont pas en train de construire une autre organisation politique —, d'établir des relations... D'écouter et d'apporter nos idées, en un va-et-vient avec ceux qui participent aux organisations sociales, aux groupes ou collectifs locaux, corporatifs ou de quartiers... certains viendront avec des documents, d'autres viendront avec leurs expériences, et puis... Mais l'idée du point de vue politique est de nous enrichir tous le plus possible, sans voter des caractérisations, ni des politiques, ni des orientations qui iraient au-delà de l'impulsion des cinq points sous la forme que chaque groupe, avec autonomie, considère adéquate de faire. Et de ce point de vue organisationnel nous pensons établir des liens stables, qui ne signifient pas l'intégration à Autodétermination et Liberté ni sa reproduction en divers lieux, mais l'établissement d'un réseau ou d'une sorte d'organisation qui, tout en préservant l'autonomie de ses parties prenantes, serve à l'échange des informations, peut-être à la sortie d'un périodique qui pourrait être vendu dans tout ce réseau, voire de plusieurs, peut-être pour organiser d'autres rencontres périodiques... peut-être pour établir des liens entre les luttes et apprendre d'elles... Lorsque nous avons présenté la rencontre ces jours-ci, on nous a dit : « C'est bien, et ce sera un moment apprécié ! »... Car ce ne sera pas l'apparition d'un individu mais d'un mouvement ou plus exactement ce sera une convocation qui n'a pas pour but de se départager



mais de se lier, d'établir des relations...

● *Les « cinq points initiaux » d'Autodétermination et Liberté présentent et laissent explicitement ouvert un ensemble de questions politiques, stratégiques et théoriques auxquelles ce qui se passe dans le pays a donné de l'importance et une grande urgence, cela me paraît évident... D'autre part, en tant que revue, Herramienta est amenée à aborder d'une manière ou d'une autre des questions semblables. Croyez-vous qu'il serait possible et utile de proposer un échange d'opinions plus ou moins systématique à propos de ces 5 points dans les pages de notre revue, d'ouvrir une réflexion à leur sujet, avec vos contributions et celles d'autres ?*

— Oui, je crois qu'il serait utile de les discuter... Nous avons rencontré des questionnements au sein de la gauche plus "orthodoxe", plus "traditionnelle", comme on pouvait s'y attendre. Mais nous-mêmes nous rendons compte qu'il s'agit de questions en suspens, que nous devons être capables de développer et également de modifier... Pour le moment nous regardons ces questions comme valables et passionnantes, surtout parce qu'elles entrent en syntonie avec le processus en cours, mais sans nul doute il serait utile d'établir un débat formel à leur sujet.

10. Les cinq « points fondamentaux », autour desquels Autodétermination et Liberté s'est constitué, sont : l'anticapitalisme, l'internationalisme, l'horizontalité, l'autodétermination et les nouvelles formes du socialisme.

Argentine

● *Duhalde a dit que s'il n'était pas Président il serait probablement piquete-ro, mais en même temps il tient un autre discours, systématique : « le pays est submergé par l'anarchie », « nous allons vers la guerre civile », « un bain de sang nous menace », etc. Alfonsín et même le Pape n'ont pas dit autre chose. S'agit-il seulement de mots ou de quelque chose de plus sérieux ?*

— Il me semble qu'à court terme ce sont des mots, dont le but est de semer la confusion et d'affaiblir le processus de mobilisation, la révolution de la conscience. Mais de toute manière il faut tenir compte des avertissements et envisager d'autres alternatives... Comme je l'ai dit auparavant, l'unique force de Duhalde c'est de convaincre un secteur de la population en répétant « moi ou le chaos ». Il s'agit d'un truc utilisé à de nombreuses occasions par Alfonsín, par Menem... mais aujourd'hui nous sommes dans une situation différente car la bourgeoisie ne dispose d'aucune structure organisée... L'idée que « l'anarchie est insupportable pour toute société » implique aussi des projets qui peuvent rétablir l'ordre à un moment donné ou tout au moins affaiblir ou décourager la mobilisation. Ils ne peuvent répondre aux revendications et pour cela ils découragent, dégoûtent, divisent en envoyant des bandes, ou répriment. Mais la répression n'est pas en ce moment leur politique centrale... Si Duhalde réprimait, il se mettrait tout le monde à dos. D'autre part, je crois que l'Argentine est un pays « exclu » par la mondialisation capitaliste et en ce sens je crois qu'il faut prendre la menace au sérieux. A court terme je ne vois aucun plan « autoritaire », mais nous devons rester en alerte pour le moyen terme... Mais que signifie « le moyen terme » en Argentine ? Nous sommes dans une situation si différente de celle que nous avons vécue il y a seulement deux ans...

● *En réalité toute la situation continentale est radicalement différente et fluide : au Pérou, en Bolivie, au Venezuela... Même le Brésil est une inconnue... Et*

11. Dans *Inprecor* n° 468/469 nous avons publié un dossier présentant différents points de vue sur le second Forum social mondial.

12. ARI (Argentins pour une République des Égaux) est un regroupement politique constitué par des ex-radicaux, des ex-péronistes, des ex-centre-gauche, des sociaux-démocrates. Elisa Carrió, sa principale dirigeante, fonde toute sa politique sur la dénonciation de la corruption et en faveur de la transparence des actes administratifs. Marginale dans l'argentino, E. Carrió est bien placée par les sondages en cas d'élection présidentielle anticipée.

maintenant la guerre en Colombie : pour l'impérialisme il ne s'agit pas seulement d'une guerre contre les FARC, ce qui est en marche c'est un programme pour tout le continent. Dans ce contexte l'Argentine joue un rôle important, parce que le processus politique peut montrer une voie d'affrontement avec l'impérialisme qui sera effectif et attractif pour les peuples latino-américains...



— C'est évident que ce qui se passe en Colombie, si l'impérialisme y marque des points, sera utilisé comme exemple et pourra produire un débat aussi en Argentine. D'autre part, en effet, le processus argentin est différent de ceux du Cône Sud en général et en cela il présente un intérêt particulier pour les peuples latino-américains.

● *Il est significatif que ces questions, réellement centrales, aient été marginalisées par les organisateurs du Forum social mondial (11) de Porto Alegre. Parce que les FARC et l'EZLN n'ont pu y participer et aussi qu'il y eut une décision politique pour que ce qui se passe en Argentine apparaisse le moins possible...*

— J'ai eu une mauvaise impression du Forum. Les événements officiels ne sont pas sortis de la défense du soi-disant « capitalisme plus humain » et il y a eu des discrimina-

tions, comme tu l'as dit. Néanmoins l'expérience des activités « non officielles » et le contact des milliers de groupes et de militants des mouvements dits antimondialisation furent d'une très grande richesse. Cela n'a pas de prix. Naturellement, il est aussi enrichissant d'écouter Chomsky ou même Wallerstein. Ou de participer aux débats avec des militants anticapitalistes comme Chesnais. Tu avais aussi l'opportunité excellente de connaître les actions des Sans Terre... Et il est vrai que si les zapatistes ont été discriminés j'ai également senti qu'au sujet de l'Argentine les opinions étaient contrôlées. Par exemple j'ai été invité à un débat puis décommandé et remplacé par un représentant de l'ARI (12).

● *Pour terminer : avez-vous avancé ou élaboré un peu plus sur l'une des questions les plus complexes — et certainement les plus polémiques —, celle que l'on nomme, en termes généraux, la « question du pouvoir » ?*

— Je ne sais si nous avons avancé... nous avons discuté sur ce sujet et avons souligné l'importance du contre-pouvoir, ou de l'anti-pouvoir, comme on voudra... Pour prendre un exemple concret, dans de nombreuses assemblées sont apparues des Bourses du travail, des commissions pour résoudre les problèmes du quartier ou les problèmes des habitants du quartier, de cette manière on a eu des expériences très riches... et on commence à voir de manière plus concrète ce qu'est la formation d'éléments de « contre-culture », qui impliquent une pratique solidaire et une lutte contre la fragmentation et l'individualisme, opposée à la culture capitaliste, avec l'énorme force que cela procure à toute action collective. On a pu voir également la construction d'un contre-pouvoir, parce que d'une certaine manière ce qui se discute c'est l'organisation de la société d'une manière différente de celle qu'organise la classe dominante...

Nous savons que cela n'implique nullement que la classe dominante ait été privée du pouvoir, une chose qu'on ne peut ignorer, car elle règle tout en définitive, ce qui crée une tension réelle. Mais cela nous renforce dans l'idée d'explorer le chemin de mettre fin au capitalisme à travers un contre-pouvoir qui sera si grand qu'il abattra le pouvoir capitaliste... Ne pas parier sur un parti de cadres qui, en des circonstances déterminées, lors d'une vague décisive de luttes, s'attaque avec succès au pouvoir de la bourgeoisie, mais construire une contre-culture et un contre-pouvoir d'en bas, renforçant par les processus de lutte en cours un « socialisme par en bas », comme dirait Hal

Draper (13)... Je ne peux dire comment cette tension finira par être résolue et je n'écarte pas que cette tension puisse conduire à un moment à la nécessité d'une organisation plus proche de celles que nous avons connues... mais de toute façon le centre de gravité ne peut être la formation d'un parti dirigeant, mais celle de l'autodétermination qui produit le pouvoir et devient insupportable à la classe dominante, en travaillant non pas en vue d'une conjoncture exceptionnelle mais en nous tournant vers une situation insoutenable dans la durée...

Ce que je viens de dire, si général et rempli de points d'interrogations, me semble reprendre certaines idées zapatistes tout en s'en distinguant, car il n'est pas question de faire abstraction du pouvoir de l'État bourgeois, de se limiter aux revendications partielles, spécifiques à un groupe sinistré... En ce qui nous concerne nous mettons en question la société et le monde capitaliste et si nous mettons en avant l'autodétermination c'est pour renverser le monde capitaliste.

On pourrait ajouter que, toujours en laissant de côté les évaluations que nous pourrions faire des points forts et des points faibles de la Révolution russe — par exemple le caractère ultra minoritaire de la classe ouvrière et du Parti bolchevique, seulement circonstanciellement majoritaire dans les soviets —, il semble évident qu'en ce moment historique il y avait des conditions qui ne peuvent se répéter aujourd'hui... Aujourd'hui le pouvoir militaire, économique, culturel et politique de l'impérialisme rend impossible de penser son renversement sans le scier à la base, à la racine, par un peuple qui s'autodétermine pour avancer et s'organiser en désorganisant l'ennemi : c'est le fondement de tout et à partir de là nous devons rester ouverts à tout type de combinaisons du point de vue organisationnel...

● *Nous avons dit que la vie quotidienne a changé en Argentine et que la population peut penser la possibilité d'un autre monde, puis nous nous sommes dépêchés de regarder les répercussions de ce processus dans l'ensemble de l'Amérique latine... Il est nécessaire de penser les problèmes de la transformation de la société d'une manière concrète, et cela implique de penser cette transformation à l'échelle non d'un pays, mais d'une région... ce qui se passe en Argentine met à l'ordre du jour la réflexion et le travail pour une révolution latino-américaine ou au minimum de son Cône Sud... Il est de plus en plus irréal de penser une transformation profonde, révolutionnaire, de l'Argentine si elle n'entre pas en syntonie avec les*



masses populaires du Brésil, qui sont un facteur décisif en Amérique latine...

— J'ai l'impression qu'une grande partie de la gauche, au fur et à mesure qu'elle est devenue de plus en plus électoraliste, s'est également enfermée dans une vision nationaliste... Même les revendications anti-impérialistes, comme le « non-paiement de la dette » sont utilisées comme des slogans électoraux, sans être intégrées dans une démarche d'ensemble... On peut voter le non-paiement de la dette d'une manière qui la prive de toute force. Surtout quand on en parle dans les mass-médias. J'ai eu un débat avec l'ARI à la Chambre des députés, mais cela aurait pu arriver avec des organisations de la gauche. Mario Cafiero avait mis en question le paiement de la dette et le terme extérieur mais il a terminé en disant : « *Nous ne sommes pas contre le Fonds [monétaire international], ni avec le Fonds : notre attitude est sans le Fonds... Nous devons vivre avec ce que nous avons* ». Et j'ai senti la nécessité de polémiquer, pour expliquer à la population pourquoi de tels discours affaiblissent la lutte... Car la réalité c'est que les pays européens, le G7, tous, tous disent : « *Arrangez-vous avec le Fonds* » et les gens demandent que faire face à cela : il faut savoir et dire que oui, nous allons vers un affrontement avec le FMI, que nous devons affronter les pays impérialistes, que nous devons affronter le monde globalisé, la barbarie capitaliste...

Et en ce qui concerne de vivre avec ce que nous avons, l'Argentine a des possibilités que d'autres pays n'ont pas, mais ce

n'est que transitoire, car les États-Unis ne vont pas accepter que nous vivions notre vie. Ils ne nous diront pas : « *Ah, vous ne nous voulez pas ? Bien, débrouillez vous seuls* ». Il y aura une politique d'isolement, de harcèlement et de guerre. Ce dont on parle c'est d'une bataille et c'est pourquoi il faut expliquer le cadre du « non-paiement », et ce cadre c'est la lutte contre l'impérialisme et la barbarie du capitalisme globalisé, il faut donc penser comment l'affronter, comment s'unir entre les latino-américains, et en premier lieu convaincre le peuple travailleur qu'il doit assumer cette bataille, avec une politique sérieuse, sans méconnaître ce qui se passe dans le monde, ce qui signifie aussi de savoir qu'en Amérique Latine existent toutes les conditions pour lutter en faveur d'une intégration qui ouvre le chemin opposé au monde dessiné par les États-Unis. C'est un débat essentiel au sein de la gauche et le défi que nous avons en Argentine est si grand qu'il serait magnifique si d'autres militants, dans diverses parties du monde, pouvaient suivre ce processus et l'aider. ■

13. Théoricien socialiste américain d'origine trotskyste, Hal Draper (1914-1990) a notamment réfléchi aux liens entre les formes d'organisation révolutionnaire et ses rapports avec les mouvements de masses. La revue suisse *A l'encontre* a commencé à publier (dans son n° 5, 2002) une traduction française de l'étude de Hal Draper « *Qu'est-ce que le socialisme-à-partir-d'en-bas ?* » (<http://www.alencontre.org>)

Compromis sur la route de l'enfer

Par
Kunal Chattopadhyay*

Depuis quinze ans, le temple de Ram à Ayodhya (1) a été le centre d'une offensive fasciste pour le pouvoir. Entre 1987 et 1992, une campagne de masse s'est développée essayant de prouver que Ram, le héros du mythe du Ramayana (2), était né à Ayodhya, à l'endroit même où Mir Baqui, un général de Baber (3), avait fait construire une mosquée. Pour faire construire la mosquée Baber aurait ordonné la destruction d'un temple sur ce site.

En 1992, cette campagne de la droite a donné lieu à des mobilisations communautaires de masse et à la destruction de la mosquée de Babri Masjid (4). Le gouvernement du parti du Congrès puis le gouvernement de Front Uni sont restés pendant toute cette période dans l'expectative alors que l'extrême droite était à l'offensive. Le Bharatiya Janata Party (5) (BJP), le bras électoral de ce regroupement, fit campagne et accrut le nombre de ses élus au Parlement. Des secteurs importants de la grande bourgeoisie indienne commencèrent à penser qu'il pouvait être intéressant de prendre en marche le train du BJP. La mise en place complète d'une politique néolibérale exigeait, à leur avis, en premier lieu l'atomisation de la classe ouvrière. S'il parvenait au pouvoir, le BJP leur semblait être capable de cela.

Au même moment, les organisations sœurs du BJP, Viswa Hindu Parishad (6)

(VHP), le Bajrang Dal (7), etc. déclarèrent représenter les hindous et parler en leur nom quels que soient les aléas parlementaires. Le VHP et ses « saints hommes » continuèrent à se focaliser sur la question du temple. Contrairement à ce qu'a pu croire une partie de la gauche, il ne s'agit pas simplement d'un stratagème pour gagner des voix.

Penser que la véritable force politique est le BJP et que les autres ne représentent que des forces d'appoint constitue une grosse erreur. Le fait que la mobilisation revienne sans arrêt sur la question du temple est un signal en direction de tous les fanatiques pour leur montrer qu'il existe une force politique qui n'accepte pas que les nécessités de la politique entravent ce qu'ils considèrent comme les questions essentielles. C'est un signal aussi à la classe dirigeante pour lui indiquer qu'accepter un gouvernement à long terme avec le BJP l'oblige à accepter leur discours.

Le but du VHP est de contraindre par la force la politique à aller vers l'extrême droite. L'annonce d'actions spécifiques, comme celle du début de la construction du temple à partir du 15 mars 2002 a eu pour but de maintenir leurs activistes sous tension.

L'incendie criminel de Godhra

Cet échec n'était pas tout à fait déconnecté des élections parlementaires dans quatre Etats au début 2002. En dépit de l'Acte de Prévention du Terrorisme qui visait les musulmans et malgré la communa-

lisation de plus en plus flagrante de l'appareil d'Etat, le BJP s'est fait distancer aux élections dans ces quatre Etats. L'agressivité croissante du mouvement Hindutva (8) doit aussi être analysée dans ce contexte. Ils savent qu'il sera impossible d'arriver au pouvoir sur une base identitaire hindoue avec seulement une force parlementaire. Comme tout fascisme classique, ils mêlent des actions légales avec à des actions extra-parlementaires s'appuyant sur des mobilisations violentes.

La ville de Godhra, dans le centre de l'Etat de Gujarat, qui est l'Etat le plus polarisé sur des questions communautaires (9), est un baril de poudre et un laboratoire pour l'Hindutva. Durant les années 1970 et 1980, Godhra a connu des violences où le couvre-feu durait certaines années jusqu'à 150 jours. La ville avait une population musulmane majoritaire (10). Elle a connu une rivalité endémique entre d'une part les musulmans et les groupes tribaux Adivasi (11) environnants et, d'autre part, entre les musulmans et les castes hindoues. Elle connaît une compétition hindoue-musulmane forte sur des questions de commerce et subit l'influence croissante de l'Hindutva dans les castes supérieures.

Tout cela donne à Godhra un caractère explosif particulier. Seule une enquête approfondie, impartiale et crédible pourra établir ce qui a conduit à l'incident sanglant de Godhra au cours duquel 58 personnes ont été brûlées à mort dans un train (12). Mais aucune enquête ne peut ignorer l'arrière-

* Kunal Chattopadhyay est membre de la direction d'*Inquilabi Communist Sangathan* (ICS, Ligue communiste d'Inde), section indienne de la IVe Internationale. Traduit d'anglais et annoté par J.R.

1. Ayodhya est située dans l'Etat de l'Uttar Pradesh.

2. Une des deux grandes épopées védiques, l'autre étant le Mahabharata.

3. Premier empereur moghol (1483-1530). Il envahit l'Inde du Nord et y jette les bases d'un ordre impérial qui va durer deux siècles.

L'antagonisme qui résulta entre les hindous et les musulmans de huit siècles d'invasions musulmanes fut attisé ultérieurement par les manipulations politiques du colonisateur britannique.

4. Les violences entre hindous et musulmans qui suivirent en 1993 ont fait jusqu'à 10 000 morts.

5. BJP : Parti du peuple indien dirigé par le premier ministre indien Vajpayee. Créé en 1980, il est arrivé au pouvoir en 1998. C'est ce parti ultra-nationaliste hindou qui domine le gouvernement actuel de l'Inde. Il est allié à des partis laïques. Les hin-

dous représentent 80 % des 1,2 milliards d'Indiens et les musulmans 12 %.

6. VHP : Vishwa Hindi Parishad : Conseil hindou mondial.

7. Bajrang Dal (Unité indienne) : Branche activiste du VHP organisée en milices.

8. L'hindutva est le nom par lequel les Grecs désignaient les habitants de la région de l'Indus. Il désigne aujourd'hui le vaste mouvement politique et religieux défendant le nationalisme hindou. Il est formé d'une constellation de partis et d'associations.

9. L'Etat du Gujarat, gouverné par les nationalistes hindous du BJP.

10. Aujourd'hui cette agglomération de 300 000 habitants compte 40 % de musulmans, alors que la moyenne nationale est de 12 %.

11. Les Adivasi sont les peuples indigènes de l'Inde au nombre de quelque 67 millions. Ils constituent 7 à 8 % de la population indienne, répartis en quelque 400 tribus et une quantité considérable de sous-groupes. Les Adivasi ont leurs valeurs propres, leurs modes de vie, leur culture, étroitement liés à l'écosystème forestier.

re-fond de la situation :

— l'accroissement du harcèlement des musulmans indiens depuis le 11 septembre et en particulier depuis le 13 décembre (13), et leur diffamation comme principaux responsables du terrorisme ;

— la communalisation croissante de la société du Gujarat, la tactique désespérée du BJP qui a lancé la campagne pour la construction du temple alors qu'ils font face à une défaite électorale (14) ;

— la mobilisation de milliers de kar sevaks (15) du Gujarat et leurs injures contre les musulmans.

Une police partisane

Rien de tout cela ne saurait bien sûr excuser des actes horribles et gratuits comme le fait de brûler des gens vivants. Mais ils justifient que l'on fasse une enquête sérieuse sur cet incident. Les provocations du BJP et de ses amis ont servi de prétexte à certains musulmans extrémistes pour perpétrer cet acte barbare. Une bande de plusieurs centaines a été mobilisée vers 7h du matin ce qui suggère que cet acte a été prémédité par des communalistes musulmans. Leurs homologues hindous, bien plus dangereux, n'ont été que trop heureux d'utiliser cet attentat comme prétexte (16).

La complicité de l'Etat seule peut expliquer la conduite partisane de la police du Gujarat. Non seulement elle n'a pas empêché ou stoppé la violence mais à plusieurs occasions, elle l'a activement encouragée. Le chef du gouvernement de l'Etat, Narendra Modi, a pratiquement appelé les forces Bajrang Dal du VHP à commettre des meurtres et des pogromes. Tout comme à Bombay en 1992-1993, la police du Gujarat a refusé d'intervenir à temps sachant très bien que cela allait conduire à un massacre. Elle a participé à des incendies, à des enlèvements, à des intimidations armées et à des meurtres. Dix fois plus de musulmans ont déjà été tués au Gujarat que d'Hindous assassinés à Godhra.

Pour des millions de citoyens, le Gujarat est devenu un véritable purgatoire. Les gorilles criminels du VHP ont pris le contrôle de plus de 30 villes et ont pu saccager, brûler et tuer à volonté. Partout la police restait introuvable. Encore une fois, le noyau dur des communalistes a suborné les représentants de l'Etat.

Si on ne sait pas grand chose sur ceux qui ont fait l'attentat de Godhra, on voit par contre clairement quelle en sont ses conséquences encore plus sanglantes. Malgré les liens bien connus entre le VHP, le RSS et le BJP, les médias mettent l'accent sur leurs dif-

férences.

Aux sources de l'extrémisme hindou

La source de toutes ces organisations est le Rashtriya Swayam Sevak Sangh (RSS) (17), fondé en 1925. Bien qu'il y ait des différences, cette organisation a beaucoup de choses en commun avec une organisation fasciste classique européenne. Au début, le RSS a adopté ce qui peut être décrit comme une version d'extrême droite de la politique gramscienne de conquête de l'hégémonie. La première tentative pour passer à une guerre de manœuvres a eu lieu en 1946-1948, au moment de la partition et de l'indépendance. Le RSS a entraîné et instruit militairement un grand nombre de ses membres de 1925 à 1948 mais les a tenu écartés des luttes anti-coloniales (18).

En 1946-1948 il chercha à attiser les flammes du communalisme et à lancer ce qui apparaît aujourd'hui rétrospectivement comme une tentative fasciste prématurée de prise de pouvoir. L'assassinat de Gandhi, même si le meurtrier, Nathuram Godse, n'était plus officiellement un membre du RSS, a précipité ces choses. A ce moment le dirigeant du RSS Golwalkar écrivit au ministre de l'intérieur Sardar Patel, qui était un nationaliste de droite, pour lui proposer un front uni pour une croisade anti-communiste. Si le RSS banni était re-légalisé, il promettait de se retirer de la politique. Après cet accord, le RSS ne se retira pas de la politique. Il développa toute une série d'organisations y compris une organisation de femmes et une organisation du travail. Son premier habillage électoral au niveau de toute l'Inde a pris la forme du Jan Sangh qui fusionna en 1977 avec un certain nombre de partis d'opposition bourgeois ou petit-bourgeois pour former le parti Janata et former ensuite un gouvernement du centre. Aussitôt le RSS mit en avant son programme. Cela devait conduire à un conflit et à l'éclatement du parti Janata ainsi qu'à la formation ultérieure du BJP.

12. Plusieurs centaines d'habitants de Godhra ont incendié le 2 février 2002 un train transportant des militants hindous du VHP, causant la mort de 58 personnes. Les militants du VHP rentraient d'Ayodhya où ils s'étaient rassemblés pour manifester leur soutien à la construction annoncée d'un temple hindou sur le site de la mosquée détruite en 1992. Les raisons pour lesquelles la foule a mis le feu au train restent floues.

13. Le 13 décembre 2001 a eu lieu un attentat terroriste à New

Delhi contre le Parlement.

14. Le BJP a perdu toute une série de législatives provinciales, dont celles de l'État clé d'Uttar Pradesh, où est située la ville d'Ayodhya.

15. Terroriste hindou.

16. L'attentat contre des hindous, a déclenché des pogromes anti-musulmans. Au total, plus de 800 personnes, en majorité musulmanes, ont été tuées dans le déchaînement de violences qui a suivi.

17. RSS : Corps national de volontaires. D'après des statis-

Après avoir fait semblant d'être proche du socialisme de Gandhi, le BJP se tourna vers une ligne Hindutva contrôlée mais constamment croissante.

Pendant ce temps, à partir des années 70, d'autres habillages ont été créés dont le plus important est le VHP (Viswa Hindu Parishad), formé en réaction au rejet par les castes inférieures (19) de l'hindouisme oppresseur et à leur conversion à d'autres religions. Cela était évidemment inacceptable pour les fondamentalistes hindous et le VHP s'opposa à ces conversions. Le VHP se donna aussi pour tâche de consolider les valeurs fondamentalistes chez les Indiens vivant à l'étranger. Beaucoup de minorités qui vivent en milieu étranger ont tendance à s'accrocher à un mélange curieux de valeurs archaïques et modernes qui est exploité par la VHP.

Partage des tâches

Ces dernières années, une séparation des fonctions a été introduite. Le BJP s'est fait de plus en plus accepter comme un parti responsable — non pas parce que Vajpayee et Advani (20) ont présenté un nouveau visage mais parce que la bourgeoisie, affrontant le déclin croissant de son parti traditionnel, le Parti du Congrès, a été obligée de se tourner vers le BJP.

Le RSS a été repeint par les médias aux couleurs d'une organisation sympathique de type culturel bien que d'innombrables commissions d'enquête aient établi que le communalisme hindou dont le RSS fait partie a organisé des émeutes.

Seul le VHP, et ses alliés du Bajrang Dal, qui sont carrément des brutes armées, sont présentés comme extrémistes.

La réécriture de l'histoire fait traditionnellement partie des activités du RSS. L'idée centrale qui accompagne l'Hindutva comme un phénomène de masse, est la présentation du musulman vivant en Inde comme un perpétuel "autre". Cette idéologie s'approprie en vrac des préjugés du passé et les combi-

tiques officielles disponibles, le RSS dispose actuellement de la force d'environ 2 millions de volontaires.

18. Le RSS n'adhéra pas à la politique de non-violence et de soutien à la minorité musulmane prônée par Gandhi.

19. Le système de castes hindou est divisé en quatre castes principales auxquelles s'ajoutent les « intouchables ».

20. Respectivement premier ministre et ministre de l'intérieur.

ne avec de nouveaux éléments, astucieusement présentés comme d'anciennes vérités, et diffuse cette soupe par les moyens médiatiques les plus modernes. Les Musulmans d'Inde deviennent presque exactement ce qu'étaient les Juifs du temps de la propagande nazie. Ils sont présentés comme indûment privilégiés — une accusation encore plus absurde ici qu'elle ne l'était en Allemagne où les Juifs avaient un rôle relativement important dans les cercles intellectuels et les milieux d'affaires.

Depuis l'indépendance de l'Inde, les musulmans sont très sous-représentés au niveau de l'élite. En dehors de toute réalité, leurs prétendus privilèges sont montrés comme le produit de la volonté des "pseudos-laïques" d'apaiser les musulmans. Dans les pages de l'agenda du RSS ont peut lire régulièrement des informations sur l'alliance des rouges et des verts c'est-à-dire des communistes et des musulmans, qui rappellent les dénonciations hitlériennes de la conspiration « judéo-communiste ».

Le passage à une guerre de mouvement a été considérablement facilité par le déclin du Parti du Congrès. Au début et au milieu des années 1980, Indira Gandhi puis Rajiv Gandhi ont essayé de jouer la "carte hindoue", communalisant l'appareil d'Etat à une échelle jamais égalée.

Ceci a directement préparé le terrain pour le coup de force du temple Ram qui est maintenant le fer de lance du VHP. Avant 1989, le Parti du Congrès lui-même avait déjà songé à utiliser la question du Ram. Ils actualisèrent l'épopée du Ramayana à l'aide d'une série télévisée pseudo-nationaliste. Les idoles qui ont été installées à l'intérieur de la mosquée aujourd'hui détruite de Babri Masjid en 1949 l'ont été avec l'accord du précédent régime du Congrès.

C'est ainsi que Rajiv Gandhi a pris une série de mesures aux conséquences politiques catastrophiques. Après le verdict de Sha Bano, lorsqu'une affaire de justice touchant les rapports hommes-femmes avait été largement déformée en une affaire opposant les communautés, le gouvernement de Rajiv Gandhi institua un décret qui avait pour but d'apaiser la communauté musulmane (21). Pour contrebalancer ce

21. Il s'agit d'une épouse répudiée à soixante-trois ans à laquelle son mari musulman refusait la pension alimentaire en se fondant sur la Sharia. La Cour suprême avait donné raison à la femme, au nom de la laïcité inscrite dans la constitution. Rajiv Gandhi, cédant à une mobilisation musulmane, fit voter une loi imposant le respect de la Sharia.

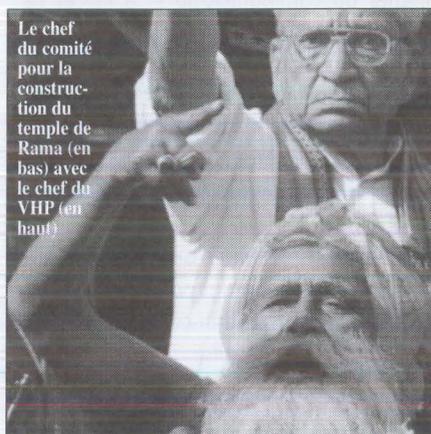
22. Terme qui désigne l'ensemble des couches inférieures opprimées, soit 230 millions de personnes.

geste, il voulut apaiser les nationalistes hindous en autorisant une cérémonie de dépôt d'une première pierre de fondation pour le temple d'Ayodhya. Tout ceci permit au RSS et à ses fronts de passer à l'offensive.

Aujourd'hui le gouvernement est dépendant au Parlement d'autres partis qui n'ont pas choisi l'option de l'Hindutva. C'est pour cela que l'on assiste à une approche à deux faces. Au Parlement, le Premier ministre donne des assurances. A l'extérieur, des bénédictions rituelles du temple Ram de Ayodhya sont autorisées pour permettre à la marmite de continuer à bouillir.

Compromis ou légitimation de l'extrémisme hindou ?

C'est dans ce contexte que nous devons analyser l'offre de « compromis » faite par le Shankaracharya Jayendra Saraswati de Kanchi, une instance très respectée dans la



foi hindoue. Alors que le VHP réclame que les Musulmans acceptent docilement que le temple de Ram soit construit sur le site où la mosquée a été détruite il y a 10 ans, le Shankaracharya propose l'établissement d'un dialogue entre les communautés hindoue et musulmane. Il pense que celles-ci doivent être représentées par le VHP d'une part et par le All India Muslim Personal Law Board d'autre part. Il a aussi proposé que soient données quelques garanties à la communauté musulmane. Cela est apparu pour beaucoup comme la voix de la raison contrastant avec les émeutes saccageuses menées par le VHP. Mais ce serait une erreur dangereuse d'emprunter cette voie car elle légitimerait et encouragerait les forces responsables des carnages auxquels nous avons assisté ces dernières semaines.

La proposition d'un « règlement » signifie en fait l'acceptation de la revendication du VHP d'être le représentant des Hindous de l'Inde. Si cela est fait, s'en est fini de la démocratie.

Beaucoup se démènent aujourd'hui

pour montrer que le compromis est raisonnable car il isolera les extrémistes du VHP et favorisera les soit-disant modérés. C'est une dangereuse bêtise. Présenter Vajpaye comme un « bon nationaliste », comme un homme d'Etat qui aurait abandonné les vues étroites du RSS en encourageant ce compromis, c'est aller à la catastrophe. Des secteurs croissants de la bourgeoisie encouragent les violations occasionnelles des droits des musulmans et des chrétiens (sans parler des communistes, des syndicalistes, des athées et autres farfelus qui se mettent en travers de la grande et glorieuse globalisation) et propulsent donc Vajpaye comme un défenseur des traditions laïques. Accepter que la médiation soit un compromis entre différents responsables religieux c'est la garantie pour qu'il n'y ait plus de place pour une politique laïque.

L'idée même que les Hindous constituent une communauté homogène est dangereuse. Cela revient à accepter l'inclusion forcée des Dalits (22) dans le giron hindou, en ignorant les occasions très nombreuses et variées où les Dalits ont combattu leur oppression depuis la fin du XIXe siècle. En réalité, le RSS a été créé autant pour contrer les revendications Dalit que pour combattre les musulmans. A quoi rime donc ce conflit ?

Même s'il était vrai (contrairement à ce que disent les érudits sérieux) qu'un général Babar ait fait détruire un temple de Ram, quelle doit être notre réponse ? Les rois ont commis beaucoup de crimes. Les rois ont exploité leurs sujets quelle que soit leur religion. Les rois de toutes les religions et même ceux qui n'en avaient pas ont tous utilisé la religion pour satisfaire leurs desseins politiques, ils ont détruit et fait construire des édifices religieux.

Restaurer le laïcisme

Un Etat moderne laïque doit avoir une attitude différente. On ne peut plus tenir les musulmans d'aujourd'hui en Inde comme responsables de cette prétendue destruction du temple de Ram par Babar, tout comme on ne peut tenir les Hindous d'aujourd'hui responsables d'autres prétendus crimes contre des lieux sacrés musulmans. Quel est le problème ? Ce n'est pas ce qui a pu se passer ou pas il y a plusieurs siècles, mais de savoir si le VHP a le droit de détruire par la force une mosquée existante, d'assassiner des Musulmans et d'en faire des citoyens de second ordre. Comme il n'en a évidemment pas le droit, le premier pas à faire pour restaurer le laïcisme et un retour à la normale est de l'interdire et d'arrêter tous ses dirigeants. ■

Une récession globale entre guerres et rébellions

Par
Claudio Katz*

La réunion annuelle du Forum Économique Mondial, qui a rassemblé 3000 dirigeants d'entreprises, banquiers et multimillionnaires en février dernier, à New York, a mis en évidence le changement de climat qui prédomine au sein de l'élite de la classe dominante. Le triomphalisme néolibéral qui caractérisait ces sommets a laissé place à un sentiment de vulnérabilité, d'incertitude et de malaise. Au lieu de faire l'éloge des privatisations, les patrons des grandes sociétés se préoccupent maintenant de l'aggravation des inégalités sociales et au lieu de se féliciter de la déréglementation des échanges, ils proposent de « *ne pas laisser le champ totalement libre au marché* ».

Le tournant vers un discours sombre de Soros, Brzezinski, Gates et d'autres tenants de l'optimisme capitaliste des années 1990, reflète l'impact de la crise et la montée en puissance de la protestation populaire contre la globalisation, dans une conjoncture marquée par quatre événements significatifs : l'extension de la récession globale, la faillite scandaleuse de l'entreprise nord-américaine Enron, la préparation de nouvelles guerres impérialistes en Orient et le soulèvement du peuple argentin.

Récession globale

Au début de l'année 2002, la récession économique mondiale s'est généralisée. Alors que la presse attribue cette crise aux attentats du 11 septembre, il est évident que ces événements n'ont fait qu'accentuer le ralentissement en cours de l'activité. On estime que la croissance du PIB mondial a atteint 2 % l'an dernier, soit un pourcentage très proche de celui qui avait caractérisé les trois pics de récession des dernières décennies (1,9 % en 1975, 1,2 % en 1982 et 1,4 % en 1991). En outre, le volume du commerce mondial qui progressait à un rythme annuel de 7 % depuis le début des années 1990, a stagné en 2001 et les investissements étrangers se sont réduits de moi-

tié par rapport à l'exercice précédent.

Le ralentissement en cours est synchronisé et touche simultanément les trois centres de l'économie mondiale. Aucune région, aucun secteur ne contrecarre la récession aux États-Unis qui touche également l'Europe et accentue la stagnation du Japon. Cette simultanéité est un effet de la mondialisation qui a renforcé l'intégration des économies centrales et accéléré la transmission des impacts récessifs. La crise s'est aggravée ces derniers mois, alors que les analystes en étaient encore, au milieu de l'année dernière, à disserter sur la poursuite d'une phase ascendante, et s'opposaient sur un atterrissage en douceur ou brutal de l'économie nord-américaine, tout en espérant que l'Europe agirait comme une locomotive de substitution aux États-Unis.

La majorité des analystes ne dramatise pourtant pas la récession actuelle jugée moins grave qu'en 1997-98. Face à l'effondrement en Asie, les pronostics les plus fréquents évoquaient une répétition de la crise des années 1930, alors que prévaut aujourd'hui l'impression que la crise accentuera la fracture sociale dans le monde, mais restera sous contrôle. Comme l'économie américaine avait enregistré une réaction surprenante au sortir de la crise asiatique, de nombreux analystes sont devenus plus prudents dans leurs prévisions pessimistes. Mais ces va-et-vient dans l'interprétation ne font que confirmer les hésitations des économistes qui s'expriment dans les grands médias. Leurs analyses sont en général très influencées par le changement d'humeur des investisseurs en Bourse et c'est pour cela qu'ils passent brusquement de l'euphorie à la dépression. Leur perte d'enthousiasme récente pour le néolibéralisme ne leur a pas servi à améliorer leur diagnostic de la réalité. Contrairement aux années 1990, le centre de la crise actuelle se situe dans l'économie nord-américaine et cela conduit à s'inquiéter davantage de ses effets à l'échelle internationale que lorsqu'il s'agit d'effondrements à la périphérie. Le problème numéro un est la santé de la première puissance mondiale est non pas l'impact d'un effondrement dans le

tiers monde.

Grandes sociétés US dans la ligne de mire

Après une décennie de croissance la récession nord-américaine a été reconnue officiellement aux États-Unis avec le constat de deux trimestres consécutifs de déclin de la production. Cette baisse du taux de croissance du PIB (de 3,5 % à 1,5 % entre 2000 et 2001) n'a pas pu être neutralisée par la succession inédite de onze baisses du taux d'intérêt qui l'ont conduit à son niveau le plus bas depuis 1994. La tendance à la baisse de tous les indicateurs, et en particulier le fort recul de la rentabilité des principales sociétés, confirment la gravité de cette récession.

Mais les effets les plus aigus de cette crise se concentrent sur certaines entreprises comme le géant de l'énergie Enron, qui vient de connaître la faillite la plus importante de l'histoire des États-Unis avec des pertes de 62,8 milliards de dollars. Ce qui marque cette affaire, c'est la fraude comptable qui a camouflé la faillite, dans la mesure où Enron enregistrait des bénéfices fictifs, en comptant dans ses bilans des actifs qui n'étaient que des bénéfices potentiels. La révélation publique de ce maquillage a provoqué un grand émoi : si les profits d'Enron étaient fictifs, quel est donc l'état économique réel des autres grandes sociétés ? On assiste actuellement à une révision complète des bilans de Tyco, General Electric, Ford et d'autres entreprises, dont les actions connaissent une forte baisse du fait de cette crise.

On a encore appris que les responsables de l'audit d'Enron ont été complices de la fraude à l'instigation du gouvernement Bush. La compagnie a financé la campagne électorale républicaine et ses dirigeants —

* Claudio Katz est économiste, professeur à l'Université de Buenos Aires, chercheur au Conicet (Conseil national de recherches d'Argentine), collaborateur à l'Université des Mères de la Plaza de Mayo et militant marxiste-révolutionnaire. Cet article a été traduit d'espagnol par P. Robs.

qui occupent des postes clé dans l'administration — ont défini une politique énergique sur mesure pour leur société. Le scandale politique en cours a été déclenché par le suicide d'un ancien dirigeant de la compagnie. Le cas Enron illustre à quel point les champions de la libre concurrence sont au cœur du plus grand réseau de corruption dans le monde. Les éminents critiques du « *capitalisme clientéliste asiatique* » et de la « *corruption en Amérique latine* » doivent reconnaître maintenant que la manipulation de l'appareil d'État au service de groupes capitalistes privilégiés est aussi une pratique dans leur propre pays. Il leur faudra un cynisme accru pour maintenir leurs réserves sur la transparence des marchés (1).

La chute d'Enron accentuée par ailleurs celle de Wall Street après l'exubérante décennie des années 1990. La bulle éclate aujourd'hui après dix ans de croissance spectaculaire de la valeur de ces titres (de 3 à 15 milliards de dollars) avec des sommets incroyables atteints par l'indice industriel Dow Jones (347 %) et le baromètre technologique Nasdaq (931 %)... Mais avec la récession depuis le milieu de l'an dernier cet indicateur est revenu à son niveau de départ. Cette baisse reflète l'ajustement de la valeur des actions à la rentabilité réelle des entreprises, mais elle répond aussi à la dynamique propre du cycle de la Bourse (2). Cette relative autonomie, manifeste dans le processus financier récent, caractérisait aussi les quatre grandes secousses financières qui ont frappé Wall Street (1989, 1997, 1999, 2001) et qui ont été suivies de fortes réactions de hausse, au lieu du crash général que beaucoup pronostiquaient.

Une crise de surinvestissement

Le surinvestissement est le trait dominant de la crise actuelle aux États-Unis. Pendant la période de prospérité de ces dernières années, la majorité des entreprises ont consacré des capitaux importants à la rénovation de leur parc de machines et à la restructuration du processus de travail. Ainsi, lorsque s'est déclenchée la récession, les entreprises se sont trouvées confrontées à des investissements démesurés, à des achats excessifs, à des stocks trop importants et à un fort endettement.

1. Andrew Pollack, "EnronOnline et l'économie pas si nouvelle", *Inprecor* n° 468/469 de mars-avril 2002.

2. Camejo analyse cette autonomie des cycles boursiers par rapport aux cycles de production. Peter Camejo, "On Brenner's theory of crisis", *Against the current* n° 80, mai-juin 1999.

3. Robert Brenner, "Estados Unidos : esperando la recesión", *Viento Sur* n° 55, marzo 2001.

Comme l'investissement s'était surtout concentré dans l'acquisition de nouveaux biens informatiques, dans les secteurs à haute technologie, la vague de faillites y est particulièrement significative et conduit à la fermeture de quelque 500 entreprises, à des licenciements massifs dans la Silicon Valley et à des fusions dans l'urgence. Cette situation ne manquera pas de faire accéder ce secteur à la « *maturité* », autrement dit à la substitution d'une concurrence multiple par une concurrence monopolistique. Parallèlement, dans l'industrie traditionnelle, les annonces de fermeture d'usines se sont multipliées, avec la réduction des postes de travail, en particulier dans l'aéronautique et l'automobile.

La récession actuelle est le produit du phénomène cyclique qui caractérise le fonctionnement irrationnel de l'économie capitaliste. Au cours des années 1990, on a enregistré des chiffres de croissance élevés, l'investissement s'est accru (de 12 % du PIB en 1960-1965 il est passé à 18 % en 1995-2000) et la productivité a significativement progressé (de 1,4 % en 1975-1990 elle est passée à 2,3 ou 2,6 % en 1995-2000). Mais l'heure est maintenant aux ajustements et toutes les entreprises qui avaient misé sur une croissance durable de leurs marchés se heurtent à des excédents de production.

Dans la récession actuelle, la baisse des investissements est plus importante que la contraction de la consommation. Cette contraction en effet n'a pas conduit à un effondrement et les niveaux de dépense dans le logement ou l'automobile restent élevés. Ce qui a pris fin, c'est la surconsommation frénétique des années 1990, avec l'augmentation de l'endettement des ménages atteignant 124 % des revenus en 1995, tandis que le service de cette dette atteignant son plus haut niveau depuis 15 ans. Cet « *effet pauvreté* » conduit à une contraction sévère du pouvoir d'achat des détenteurs d'actions, dont le nombre était passé de 52 à 84 millions de personnes entre 1989 et 1998. Le comportement des consommateurs (et leurs projets de dépenses) dépend aussi du niveau de l'emploi qui recule à grand pas. Pour le seul premier semestre de 2001, on enregistre plus de licenciements que pendant n'importe quelle année de la décennie précédente, et en septembre dernier un million de postes de travail ont été supprimés.

La faible probabilité que l'investissement et la consommation relancent la croissance font que les économistes comptent beaucoup sur les exportations, dont le rôle était resté secondaire dans la croissance des années 1990. Cette période avait été mar-

quée par le modèle du dollar fort et du déficit commercial financé par l'apport de capitaux étrangers. Les industriels et les exportateurs les plus internationalisés cherchent maintenant à renverser ce schéma en adoptant comme priorité le développement des ventes à l'étranger (3). Mais revenir à ce modèle (déjà mis en œuvre en 1985) n'est pas chose aisée, avec la nécessité de négocier une baisse du dollar avec les concurrents européens et japonais. Le cours du dollar est 60 % plus haut qu'en 1995 et toutes les tentatives de s'accorder sur une baisse programmée se sont heurtées à l'affaiblissement de l'euro et du yen. Ces rapports entre monnaies sont l'expression objective de l'affaiblissement de l'Europe et du Japon face aux États-Unis. C'est ce qui rend difficile un accord sur la baisse du dollar après une longue période de financement du déficit commercial et des investissements nord-américains par des capitaux étrangers.

Contradictions du tournant belliciste

Un large consensus prévaut dans la classe dominante aux États-Unis en faveur d'un tournant interventionniste pour freiner la récession par des mesures de réduction du coût du crédit et de stimulation fiscale. Libéraux et keynésiens sont d'accord pour recourir à l'État afin de contrecarrer la menace déflationniste. C'est ainsi que « *l'establishment* » soutient la décision de Greenspan de réduire les taux d'intérêt et écarte les mises en garde traditionnelles quant au danger inflationniste. Les divergences se concentrent sur les mécanismes de la politique anticyclique. Alors que les républicains veulent une réduction d'impôts de 100 milliards de dollars, les démocrates proposent d'augmenter de 200 milliards de dollars les dépenses publiques. Ces deux propositions trouvent leur limite dans la fonte rapide de l'excédent fiscal accumulé ces cinq dernières années. L'application combinée de ces deux options a réduit cet excédent de manière spectaculaire, et le nouveau budget envisagé par l'administration Bush prévoit des déficits fiscaux dès cette année. Ce changement menace sérieusement toutes les tentatives de trouver un modèle quelconque permettant de prolonger la croissance des années 1990, vu que la stabilité du dollar et le financement de la dette publique dépendent de l'équilibre budgétaire. Toute la classe dominante s'accorde aussi à recourir aux dépenses militaires pour lutter contre la récession et c'est ainsi qu'on assiste à la plus importante course aux armements de ces 20 dernières années.

Bush a dépoussiéré le programme de défense antimissiles et autorisé la fabrication d'une nouvelle génération « *d'armes intelligentes* ». Le Pentagone se substitue également à la demande du secteur civil dans la Silicon Valley, avec la production à des fins militaires qui permet de répondre à la saturation du marché informatique et impulse une nouvelle phase d'innovation technologique. Après le 11 septembre, le « *complexe militaro-industriel* » retrouve un rôle clé dans l'économie et la guerre en Afghanistan a contrecarré la chute de la Bourse. Le réarmement influe directement sur l'état général des affaires, mais vu la dimension réduite des troupes engagées dans ces nouvelles guerres informatisées, il est difficile de prédire l'effet final de la demande militaire (4). Elle peut jouer un rôle de relance comme cela avait été le cas pendant la guerre de Corée ou précipiter au contraire un processus inflationniste comme pendant la guerre du Viêt-nam. Dans l'immédiat, l'ensemble de la classe capitaliste opte avec enthousiasme pour les dépenses militaires.

Le tournant interventionniste actuel aussi bien civil que militaire est très différent du keynésianisme classique dans la mesure où il ne s'accompagne d'aucune amélioration sur le plan social. Au sortir d'une décennie d'agressions brutales contre les conquêtes ouvrières, Bush prétend aggraver cette régression sociale et augmenter le taux d'exploitation. Au cours des années 1990, la proportion de travailleurs en situation précaire, sans protection sociale a doublé jusqu'à atteindre le tiers du total. Le salaire moyen est resté au-dessous de la moyenne des années 1970 et a progressé beaucoup plus lentement qu'en Allemagne ou au Japon. Alors que la durée du travail diminuait dans pratiquement tous les pays de l'OCDE, elle est passée aux États-Unis de 1883 à 1966 heures annuelles entre 1980 et 1997 (5). La pauvreté (12,7 %) reste à un niveau supérieur à celui des années 1970, dépasse le niveau de tous les autres pays développés et touche particulièrement les minorités noire et hispanique (36 % et 34 % respectivement). Avec deux millions de personnes dans les prisons, on a une autre illustration de l'étendue de l'exclusion sociale. Cette dégradation sociale a contribué à la reconstitution du taux de profit durant la décennie passée, mais sa consolidation aujourd'hui a un effet récessif dans la mesure où le marché intérieur est la destination principale du gros de la production des États-Unis (6).

La façon dont se combineront la crise de surinvestissement, la rétraction de la consommation, le tournant vers l'exporta-

tion, la relance belliciste et la polarisation croissante des revenus déterminera le caractère de la récession : forte mais de courte durée, avec une reprise avant la fin de cette année, ou longue, aussi durable que la période de croissance qui l'a précédée. Les indices conjoncturels disponibles sont très contradictoires et suggèrent des tendances aussi bien dans l'une que dans l'autre direction. Mais si tous les économistes hésitent autant à donner un diagnostic sur l'évolution de la récession globale c'est que l'ensemble de l'économie mondiale se trouve dans un état de dépendance exceptionnel vis-à-vis du cycle aux États-Unis. La mondialisation en cours a fait progresser la part des exportations dans le PIB de ce pays de 3,1 % en 1990 à 6 % en 2000. Dans les secteurs



de haute technologie, par exemple, la demande aux États-Unis absorbe 60 % du marché des ordinateurs et détermine entièrement la situation conjoncturelle.

Cette domination ne découle pas exclusivement à l'hégémonie militaire, et ne se limite pas non plus à contrecarrer le déclin économique des États-Unis (7). Tous les privilèges dont bénéficie la première puissance — avant tout dans la domination du dollar comme monnaie mondiale et le financement extérieur du déficit — reposent sur une infrastructure productive plus solide que celle de ses rivaux. Le flux des capitaux vers le dollar n'est pas dicté seulement par les contraintes imposées par le cours belliciste mais aussi par l'espérance de gains supérieurs qu'offre encore l'économie dominante de la mondialisation. Les États-Unis ont pu financer leur prospérité sur le dos du reste du monde parce qu'ils ont consolidé leur suprématie en jouant le premier rôle dans la révolution technologique et les gains de productivité. Ils s'apprennent maintenant à utiliser ces mêmes armes pour faire retomber la crise sur leurs concurrents, en exportant la

récession au reste du monde et en la limitant sur le plan intérieur. Ce projet n'aboutira que s'ils établissent un rapport de forces suffisant face à leurs concurrents du vieux continent.

Indétermination européenne

L'espoir que la croissance européenne contrebalance la récession aux États-Unis n'est plus d'actualité. Les prévisions initiales d'une croissance de 2,9 % pour cette année ont été démenties par l'évolution de la situation et le PIB de l'Europe devrait augmenter de 1,6 %, soit à peine plus que celui des États-Unis. L'activité stagne au niveau le plus bas des dernières huit années, particulièrement en Allemagne, sans que la France ou l'Italie puissent compenser ce ralebtissement. Les économistes qui prédisaient une « *désynchronisation positive* » de l'économie européenne relativement à l'économie américaine se sont trompés. Ni les effets de rattrapage dont bénéficie encore le vieux continent face à la prospérité des États-Unis, ni l'étendue du marché interne de la zone euro n'ont pu compenser le degré d'intégration économique Europe-USA.

Le comportement décevant de l'Europe est aussi lié, à court terme, à la dureté de la politique monétaire imposée par la Banque Centrale Européenne (BCE), récemment créée, pour assurer le passage à l'euro. Alors que la Réserve Fédérale américaine a procédé à plusieurs réductions des taux d'intérêt et accordé d'énormes subventions aux entreprises pour limiter la récession, la BCE n'a accepté de desserrer le verrou monétaire qu'à petites doses et avec beaucoup de retard. Ce contraste exprime la situation radicalement différente des deux grandes puissances. Alors que la politique anti-récessive de la BCE est limitée par la priorité donnée à la construction de l'Union européenne dans le cadre des contraintes budgétaires définies à Maastricht, les USA disposent d'une structure de gestion anticyclique et

4. Paulo Nakatani, "La guerra y la crisis económica", *Herramienta* n°18, verano 2001-2002.

5. L'aggravation du taux d'exploitation est analysée dans : Ken Hudson, "The disposable worker", *Monthly Review*, vol. 52, n° 11, avril 2001 ; Michael Yates, "The new economy and the labor movement", *Monthly Review*, vol. 52, n° 11, avril 2001 ; Mark Hunter, "Los asalariados y el tiempo", *Le Monde Diplomatique* (éd. argentine), enero 2000.

6. Chris Harman, "The new world recession", *International Socialism* 93, december 2001.

7. Cette analyse se démarque de celle de James Petras qui établit un rapport direct entre expansion impérialiste et recul économique des États-Unis. "La revolución de la información, la globalización y otras fábulas", *Voces y culturas*, n° 17, 1er semestre 2001.

bénéficient d'une marge de manœuvre élargie du fait des réserves accumulées pendant les années 1990.

Par comparaison, la relance européenne des années 1996-2000 est restée extrêmement limitée de tous les points de vue. Alors que le taux d'investissement doublait aux États-Unis, il n'a progressé que de 16 % en Europe et les dépenses dans le secteur des technologies de l'information qui représentent 8 % du PIB aux États-Unis n'atteignent que 5 % en Europe. L'amélioration du taux de profit dans le vieux continent est restée en-deça de celle des USA et le rythme de croissance de la consommation y a été significativement plus bas. Ces contrastes tendent à se maintenir au début de la décennie actuelle.

Mais ces disparités ne doivent pas occulter le fait que l'unification européenne est un succès pour la classe dominante du vieux continent. La Communauté donne corps à un projet relativement inespéré de relance du capitalisme européen. L'unification vise à défier l'hégémonie nord-américaine par la formation d'un centre de coordination des bourgeoisies européennes. Cette centralisation a été engagée il y a plusieurs décennies avec le marché commun, la coordination des politiques agricoles et le renforcement des liaisons industrielles entre les 300 principaux groupes. Mais le grand saut qualitatif s'est produit avec les accords de Maastricht (1992), la création de la Banque Centrale (1999) et le passage à l'euro (2001). L'euro met un terme aux formes antérieures de coopération monétaire (le serpent, les marges de fluctuation, les dévaluations concertées) et repose sur des normes très strictes en matière d'orthodoxie budgétaire (déficit limité à 3 % du PIB et dette publique à 60 %) avec pour objectif d'offrir une alternative au dollar (8). Sans ce dispositif les bourgeoisies européennes ne peuvent pas rivaliser avec les USA car, malgré leur capacité à constituer un conglomérat puissant, héritier de leur hégémonie coloniale passée, il leur manque une structure étatique centralisée. Jusqu'ici, on a seulement creusé les fondations de l'Union dont la construction

ne se fera qu'en dépassant des contradictions aiguës dans trois domaines.

En premier lieu, les débuts de l'euro sont décevants. C'est vrai qu'il représente la plus importante opération de substitution monétaire de l'histoire et qu'il a un fort impact sur le plan symbolique et politique (la monnaie de l'État à venir). Mais le projet initial d'établir la parité avec le dollar s'éloigne toujours davantage, dans la mesure où la rigueur budgétaire de la BCE n'a pas permis jusqu'ici de contrecarrer l'attrait de la devise nord-américaine. L'hégémonie du dollar reflète la suprématie économique des USA. La moitié des exportations, les quatre cinquièmes des transactions commerciales et 60 % des réserves sont stipulées en dollars. Pour essayer de mettre fin à cette hégémonie, l'Europe a besoin de forger une monnaie forte, ce qui oblige la BCE à appliquer des politiques restrictives alors que sa rivale, la FED, peut soutenir l'expansion. En pleine contraction du PIB mondial, la naissance de l'euro prend la forme d'un baptême récessif.

En deuxième lieu, le problème épineux de l'intégration de la Grande-Bretagne à l'euro reste suspendu à un référendum prévu en 2003. Cette intégration a été refusée avec force par les capitaux financiers de la City qui veulent préserver leur autonomie d'action. L'entrée de la Grande-Bretagne donnerait une touche finale à l'Union européenne, non seulement en remettant en cause par sa présence le leadership franco-allemand mais aussi en atténuant les affrontements avec les États-Unis. Dans une telle configuration, le projet inter-européen resterait très dépendant de la solide alliance anglo-américaine.

En troisième lieu, rien n'est encore tranché quant à l'élargissement vers les pays de l'Est et au nombre de candidats, parmi les douze de cette région, qui intégreront finalement l'Union dans les cinq prochaines années. Les premiers sur la liste — Pologne et Hongrie — doivent encore se conformer aux dures injonctions en matière budgétaire (se plier aux critères de Maastricht, renoncer au protectionnisme agricole) et les pays les plus pauvres déjà intégrés (Portugal, Grèce) doivent absorber les effets négatifs de cet élargissement. Mais ces contradictions n'inversent pas la tendance dominante vers l'unification communautaire, parce que celle-ci est nécessaire à la bourgeoisie européenne pour pouvoir défier les États-Unis (9). Plus que la réalisation de cette union, c'est sa capacité compétitive face au rival américain qui est en jeu.

Le projet impérialiste européen passe, en outre, par une défaite de la classe ouvrière la mieux organisée, dotée de la plus longue

tradition politique et forte des conquêtes sociales les plus remarquables à l'échelle mondiale. Même si l'offensive néolibérale a sévèrement amputé ces conquêtes et introduit des normes de flexibilité du travail (en particulier en Angleterre, en Espagne et en Hollande), le paysage du monde du travail y reste très différent de la situation aux États-Unis. Une vaste résistance ouvrière a fortement limité les attaques patronales sur tous les plans (salaires, durée du travail, congés payés, etc.). Le principal objectif capitaliste de l'unification est précisément de retourner cette situation en créant une « Europe puissance » sur les ruines de « l'Europe sociale ».

La remilitarisation du continent et la création d'une nouvelle armée européenne complémentaire du gendarme américain renforcent cette tendance. L'organisation institutionnelle de l'Union européenne va également dans cette direction. Les trois principales puissances (Allemagne, France et Grande-Bretagne) resserrent les rangs pour constituer un exécutif très sélectif et n'ont pas la moindre intention de partager une quelconque parcelle de pouvoir avec la multitude des membres de second rang de la Communauté. Les instances délibératives se dissolvent au sein d'une structure sans cesse plus hiérarchisée et autoritaire. Mais comme la bureaucratie qui pilote cette transformation n'a pas l'autorité politique acquise au fil des siècles par les classes dirigeantes de chaque État national, la construction d'un nouveau système supranational se heurte à des tensions et des conflits de grande ampleur.

Fragilité structurelle du Japon

Le Japon représente le maillon critique de la récession globale dans les économies développées. L'année 2001 s'est achevée avec une croissance nulle du PIB pour la dixième année consécutive, mettant à mal pour la nième fois les plans gouvernementaux de relance. Les investissements restent au point mort, la consommation ne répond pas et la production n'augmente pas non plus. Contrairement aux États-Unis, ce recul ne fait pas suite à une période de prospérité. Il renforce au contraire une longue dépression, dont l'ampleur est significativement supérieure à la stagnation que connaît l'Europe. Depuis 1992, la croissance annuelle du PIB japonais oscille autour de 0 à 2 % alors qu'elle était de 6 à 8 % dans les années 1970 et 1980. La crise a commencé avec l'éclatement de la bulle qui avait gonflé les cours de la Bourse et de l'immobilier, aggravée ensuite par la faillite bancaire potentielle qu'engendre l'endettement général des

8. Greg Albo, Alan Zuege, "European capitalism today", *Monthly Review* n°3, vol 51, july-august 1999.

9. Les articles de François Vercammen sur ce processus sont très éclairants. François Vercammen, "L'Euro est là", *Inprecor* n° 425, juin 1998 ; "Nouvelle étape : l'Europe puissance", *Inprecor* n° 441, novembre 1999 ; "Le sommet de Nice", *Inprecor* n° 452, novembre 2000 ; "Devant le grand saut : pseudo-débats et offensive capitaliste", *Inprecor* n° 459/460, juin-juillet 2001 ; "Union européenne et guerre américaine", *Inprecor* n° 465, décembre 2001.

entreprises.

Cette crise, pour autant, ne met pas fin au statut de puissance acquis par le Japon avec l'accumulation d'énormes excédents commerciaux, de gigantesques réserves et de quantités considérables de bons du trésor américain. Mais la gravité de la crise peut conduire à un changement radical de la place qu'occupe le Japon dans l'économie mondiale depuis plusieurs décennies.

Pour la première fois depuis longtemps la crise a pris une dimension sociale. Le vieux modèle paternaliste d'emploi à vie dans les grandes entreprises et d'un niveau d'emploi élevé dans les petites connaît une érosion avec la progression de la flexibilité de l'emploi, la délocalisation des usines et la progression du chômage. En dix ans, le chômage est passé de 2 % en 1991 à 5 % aujourd'hui et atteint le niveau le plus élevé depuis 1953. On voit des manifestations inédites de pauvreté, de mendicité et d'indigence et la « culture du travail » très policée se fracture sous l'effet de la récession.

Le modèle industriel japonais fondé sur le protectionnisme, les subventions, un taux d'épargne démesuré, la garantie de l'État accordée au système bancaire et la gestion croisée des entreprises, est menacé par la durée de la crise et l'incapacité des acteurs de ce système (entreprises, bureaucratie et parti officialiste) à remonter la pente. Les pressions nord-américaines visant à tirer profit des mesures de dérégulation (privatisations des services publics, ouverture des importations, internationalisation des banques, association internationale des grandes entreprises) accentuent la crise. La classe dominante japonaise cède devant ces pressions, mais ne renonce pas à ses structures propres de pouvoir et n'abandonne pas ses positions clé. Ces oppositions ne peuvent se régler rapidement, dans la mesure où le Japon n'est pas un pays du Tiers-Monde qui se plierait servilement aux exigences du Département d'État (10). Mais il est clair que dans la compétition internationale, le Japon ne peut pas faire front aux États-Unis, ni même concevoir un projet stratégique alternatif comme essaie de le faire la bourgeoisie européenne. Cette incapacité tient d'abord à la faiblesse structurelle de l'impérialisme japonais. Le Japon ne dispose pas d'une force militaire significative et son essor économique ne s'est pas accompagné d'un plan cohérent de domination régionale. Il régit le marché asiatique, dominé par l'ASEAN, mais ne cherche pas à faire du yen une devise alternative au dollar. Le contraste entre l'intervention des États-Unis face à la crise mexicaine de 1994 et le comportement japonais face à la crise du Sud-Est asiatique de 1997-

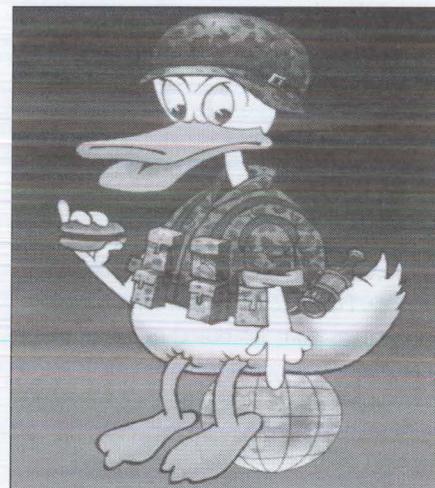
1998 est très symptomatique. Même au plus fort de la crise de la région, le Japon ne s'est pas substitué au FMI (et au dollar) dans les opérations de sauvetage des banques et de restructuration de la dette. La classe dominante japonaise a conquis des positions dans l'économie mondiale, sans pour autant se positionner dans la compétition internationale face aux États-Unis et à l'Europe. Son appareil impérialiste est particulièrement fragile.

C'est cette faiblesse qui explique pourquoi le Japon a dû en rabattre dans toutes les négociations avec les États-Unis. A partir de 1997, il a accepté l'arrivée de compagnies nord-américaines dans le commerce de détail, le secteur financier et sur le marché boursier (18 % des actions sont entre des mains étrangères). Il a aussi perdu le contrôle absolu de son industrie automobile (sur neuf entreprises, deux seulement restent japonaises). Les limites de ces concessions se trouvent dans l'existence d'un système bancaire encombré d'une foule de débiteurs incapables de faire face aux échéances, système que les États-Unis cherchent à démanteler pour prendre possession des entreprises les plus rentables.

La deuxième cause de la faiblesse structurelle du Japon tient à l'absence d'un marché interne offrant un niveau de consommation comparable à celui des États-Unis ou de l'Allemagne. C'est cette étroitesse qui explique pourquoi la réaction de la demande est si faible face aux mécanismes keynésiens mis en œuvre successivement pour réduire le taux d'épargne et augmenter le niveau de consommation de la population. Alors que les taux d'intérêt sont maintenant négatifs, la consommation reste bridée. C'est que toute la structure économique du pays est construite autour d'un modèle d'austérité exportatrice. L'absence d'un dispositif de consommation massive de type « fordiste », comparable à celui des économies occidentales les plus développées, a permis au Japon d'atteindre son statut actuel de puissance commerciale. Mais c'est cette même singularité qui lui interdit de bloquer la récession qui le touche en faisant appel à une relance de la demande. La durée de cette crise confirme les énormes obstacles qui empêchent ce pays d'agir sur les deux terrains. Le recours massif à la consommation menacerait, en effet, les avantages acquis sur le plan des exportations.

La fragilité structurelle du Japon face aux États-Unis est un élément souvent négligé dans les analogies établies entre l'actuelle récession américaine et la crise japonaise des années 1990 (11). On se contente trop souvent de relever les similitudes des « bulles »

dans les secteurs boursiers et immobiliers, sans prendre en compte les énormes différences sous-jacentes au même phénomène d'opérations spéculatives. Les deux pays sont confrontés à un même processus de surinvestissement et, par-là même de croissance financière démesurée, mais avec des points de départ totalement opposés. La suprématie de l'impérialisme américain contraste avec la position subordonnée du Japon dans le cadre de la mondialisation actuelle. Toutes les recherches alternatives d'issue à la crise japonaise sont hautement risquées car la « crise de liquidité » se prolonge au-delà de la mise en œuvre des mécanismes keynésiens classiques pour encourager la relance. On ne peut plus se contenter de baisser les taux d'intérêt ni de lancer des plans pour encourager la consommation alors que la dette publique approche 130 % du PIB. C'est ce qui conduit à multiplier les propositions d'une épuration drastique de la dette en jouant sur les effets



inflationnistes d'une dévaluation (12). Une autre variante vise à déclencher une avalanche de faillites bancaires, en prenant acte de l'impossibilité de recouvrer un total de 104 milliards de dollars de dettes et en recourant à la suppression de près d'un million de postes de travail.

L'issue de ce processus à moyen terme est très lié à la trajectoire de l'économie chinoise, qui représente dorénavant une pièce maîtresse du casse-tête régional. La position qu'occupera le Japon en tant qu'allié ou rival du géant chinois sera l'élément clé de cette redistribution des rôles. La Chine qui, au

10. William Tabb, "The end of the Japanese post-war system", *Monthly Review* n° 3, vol 51, July-August 1999.

11. Cette comparaison est suggérée par : Robert Brenner, "The boom and the bubble", *New Left Review* 2, n°6, dec. 2000.

12. P. Krugman encourage ces propositions (*La Nación*, 19-7-01, 15-8-01, 4-8-01, 25-6-01).

terme de deux décennies d'un taux de croissance exceptionnel de 7 à 8 % par an, est devenue le principal pays destinataire d'investissements étrangers, occupe une place privilégiée dans le commerce mondial, dans l'ensemble de l'économie asiatique et joue un rôle clé dans le devenir de la crise japonaise.

Débâcle continue des pays de la périphérie

Les pays périphériques sont les plus touchés par la récession généralisée et pâtissent durement des effets récessifs de la crise financière. Les mouvements de capitaux vers le Tiers-Monde sont en recul et toutes les négociations sur la dette extérieure se sont durcies. Les vagues d'investissements vers les pays sous-développés qui visaient à compenser la perte de rentabilité des économies des pays dominants, ont également été freinées par la crise des pays périphériques dans les années 90 et les capitaux migrants restent à l'abri dans les refuges que leur offrent les pays développés. La récession étrangle par ailleurs la demande des produits d'exportation de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine.

La récession globale tend surtout à freiner la reprise enregistrée par les économies du Sud-Est asiatique après le krach de 1997-1998. Les exportations, qui représentent 37 % du PIB de cette région, sont largement concentrées dans les branches les plus vulnérables et dépendent fortement du marché nord-américain. La Russie dont l'économie a également été fortement affectée par la crise des années 1990 enregistre une certaine croissance de son PIB. Mais cette amélioration n'est que l'effet conjoncturel d'une hausse des prix du pétrole et ne suffit pas à inverser le cours récessif de cette économie. La tragédie des pays africains s'aggrave au fil des jours. En Amérique latine la croissance des exportations est tombée de 12 à 2 % l'année dernière, l'investissement étranger a reculé et la croissance du PIB, de 0,5 % en 2001, ne devrait pas dépasser 1,1 % dans l'exercice en cours.

La crise la plus importante des pays de la périphérie touche aujourd'hui l'Argentine. Au cours des deux dernières années, 3000 entreprises ont fermé leurs portes et plu-

sieurs dizaines se sont expatriées. On estime la chute du PIB à 3,5 % en 2001 et de 7 à 9 % en 2002. Le chômage, officiellement de 20 %, s'élève en fait à 40 % si on prend en compte les emplois à temps partiel. Sur les 14 millions de pauvres que compte le pays, plus de 4 millions vivent dans l'indigence, ce qui veut dire qu'ils n'ont même pas les ressources nécessaires pour se nourrir. Les employés du secteur public sont soumis à une indexation de leurs revenus sur les recettes budgétaires, ce qui a conduit à une baisse nominale de leurs salaires et à une réduction des dépenses de l'État en matière sociale telle que la majorité de la population ne bénéficie plus d'aucune couverture médicale. Les réductions de salaire ont pulvérisé les conquêtes ouvrières et, en province, les salaires sont payés en bons dévalués. Cette crise marque un nouvel épisode de l'effondrement des « marchés émergents ». Tous les éléments de la débâcle actuelle — fuite des capitaux, faillites bancaires, cessation de paiement de la dette extérieure, absence d'autonomie monétaire et budgétaire — sont présents dans la crise argentine. Ici aussi, la racine des désastres financiers se trouve dans la chute des prix des matières premières, le démantèlement de l'appareil industriel et la perte de positions sur le marché mondial (13).

La cessation de paiement de la dette extérieure rapproche la crise argentine de l'ensemble des effondrements d'économies de la périphérie. Après avoir tenté de multiples renégociations de ce passif, le pays, confronté à un durcissement des exigences de remboursement fixées par le FMI, se retrouve en « cessation de paiement ». La dette, qui dépasse la moitié du PIB, représente l'équivalent de 5 années d'exportations et s'est encore scandaleusement aggravée avec les privatisations. Le paiement des intérêts renforce le cercle vicieux des ajustements qui conduisent à de nouveaux ajustements. L'année dernière, en se conformant aux exigences des créanciers, on a bloqué toutes les possibilités de relance au terme de quatre années d'une récession sévère et l'échec des dernières négociations avec le FMI a conduit à l'effondrement actuel.

Une particularité du « modèle argentin » par rapport aux autres pays de la périphérie tenait à la convertibilité de sa monnaie. Il s'agissait d'instrumentaliser l'ouverture commerciale génératrice d'importations, les privatisations et la dérégulation par le biais de politiques déflationnistes. La dévaluation récente a mis fin à cette expérience et imposé un transfert brutal de revenus, du monde du travail vers les secteurs capitalistes. Ce

processus prendra un caractère inflationniste si le taux de change ne s'envole pas (comme cela s'est produit au Brésil) ou hyperinflationniste si la dévaluation de la monnaie nationale devient incontrôlable (comme en Équateur, en Indonésie ou en Russie).

La crise argentine a donné lieu à une confiscation de l'épargne des classes moyennes qui vise à consacrer ces ressources au sauvetage du système bancaire et à l'épongement des dettes des entreprises dont le coût fiscal est incalculable. L'Argentine est aussi le cobaye de la nouvelle politique du FMI qui vise à la mise en cessation de paiement des pays les plus endettés. Plutôt que de continuer à aider les banques créditrices par des mesures de refinancement, le FMI pousse à la cessation de paiement qui permet d'imposer des ajustements brutaux aux débiteurs.

Cette politique passe par l'introduction d'une nouvelle législation internationale qui prendrait acte de la déclaration de faillite d'un pays, ce qui permettrait aux grandes banques de profiter de la crise pour écarter leurs concurrents plus faibles (fonds d'investissement, « fonds charognards ») en excluant tout recours judiciaire. Les entreprises les plus puissantes se préparent à monopoliser les futures opérations de rachat des titres des nations les plus touchées car, comme l'attestent les cas de la Russie et de l'Équateur, les affaires financières ne s'arrêtent pas pour si peu. La débâcle argentine obéit à trois causes convergentes : les crises périodiques du capitalisme, l'insertion de ce pays dans les économies périphériques et la politique néolibérale de la dernière décennie. Le « modèle » appliqué pendant cette période a aggravé les déséquilibres résultant de l'appropriation systématique de la valeur créée dans le pays par de grands groupes des pays développés, alors que s'aggravent les turbulences du capitalisme dans sa globalité.

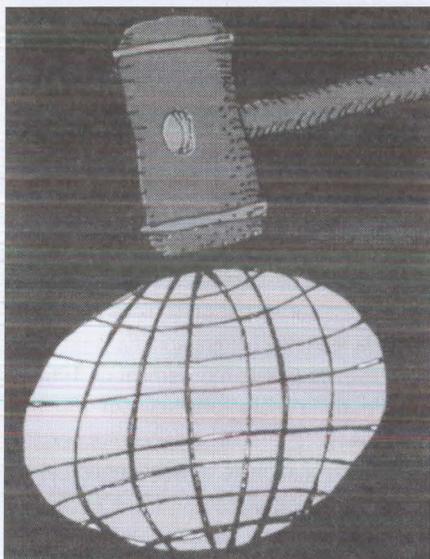
L'effondrement de l'Argentine s'inscrit dans la tendance à une polarisation croissante des revenus qui caractérise la mondialisation à l'œuvre et touche tous les pays sous-développés. On peut prévoir que ce recul des économies périphériques se poursuivra sous la forme soit d'une récession aiguë soit d'une crise davantage contenue. La question la plus ouverte est de savoir dans quelle mesure ces débâcles peuvent atteindre les pays développés.

Issues possibles de la récession

La récession globale a conduit à un ralentissement général et synchronisé dans les quatre grandes zones de l'économie

13. Claudio Katz, "Las crisis recientes en la periferia", *Realidad Económica* n° 183, octobre-novembre 2001, Buenos Aires. Sur la situation en Argentine : Claudio Katz, "Las alternativas de la crisis económica" (18 de noviembre 2001) ; "La significación de l'argentino", *Inprecor* n° 466/467 de janvier-février 2002 ; "Duhalde ou la dernière cartouche du péronisme", *Inprecor* n° 466/467 de janvier-février 2002.

mondiale, sans pour autant uniformiser la réaction de chacun face à cette crise. Forts de la consolidation de leur hégémonie, les États-Unis cherchent à exporter leur crise de surinvestissement, alors que l'Europe s'efforce de dépasser les contradictions aiguës de son unification tardive, que le Japon ne trouve pas d'issue à sa dépression structurelle et que les pays de la périphérie s'enfoncent dans une débâcle de plus en plus catastrophique. Jusqu'ici, la récession généralisée s'apparente davantage aux crises antérieures de la moitié des années 1970, ou du début des années 1980 et du début des années 1990, qu'aux effondrements des pays périphériques dans la dernière décennie. Elle présente les traits généraux des trois crises antérieures et n'atteint pas le degré d'effondrement propre aux pays de la périphérie... Tant que cette caractérisation restera valable, la crise sera grave mais sans que les



catastrophes qui frappent l'Argentine ou l'Indonésie ne s'étendent aux États-Unis ou à l'Europe.

Une généralisation à l'échelle mondiale de l'effondrement de certaines économies de la périphérie présuppose trois conditions qui ne sont pas remplies à ce jour dans les pays développés : un effondrement incontrôlable des places boursières, l'impossibilité de recourir à l'État pour secourir les banques et les entreprises en faillite et la fin de la coordination du cours des monnaies entre les différentes grandes puissances. Un dérèglement brutal sur ces terrains provoquerait une explosion, mais ce n'est pas ce qui se dessine à court terme. Une telle explosion serait annoncée par des symptômes marquant clairement le passage des crises polarisées des années 1990 à des désastres susceptibles de frapper un pays développé. C'est le Japon qui est le plus susceptible de connaître une crise de cette ampleur, mais là

encore cela suppose un saut qualitatif de la récession prolongée qui le frappe à une débâcle type Tiers-Monde (14). Notre diagnostic d'une crise grave mais contrôlée à un horizon prévisible s'oppose à ceux qui n'y voient qu'un dysfonctionnement conjoncturel des mécanismes de nouvelles modalités d'accumulation déjà à l'œuvre (15). Une telle vision ne permet pas d'expliquer l'ampleur des déséquilibres actuels, leur répétition dans des délais aussi courts et leur localisation en différents points de la planète. Mais il ne serait pas non plus correct de déduire de la crise actuelle l'imminence d'un crash financier, en particulier si un tel pronostic se basait exclusivement sur le caractère incontrôlé de la spéculation internationale (16). Souligner l'instabilité financière actuelle sans en rechercher les fondements dans le processus de production ne permet pas de comprendre pourquoi la crise prend des formes aussi différentes d'une zone de l'économie mondiale à l'autre. Mais il est indiscutable que les trois variantes possibles de la récession globale à court terme — aggravation, atténuation ou explosion — ne dépendent pas exclusivement des contradictions économiques du capitalisme. Les processus politiques et militaires jouent, en effet, un rôle majeur dans l'évolution de la conjoncture.

La guerre à nouveau au premier plan

La guerre occupe à nouveau un rôle explicite dans les instruments de domination de la classe capitaliste. Pour la troisième fois au cours de la dernière décennie, une large coalition de forces a conduit une opération belliciste impérialiste qui, en Afghanistan, a largement dépassé les interventions dans le Golfe ou les Balkans. Les visées dominatrices n'ont pas été dissimulées sous des prétextes humanitaires, ni déguisés sous le drapeau de la « lutte contre les narcotrafiquants », comme dans la plupart des opérations de l'après-guerre froide.

Bien évidemment, les États-Unis justifient par la lutte anti-terroriste leur intervention en Afghanistan et le début de leur mainmise sur l'ensemble de l'Asie centrale. Mais leur volonté de contrôler directement les ressources pétrolières de la région est évidente (elles seraient du même ordre que celles de l'Arabie Saoudite). L'impérialisme nord-américain s'est trouvé derrière tous les conflits qui ont ensanglanté les peuples de la région, détruit leurs économies et renforcé le pouvoir de négociations des compagnies pétrolières (guerre Iran-Irak, Mudjahidines contre l'ex-URSS, guerre du Golfe, embargo

et bombardements contre l'Irak). Par ces guerres, les USA ne se contentent pas d'affaiblir l'OPEP, ils affaiblissent aussi leurs rivaux européens qui sont hautement dépendants de leurs approvisionnements en brut dans cette région (17).

Par le biais des accords réalisés pour mener ces opérations guerrières dans la région, les États-Unis renforcent leur hégémonie mondiale, consolident l'axe anglo-américain, réaffirment le rôle de l'OTAN et repoussent la possibilité de formation d'une armée européenne. Ce leadership militaire leur a permis de faire montre d'une parfaite arrogance sur tous les terrains (refus du protocole de Kyoto sur le réchauffement de la planète, abandon des négociations susceptibles de léser leurs intérêts sur la question du Sida, vetos à l'ONU, imposition de leur point de vue à l'OMC). Les États-Unis tirent parti également du besoin qu'ont l'Europe et le Japon de disposer d'un gendarme qui garantisse les intérêts capitalistes à l'échelle de la planète (18).

Dans les guerres en cours, la rivalité entre puissances passe au second plan face aux objectifs communs de la domination impérialiste. Les interventions visent à renforcer le pillage économique, la recolonisation politique et la soumission des pays périphériques. C'est dans le cadre commun de cette intervention spoliatrice que certaines puissances obtiennent des avantages sur d'autres. Cette caractéristique impérialiste distingue les guerres actuelles des classiques conflagrations interimpérialistes du début et de la moitié du XX^e siècle.

En particulier au Proche et au Moyen-Orient, les États-Unis agissent avec le visage cynique de l'opresseur, en diabolisant les ennemis du moment (talibans, Irak, Iran, Libye) et en sanctifiant leurs alliés (Arabie Saoudite, Pakistan, Égypte) tout en avalisant la paupérisation et l'humiliation sans bornes du peuple palestinien et en prolongeant indéfiniment le stationnement des marines dans les points stratégiques de la région.

14. Michel Husson abonde dans ce sens. Michel Husson, "2001 ou le grand retournement conjoncturel", *Inprecor* n° 463/464, octobre-novembre 2001.

15. C'est la vision de Theotonio Dos Santos, "Notas sobre la coyuntura económica mundial", *Nueva Sociedad* n° 155, mayo-junio 1998.

16. Cette ligne prédomine parmi les économistes autour de Bernard Cassen dans *Le Monde diplomatique*.

17. Eduardo Giordano, *Sube el petroleo, baja el euro*, El viejo Topo ; Charles André Udry, "D'Afghanistan à l'Asie centrale", *Inprecor* n° 463/464, octobre-novembre 2001

18. David Gibbs, "Washington new interventionism", *Monthly Review* n°4, vol 53, september 2001.

Quels que soient les aspects concrets du 11 septembre et le rôle joué par la CIA, il est évident que l'attentat a servi de prétexte pour l'extension de l'intervention impérialiste (19).

Comme cela a toujours été le cas dans l'histoire des États-Unis, cette nouvelle guerre facilite la mise au pas et la cohésion chauvine de la population. Elle sert d'argument pour restreindre les libertés publiques et poursuivre les opposants au militarisme. L'instauration d'un climat de réaction vise en outre, maintenant, à légitimer un Président issu d'élections frauduleuses et qui gouverne en s'appuyant sur une coalition ultra-conservatrice caractérisée par le durcissement de la législation pénale et une politique en matière d'impôts qui bénéficie aux plus riches (20).

Pourtant, la dynamique même de la guerre est déstabilisatrice et engendre un processus de dégradation continue. Par le pillage des ressources pétrolières, la balkanisation de régions entières et le renforcement des couches rentières parasitaires, la guerre provoque la destruction des secteurs sociaux et des mouvements nationaux qui pourraient garantir une cohésion minimum dans des sociétés complètement disloquées. L'échec patent de tous les projets de construction nationale en Orient, avec un accroissement insupportable des inégalités sociales, explique le succès de masse que rencontre le fondamentalisme islamique dans cette région. Plus l'intervention impérialiste s'avère dévastatrice, plus l'action de groupes produits de cette intervention devient incontrôlable. Les talibans sont un exemple extrême de ces « *créatures de Frankenstein* » recrutés et financés au départ par le Département d'État et devenus par la suite les agents de la terre sur le propre sol américain. Cet « *effet boomerang* » est une conséquence typique de l'oppression impérialiste.

Après s'en être pris à l'Afghanistan, les États-Unis comptent enclencher une deuxième

phase. Il pourrait s'agir de renforcer le blocus et les bombardements contre l'Irak ou de s'y livrer directement à une nouvelle invasion. Ils préparent aussi des attaques contre l'Iran et des interventions en Somalie, au Soudan, au Yémen et aux Philippines. Il est pourtant peu probable que l'impérialisme américain puisse reconduire dans ces nouvelles opérations la coalition constituée autour de l'invasion de l'Afghanistan. Ils doivent en outre s'appuyer sur des régimes fragiles reposant sur la contrebande, le trafic de drogues et le banditisme (21). La multiplication des guerres précipite aussi de grands changements géopolitiques (accords signés entre les USA et la Russie ou la Chine contre des groupes islamistes) qui rompent l'équilibre militaire en Asie centrale et menacent de relancer les vieux conflits restés pendants (en particulier entre l'Inde et le Pakistan). Mais l'Orient n'est que le point critique où se déchaîne actuellement une offensive impérialiste qui touche la planète entière. L'Amérique latine est le second foyer de ces interventions comme l'atteste la participation croissante de troupes nord-américaines en Colombie. La guerre est un élément constitutif de la reproduction capitaliste qui réapparaît au cœur de ce système et tend à le saper de l'intérieur.

Essor des luttes sociales

La récession globale et l'escalade des guerres impérialistes se développent dans le contexte de nouvelles luttes populaires qui, en ce début de l'année 2002, se sont incarnées dans le soulèvement du peuple argentin et dans le renforcement des mouvements de protestation globale. La rébellion argentine a une signification internationale particulière car elle représente une réaction des classes opprimées face à une expropriation capitaliste éhontée. Cette action hautement légitime en défense des salaires et de l'épargne des exploités a éveillé une grande solidarité à l'échelle internationale car ce qui se joue ici ne relève pas de conflits inter-ethniques, d'affrontements religieux, de confrontations tribales ou de guerres territoriales. Il s'agit à l'évidence d'une réaction de la société face aux attaques des banquiers et des patrons qui soulève la sympathie internationale, d'autant plus que ce pays ne fait que subir de façon exacerbée les effets d'une politique néolibérale que les capitalistes étendent à la planète entière. Le soulèvement en Argentine a chassé deux Présidents civils, s'est étendu au pays entier et impulse de nouvelles formes de débat et d'organisation populaires. Ces événements ont un impact considérable dans les pays

d'Amérique latine qui ont eux-mêmes connu des insurrections populaires. Cette rébellion a fait passer au second plan le souci impérialiste d'éviter toute « *contagion économique* ». Ce qu'il redoute maintenant en premier lieu, c'est un effet de « *contagion politique* ». Il apparaît clairement que le développement croissant d'un climat anti-impérialiste en Amérique latine menace de mettre en échec le projet de domination que les États-Unis avaient conçu avec la mise en place de la Zone de libre échange des Amériques (ZLÉA).

« *L'argentino* » encourage le développement d'une protestation globale qui, après les affrontements de Seattle en 1999, a réussi à imposer la discussion de revendications démocratiques, sociales et écologistes populaires. Cette résistance a fait échec à la mise en œuvre de plans réactionnaires (AMI), bloqué le fonctionnement de nombreux sommets des élites financières et industrielles de la planète et obligé les médias à redécouvrir l'existence de mouvements anti-capitalistes. Ces actions revêtent une dimension clairement internationaliste et se situent à l'opposé des réactions fondamentalistes contre la globalisation. Loin de dresser des peuples les uns contre les autres, elles visent à la lutte commune de tous les travailleurs opprimés par le capital. Cette protestation globale est portée par un soulèvement massif de la jeunesse comparable dans une certaine mesure avec le mouvement de 1968 et nourrie par l'écologisme militant (*Reclaim the Streets*), les mobilisations contre l'exploitation transnationale (*Sweat-shops*) et la résistance estudiantine (*Direct Action Network*). Comme dans les années 1960, l'ébullition étudiante illustre le malaise social sous-jacent à la société capitaliste. Les mobilisations englobent aussi des mouvements paysans (*ejidos* au Mexique, *sans-terre* au Brésil, *paysans thaïlandais*, *petits paysans* en France) sous l'impact des effets de paupérisation de « *l'agro-business* ». Elles regroupent encore des organisations de chômeurs dont les revendications en matière d'emploi et de couverture sociale rencontrent un écho grandissant. On y trouve aussi des associations écologistes, des mouvements féministes et des organisations humanitaires engagées depuis longtemps dans le soutien aux plus démunis. Les manifestations qui ont regroupé 200 000 personnes à Gênes au milieu de l'an dernier ont constitué un point culminant de cette protestation globale en forçant les chefs de gouvernement présents à se réfugier sur un bateau pour échapper à la multitude. Les chefs d'État y ont accentué la stratégie de tension déjà ébauchée à Göteborg en recourant à la répression pour

19. Charles André Udry, "Locura criminal y desorden imperial"; James Petras, "Contra las teorías conspirativas"; Boris Kagarlisky, "El incendio del Reichstag en Nueva York", *Herramienta* n° 17, Primavera 2001.

20. Phil Hearse, "Politique de guerre anti-terroriste", *Inprecor* n°463/464, octobre-novembre 2001; G. Buster "My name is Dubya", *Inprecor* n° 456, mars 2001.

21. Martinez Montavez Pedro, "Los arabes perdieron el siglo XX", *Página 12*, 12-11-01; Livio Maitan, "La situation internationale", *Inprecor* n° 465, décembre 2001; James Petras, "La contraofensiva imperial", Documento para el Foro de Porto Alegre; Samir Amin, Mesa Redonda Congreso Marx, *Herramienta* n° 18, verano 2001-2002.

rompre leur isolement et en criminalisant la protestation. Mais la réponse de la rue a été extraordinaire à Gênes et c'est un revers cuisant pour les capitalistes et leurs serviteurs gouvernementaux (22). Les attentats du 11 septembre ont brutalement modifié ce panorama en offrant aux classes dominantes le prétexte pour se lancer dans une offensive d'ampleur contre les mouvements de protestation, mais ni la guerre, ni le climat d'affrontement entre les peuples qu'on voulait créer n'ont pu avoir raison de la résistance à la mondialisation. La mobilisation se maintient à un haut niveau et le cœur des revendications a commencé à se déplacer de questions exclusivement centrées sur la critique de la globalisation vers une dénonciation de la guerre (23). Le récent Forum mondial de Porto Alegre a confirmé la puissance de la protestation en réunissant quelque

cats conservent à l'échelle mondiale une force colossale de quelque 160 millions d'affiliés et jouent un rôle de premier plan dans des situations de conflit, malgré l'aggravation du chômage et la flexibilisation de l'emploi. Mais leur déclin est patent quand la sclérose bureaucratique bloque la participation des secteurs combattifs écartés depuis un certain temps de la vie syndicale (travailleurs immigrés, chômeurs, femmes).

« Un autre monde socialiste est possible »

L'essor des luttes sociales dans un contexte de récession globale et d'escalade militariste a remis à l'ordre du jour l'affrontement politique entre les courants keynésiens et les courants socialistes sur les questions de la résistance à la mondialisation.

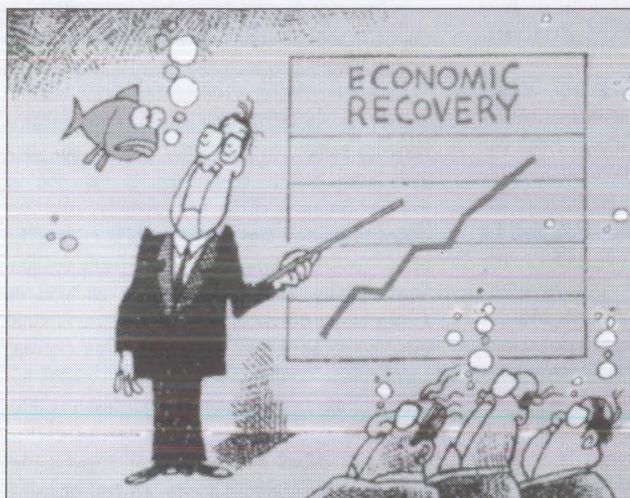
Cette opposition était particulièrement claire dans la récente rencontre de Porto Alegre où ont coexisté, en fait, deux forums. D'un côté les partisans d'un « capitalisme sain » ont invité des fonctionnaires de la Banque mondiale et des gouvernements européens qui avaient soutenu la guerre impérialiste en Afghanistan. Adeptes de la réforme du FMI, ils se sont opposés à la participation des organisations anti-impérialistes radicales.

De l'autre, les courants anticapitalistes ont débattu du développement de la solidarité avec les luttes populaires dans la perspective d'une société socialiste.

La ligne keynésienne cherche à reconstruire le capitalisme industrialisé de l'après-guerre et c'est ce qui fait que ses théoriciens ne polémiquent qu'avec le néolibéralisme et attribuent tous les déséquilibres actuels à la seule spéculation financière. Ils n'expliquent jamais les raisons de l'échec du modèle interventionniste du capitalisme anti-libéral, notamment dans sa version périphérique d'industrialisation de substitution. Les partisans du socialisme se battent au contraire pour que le mouvement se dote d'un projet anticapitaliste. C'est la seule voie qui rende possible le succès du mouvement de protestation globale en mettant en évidence l'existence d'antagonismes entre les classes et le caractère factice de l'égalité citoyenne qui dissimule de profondes inégalités sociales. Le programme socialiste insiste sur le fait que la source du pouvoir des grandes entreprises et

du secteur bancaire réside dans la propriété privée des moyens de production et que le responsable du chômage, de l'exploitation et de la crise est bien le capitalisme (et non le marché qui est né avant lui et lui survivra en partie). Face à la crise, les tâches d'actualité sont la popularisation des mots d'ordre, des concepts et du projet socialistes en mettant l'accent sur la responsabilité du système capitaliste (et pas seulement du néolibéralisme). C'est ainsi que pourra émerger un pôle anticapitaliste dans le mouvement antomondialisation (25). Dans cette protestation globale s'expriment de nouvelles formes de révolte et de conscience politique. On y trouve à la fois la marque des effets produits par la disparition de l'ex URSS et de l'assimilation de cette expérience par une partie de la nouvelle génération (26). La jeunesse se radicalise, reprend le chemin de l'action directe et se tourne à nouveau vers la politique, avec une méfiance accrue vis-à-vis des partis politiques, sans qu'existe la force d'attraction qu'exerçaient le mouvement ouvrier et les révolutions socialistes victorieuses dans le tiers monde. Jeter des ponts entre la nouvelle génération et le renouveau du programme révolutionnaire est le grand défi auquel il faut faire face aujourd'hui, car « un autre monde est possible » si on lutte pour le socialisme. ■

Buenos Aires, 14 février 2002



60 000 participants, soit beaucoup plus que la rencontre précédente. La présence de 4 900 organisations venues de 130 pays différents témoigne de l'écho grandissant de cette initiative devenue un centre d'attraction pour tous ceux qui luttent dans le monde.

Aussi bien « l'argentino » que le mouvement de protestation globale participent de la recomposition de la résistance ouvrière dont la grève de 1995 en France a constitué le point de départ. Cette recomposition est visible en Allemagne, en Italie et dans d'autres pays européens, après de nombreuses années d'offensive du capital contre les travailleurs. Il s'agit encore de réactions défensives, relativement limitées, mais qui témoignent d'une remontée significative des luttes. Ce phénomène s'étend aussi de façon significative à des pays de la périphérie qui ont connu une industrialisation récente. Les classes ouvrières de Corée, d'Afrique du Sud ou du Brésil se sont renforcées ainsi que leurs organisations syndicales (24). Les syndi-

22. Eric Toussaint, "Los movimientos sociales y el desafío de pasar a la ofensiva", *Serpal* 16-7-01 ; François Vercammen, "Après Gênes", *Imprecor* n°461/462, août-septembre 2001.

23. Salvatore Cannavó, "Guerre, terrorisme...", *Imprecor* n°463/464, octobre-novembre 2001. Christophe Aguiton, "Quelques éléments pour la discussion après Gênes", *Imprecor* n° 461/462, août-septembre 2001.

24. Alex Callinicos, "Reformism and class polarisation", *International Socialist* n° 85, autumn 1999.

25. On trouve cette analyse chez Michael Lowy, "Lectures de Christophe Aguiton", *Imprecor* n° 461/462, août-septembre 2001 ; Jean Marie Harribey, "Los malentendidos de la mundialización", *Desde los cuatro puntos*, n° 33, agosto 2001, México y Juan Hernandez, "Algunas reflexiones sobre el internacionalismo anticapitalista", *Dialéctica* n° 13, invierno 2001. Par contre, le point de vue d'une stratégie socialiste est absent du livre de Christophe Aguiton, *Le monde nous appartient*, Plon, Paris, 2001.

26. Alex Callinicos, "Le mouvement anticapitaliste et la gauche révolutionnaire", *Imprecor* n° 458, mai 2001 ; Salvatore Cannavó, "Gênes : une occasion de refonder la gauche anticapitaliste", *Imprecor* n° 459/460, juin-juillet 2001. Il faut également prendre en compte une certaine « sensibilité anarchiste » très éloignée des vieilles théories de Bakounine, mais qui se réclame de principes égalitaires, de valeurs éthiques et de positions antiautoritaires. Voir Barbara Epstein, "Anarchism anti-globalization", *Monthly Review* n° 4, vol 53, september 2001.

Les Nôtres

Rodolphe Prager (1918-2002)

Rudi était un homme que l'on ne pouvait qu'aimer. Nulle violence chez ce révolutionnaire inébranlable : une force tranquille, une passion contenue, un humour souriant, une démarche lente mais assurée. Son parcours militant eut la ligne pure et simple de la projection d'une flèche. A ses enfants qui lui faisaient raconter sa vie, après avoir parlé de sa propre enfance difficile, il dit simplement : « Je n'ai plus rien à dire, j'ai fait comme je le devais, et c'est tout ! »

Tel il fut en effet : il a fait ce qu'il devait, ce que lui imposait une conscience lucide, une intégrité totale, une intelligence exempte de préjugés, et il l'a fait bien. Ce qui n'était pas toujours facile, en ce temps d'histoire chaotique, pour des révolutionnaires intransigeants, isolés, traqués de tous côtés. D'autant moins pour lui, entre tous, puisque sans aucune vraie nationalité, né le 31 mars 1918, dans le Berlin de la défaite des spartakistes, de père juif hongrois et de mère allemande. Mais il est vrai, en même temps, qu'une telle origine était de celles dont la pente aide à devenir internationaliste. Surtout en y ajoutant la conséquence de la terrible crise économique de 1929 qui obligea la famille à émigrer en France. Sa mère, membre du SPD, venait tout juste de le faire adhérer aux Faucons rouges, où il avait participé, pendant l'été, à une République des enfants, près de Cologne. C'est donc presque sans coupure qu'il fut, à Paris, des Jeunesses socialistes, en 1931, puis des Campeurs rouges, où il rencontra Roger Foirier, cet autre admirable militant, formateur de plus d'une génération (et qui reste en même temps un des plus calomniés). C'est guidé par lui que, participant à un camp international de jeunes, en juillet 1932, où il retrouva une délégation des Faucons rouges allemands, il participa à la création d'une formation similaire en France, à laquelle il se consacra jusqu'en 1935.

Cette organisation fut un nid de futurs trotskystes. Rudi lui-même, revenu dans les Jeunesses socialistes à l'heure de l'entrisme à drapeau déployé préconisé par Trotsky, sympathisa immédiatement avec les thèses de ces "bolcheviks-léninistes" et entra dans leur groupe. Pas pour longtemps, puisque les trotskystes furent exclus de la SFIO au congrès de juin 1935. En janvier 1936, ces jeunes militants formaient la JSR (Jeunesse socialiste révolutionnaire), dont Rudi fut membre du comité central avant ses dix-huit ans. Mais les trotskystes restaient membres des Pionniers rouges, dont la SFIO ne réussit à les expulser qu'en novembre, alors qu'ils avaient joué un rôle non négligeable de soutien aux grandes grèves.

En écho à la division en deux courants du mouvement trotskyste français, Prager et Foirier se trouvèrent en opposition à la direction de Fred Zeller de la JSR, et adhérèrent au Parti communiste internationaliste (PCI) fondé par Raymond Molinier et Pierre Frank. Il devait rester fidèle toute sa vie à ce dernier. Membre du comité central de ce parti, en septembre 1937, il participa à la fondation d'une JCI et à la rédaction de son journal le Jeune bolchevik.

Nouvel entrisme, en mai 1938, cette fois dans la Fédération de la Seine du PS, suspendue de la

SFIO. Avec l'exclusion de tous les partisans de Marceau Pivert, ce courant allait donner naissance au Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) et à une JSOP que rejoignirent les membres de la JCI, autodissoute sur la base des rapports de Rudi. Dans le même temps, il gagnait un petit groupe d'opposants au stalinisme des JC de Montreuil, dont les animateurs étaient Jacques Grinblat (Privas) et Pierre Bussel (Lambert).

En ce temps, on naturalisait facilement les jeunes immigrés pour en faire des soldats. Devenu Français en janvier 1938, Rudi était "sous les drapeaux" en novembre. Pendant qu'il accomplissait ce service militaire, le PCI se dissolvait et entraînait dans le PSOP comme tendance "La Vérité". Mais la Guerre imminente obligea les trotskystes à prévoir le pire, qui allait arriver. Sur décision de son organisation, Rudi déserta (ce qui allait lui coûter sa nationalité française) et, avec Frank et Raymond Molinier, constitua en Belgique une délégation étrangère en juillet 1939. Dès août et septembre, ils publièrent deux appels, le premier sur le Pacte germano-soviétique, l'autre sur la déclaration de guerre, signés des noms de Jung (Prager), Cive (le Belge Vereeken), Remember (Molinier), et Morris (l'Espagnol Mauricio) — tous demeurés trotskystes jusqu'à leur dernier jour —, dans une Correspondance internationaliste qui eut vingt numéros jusqu'en avril 1940, vite clandestins, puisque la publication fut interdite par le gouvernement belge. Rudi en fut un rédacteur régulier jusqu'au 19 décembre 1939 où il fut arrêté, tombant dans le piège d'un rendez-vous auquel il se rendit à la place de Molinier. Condamné à un an de prison pour fausse identité, et enfermé dans la prison de Mons, l'attaque allemande sur la Belgique lui rendit sa liberté en mai 1940. Dès son arrivée à Bruxelles, il fut repris, ré-emprisonné, et à nouveau délivré par la capitulation de la Belgique.

Il rentra alors en France, et ce fut lui qui regroupa les militants dispersés de l'ex-PCI, et forma, avec Foirier et Grinblat, la direction d'un groupe qui s'appela d'abord "La Seule Voie", puis le Comité communiste internationaliste.

Ce CCI, vient d'être récemment l'objet d'attaques livresques et de presse, plus ou moins venimeuses, pour son action — voire inaction ! — pendant la Guerre. Tout se réduit à une ligne, certes aberrante, que développa Henri Molinier, mais qui dura moins que le temps du pacte germano-soviétique. Henri Molinier était, certes, un militant forgé dans le pur type bolchevik, et, en ce sens, un activiste peu regardant aux moyens, mais absolument pas un théoricien. Dans le petit groupe de la Seule Voie, seul "ancien", il développa l'idée défaitiste selon laquelle l'Alliance d'Hitler avec Staline allait ouvrir, avec une victoire hitlérienne sur toute l'Europe, une longue période de recul, voire établir un système économique intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme de caserne stalinien, et que, comme cela avait été le cas en Allemagne et en Autriche, une aile "gauche" pouvait être canalisée par les apparences sociales du nazisme. Marcel Déat, fondateur du Rassemblement national populaire (RNP), n'était-il pas un ancien dirigeant socialiste qui s'était éloigné de la SFIO sur la gauche. Et c'est sur le constat que des militants socialistes se réfugiaient là, ainsi que des "abondancistes" de la formation



de Jacques Duboin, qu'il proposa un "entrisme" dans ce parti. Il y entra et n'y entraîna guère que Maurice Dégliose qui s'y enlisa, et, très peu de temps, Roger Foirier. Pas d'autres en tout cas. Et surtout pas Rudi, qui fut l'artisan principal du redressement, dont la conséquence fut d'écarter Henri Molinier de la direction du CCI, dès janvier 1941.

A l'inverse de cette dérive dangereuse, le cours du CCI, sous la direction Prager-Grinblat, tout orienté dans la perspective de la transformation de la Guerre interimpérialiste en Révolution prolétarienne, fut essentiellement axé sur l'implantation dans les usines, en particulier dans ce qui allait être notre bastion prolétarien, la banlieue de Puteaux-Suresnes, où les feuilles de la Seule Voie étaient diffusées dans les immeubles mêmes. En même temps, comme le POI, et à partir de liaisons établies dans l'avant-guerre au sein du Centre laïque des auberges de la jeunesse (dissous en zone occupée à la fin de 1940), un nouveau recrutement, limité, mais de haute qualité est réalisé alors, dont Simonne Minguet est un exemple.

Dès le début de 1943, Rudi engagea des contacts avec Marcel Gibelin, en tant que dirigeant de la gauche du POI. S'ils n'aboutirent pas, ceux qui s'établirent un peu plus tard entre les deux directions, et avec le représentant du Secrétariat européen de la IV^e Internationale, Michel Raptis (Pablo), allaient mener à l'unification. Dès septembre 1943, Rudi était intégré au Secrétariat européen. Et en février 1944, CCI, POI et le Groupe Octobre (fondé un an avant par Henri Molinier avec d'anciens membres du mouvement abondanciste), fusionnaient en formant le Parti communiste internationaliste (PCI). Rudi fut membre de son Bureau politique.

Aussitôt, son activité fut à la fois consacrée à sa participation à la rédaction de la Vérité (dont le PCF allait empêcher la légalisation jusqu'au début 1946, où nous l'imposâmes dans la rue, après des combats avec les commandos de militants staliens), et au travail anti-colonialiste (en particulier l'aide au développement du groupe trotskyste vietnamien de France), orientation qui fut constamment la sienne, avec prédilection.

Mais son passé de déserteur le rattrapa dès mai 1945 où il fut arrêté, puis détenu deux mois à la Santé. Il n'attendit pas le jugement qui allait réitérer son retrait de la nationalité française en 1951, et passa à une nouvelle illégalité, suivie de la recherche d'une autre nationalité en Israël, de mars 1950 à décembre 1952. Bien que suivi par sa compagne, Louisette, qui y devint sa femme, et

que là naquit leur premier enfant, ce fut ce qu'il considéra comme moralement la plus dure période de sa vie.

Elle ne l'aigrit cependant pas, ni ne le brisa, bien que ce qui l'attendait à son retour en France n'était guère brillant : une lutte pour sa relaxe, qu'il obtint en 1953, et l'annulation de sa déchéance de nationalité, seulement en 1955 ; d'autre part une Internationale en morceaux. Ayant rejoint son fidèle ami Frank, dans le groupe minuscule qu'était devenu le PCI, il en fut d'emblée membre du bureau politique. Il n'allait pas tarder, avec l'éclatement de la révolution algérienne, à trouver des tâches à la hauteur de son courage : non seulement ses articles (signés Robert Leblond) dans la Vérité des travailleurs, entraînant poursuites judiciaires, mais l'aide directe au FLN algérien, poursuivie en Tunisie, à partir de 1959, sous couvert de travail à la direction du Tourisme. Il y demeura jusqu'en 1963 où il rentra et retrouva sa place au bureau politique du PCI, et fut bientôt membre de la Commission de contrôle de la IVe Internationale, puis du bureau national du Comité Vietnam national. En parallèle, il entra au PSU, dont il devint membre du Comité politique national en 1966, mais en fut exclu en 1969, par refus de la candidature de Michel Rocard à l'élection présidentielle, où se présentait aussi Alain Krivine.

1968 était passé par-là. Les anciens du PCI passaient la main à la jeune génération trotskyste, issue de la JCR. Rudi abandonna la direction française en 1969, lors du congrès de fondation de la Ligue communiste, nom de la section française renouvelée de la IVe Internationale.

S'ouvre alors la dernière partie de sa vie, qui n'est pas la moins importante : celle où, malgré le handicap douloureux de l'aggravation constante de son diabète, il devient l'historien méticuleux du mouvement trotskyste, écrivant de nombreux articles, en particulier pour le Dictionnaire du mouvement ouvrier, dit Maitron, des préfaces de livres, et, enfin, devenant le maître d'œuvre de l'édition des quatre volumes des Congrès de la IVe Internationale (éditions La Brèche), que seule l'aggravation de sa maladie laissa sans suite.

Ses trois dernières années virent sa maladie atteindre une gravité de plus en plus grande. Lors de notre dernière conversation téléphonique (et de façon caractéristique, c'était pour lui demander des précisions sur un de ces militants de l'ombre, dont il était sans doute le dernier à garder le souvenir, qui avait risqué sa peau et ne s'était pas sorti sans de grands dommages d'une expédition de libération d'un de nos prisonniers de guerre en Allemagne), il ne pouvait déjà plus ni lire ni écrire. Puis le cerveau fut atteint à son tour. Mais dans ses moments de lucidité, il manifestait encore la plus vive joie de l'affection des siens, et gagnait la sympathie de celles et ceux qui le soignaient, dans son acceptation de sa fin. Enfin ce fut le coma et la mort.

Avec lui nous perdons ainsi, non seulement un des plus grands des nôtres, non seulement, pour tous ceux qui l'ont connu, un ami, mais encore une mémoire véridique, à l'heure où nos ennemis, en un nouvel assaut, s'enragent à falsifier et salir notre histoire. Toutes raisons de garder le souvenir de son exemple.

Michel Lequenne

Jedwabne est partout

Paru en mai 2000, le livre de Jan Tomasz Gross *Les voisins* (1) fut l'objet d'un intense débat dans les médias et dans la rue en Pologne, débat qui a dévoilé la profondeur de l'antisémitisme dans un pays dont les Juifs ne constituent plus qu'une toute petite minorité à la suite de l'Holocauste, mais aussi des campagnes antisémites qui ont poussé les survivants vers l'émigration, en 1945-1948, en 1956-1957, en 1968...

J.T. Gross, historien, qui a émigré en 1968 comme étudiant oppositionnel et n'est revenu en Pologne qu'après 1989, y décrit le pogrome qui a eu lieu le 10 juillet 1941 dans un village de la Pologne orientale, Jedwabne, peu après l'occupation de la région par l'armée nazie (Jedwabne se trouvait du côté soviétique de la ligne de partage de la Pologne suite au pacte Hitler-Staline jusqu'au 22 juin 1941, lorsque les nazis ont attaqué l'URSS).

Ce pogrome, au cours duquel périrent 1600 Juifs, avait été présenté en Pologne après la seconde guerre mondiale comme le fait des nazis et de quelques supplétifs polonais, dont plusieurs avaient été condamnés. Un monument à la mémoire des victimes stipulait même qu'il s'agissait d'un crime hitlérien, ne faisant aucune mention des responsabilités de la population polonaise. Ce que l'historien dévoile, c'est l'absence de forces nazies dans le village ce jour-là (alors qu'ils avaient pris part à la chasse aux Juifs dans un autre village proche quelques jours auparavant, provoquant la fuite de la population juive justement vers Jedwabne) et il décrit, de manière détaillée, la bestialité du crime — les Juifs de tous âges survivants des premières rafles furent rassemblés dans une grange et brûlés vifs ; la meute a assisté durant plusieurs heures à l'agonie d'une femme juive qui ne parvenait pas à se noyer, après avoir noyé son enfant dans l'étang... — et la participation spontanée de la population polonaise locale au génocide.

Nous reproduisons ci-dessous l'article d'un militant de la gauche radicale polonaise qui, tout en intervenant dans le débat qui a suivi la publication du livre de J.T. Gross, a l'avantage de le présenter et de donner un aperçu du climat qu'il a révélé. Ajoutons que si cette intervention a valu à Stefan Zgliczynski d'être qualifié d'« antipolonais », un article qu'il a publié depuis sur les massacres en Palestine, lui a valu d'être qualifié d'« antisémite » — preuve s'il fallait qu'en refusant de « comprendre » les massacres réalisés « au nom d'une nation » on s'expose au rejet de nombreux « bien-pensants »... [J.M.]

Par
Stefan Zgliczynski*

« **L'**affaire de Jedwabne oblige les Polonais à un douloureux examen de conscience. J'espère, qu'elle ne provoquera pas un renforcement de sentiments antisémites dans notre pays » — disait il y a quelques mois Aleksander Kwasniewski (2) interviewé par le quotidien israélien *Yediot Aharanot*. Paroles surprenantes. Surprenantes pour les Juifs. Surprenantes pour tous ceux qui n'habitent pas en Pologne et ne lisent pas la presse polonaise. Car ce ne sont pas les Juifs qui ont assassiné des Polonais à Jedwabne, mais le contraire. D'où vient donc la supposition absurde, que la révélation d'un pogrome encore, cette fois massif, fait par les habitants d'un village

polonais sur leurs voisins Juifs au milieu de la dernière guerre, pourrait susciter d'autres sentiments que — éventuellement — antipolonais ? Et surtout au nom de quoi antisémites ?! Je ne crois pas que les lecteurs de *Yediot Aharanot* aient pu comprendre Kwasniewski. Et s'ils l'ont compris, tant pis pour nous, Polonais.

*

Le 10 juillet [2001] j'achetais des cerises sur le marché à côté de chez moi. Un après-

*Stefan Zgliczynski, journaliste et éditeur, est rédacteur de la revue semestrielle de gauche radicale, *Lewa Noga* (Avec le pied gauche) <www.iwkip.org>. L'article que nous reproduisons ici est paru dans le n° 13 (2001) de la revue *Lewa Noga*, en octobre 2001.

1. Jan Tomasz Gross, *Sasiedzi*, Varsovie 2000.
2. Aleksander Kwasniewski, social-démocrate, est actuellement président de la République.

Pologne

midi dans la capitale. A Jedwabne les cérémonies du soixantième anniversaire du pogrome se terminaient. Parmi les acheteurs et les vendeurs un seul thème de conversation.

— « *Alors les Youpins font la fête* » — dit un homme d'âge moyen qui achète des pommes de terre devant moi.

— « *Ouais, ouais* » — approuve la femme qui aide le vendeur à emballer les légumes.

— « *Ne juivez pas ! Ajoutez du poids* » — un autre homme s'adresse au vendeur, qui met les tomates sur la balance.

Le vendeur s'énerve et distille entre les dents : « *Le Juif c'est un déchet !* » — et sans autre commentaire sert les légumes.

— « *Ouais, ouais* » — répète la femme. Les hommes approuvent de la tête.

*

Je n'ai pas inventé cette histoire. Chacun de nous a été témoin de faits semblables à de nombreuses reprises. Non pas avant la guerre, lorsque notre pays était habité par trois millions de citoyens polonais de nationalité juive. Maintenant. Dans le pays où a eu lieu le plus grand crime de l'Europe moderne — l'Holocauste. Dans le pays où être juif pendant la guerre signifiait la mort. Et après la fin de la guerre, comme avant son explosion, des chicanes et la répression.

*

Que personne ne me dise que la Pologne n'est pas un pays antisémite. Comme ces assurances sonnent faux — mêmes dans la bouche des Justes, qui sauvaient des Juifs durant la guerre — à la vue de la profanation permanente des cimetières juifs, des attaques contre des synagogues, contre des sièges d'associations juives et contre des journaux, contre des gens qui osent sortir dans la rue coiffés de calotte. A la vue des étoiles de David sur des gibets griffonnés si fréquemment. A la vue d'innombrables publications dont le caractère ne peut être comparé qu'aux torchons hitlériens. A la vue

3. *Trybuna* (Tribune) — qui fait suite à *Trybuna Ludu* (Tribune du Peuple) organe du Parti ouvrier unifié polonais (au pouvoir entre 1944 et 1989) — est le quotidien de gauche polonais, proche de la social-démocratie.

4. *Tylko Polska*, 28 février - 13 mars 2001.

5. Roch Narodowicz, "Offensive antipolonaise" (nous avons choisi de traduire les titres des articles cités), *Kwartalnik Narodowy*, mars-mai 2001.

6. "Sans participation de Polonais. Les nouveaux faits dans l'affaire de Jedwabne démentent les mensonges de Gross", *Tylko Polska*, 11-24 avril 2001 ; "Nous démasquons le mensonge. Les Allemands à Jedwabne", *Kwartalnik Narodowy*, juillet-septembre 2001.

du langage raciste des insultes et insinuations antisémites, qu'on peut entendre à la radio, à la télévision, sur les chaires et sur les tribunes parlementaires. A la vue des meurtriers à caractère raciste et antisémite.

Je considère que l'antisémitisme est la plus grande honte de la Troisième République. Une honte que ne laveront ni les excuses du président, ni l'équivoque « *pardon de Dieu* » des évêques. Une honte qui est devenue notre stigmate et notre signe de reconnaissance. Notre héritage et — presque — le discriminant de notre identité. Car, enfin, à quel propos les Polonais trouveront-ils le plus sûrement un accord, que ce soit autour d'une vodka à Zabrze, ou à la fête chez une tante à Cracovie, ou encore lors d'un congrès de la *Polonia* à Valparaiso ? Et quoi d'autre suscite en nous la plus sainte des colères, sinon l'accusation d'antisémitisme ?

*

J'en sais quelque chose, car en tant qu'auteur de quelques rapports sur l'extrême droite polonaise, publiés à l'Ouest par les organisations qui s'occupent de l'analyse des phénomènes du racisme et de l'antisémitisme chez nous, j'ai eu l'occasion d'être attaqué comme « *traître* » et comme « *vendu* ». Et ce qui est le plus intéressant, non seulement par les scribouillards de la presse d'extrême droite, mais aussi par des députés — représentants de la Pologne dans l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

*

Haussement d'épaule, incrédulité, colère, hystérie : on peut ainsi décrire rapidement les réactions des médias polonais au livre de Jan Tomasz Gross *Les voisins* (2), qui décrit de manière détaillée comment le 10 juillet 1941 leurs voisins polonais ont brûlé vifs 1600 habitants juifs de Jedwabne. Ces réactions confirment la triste vérité que les cas d'assassinat de Juifs par des Polonais au cours de la dernière guerre et juste après sa fin restent encore un sujet tabou en Pologne. La fausse image de la Pologne comme un pays « *sans bûchers* » et « *sans Quisling* », qui a toujours été la victime des conjurations, des trahisons et des agressions des pays voisins et des minorités étrangères, en un mot la vision messianique de la Pologne souffrant pour les péchés du monde, cultivée par la presse de droite et les éditions prétendent « *nationales* », a infecté largement les milieux qui jusque là résistaient vaillamment contre ce schéma. Il me semble que dans le cas de Jedwabne une sorte de masse critique de la société polo-

naise, ou du moins de ses élites, lui permettant d'accepter et de comprendre les pages noires de l'histoire de sa nation, a été dépassée.

Après avoir lu les dizaines d'articles concernant le meurtre de Jedwabne, qui ont paru dans la presse polonaise au cours des derniers mois, je suis arrivé à la conclusion que l'attitude défensive a pris le dessus dans les réactions à cette information. La conviction qu'un crime tel que décrit par Gross dans son livre était impossible allait de pair avec des hauts cris exigeant une vérification « *scientifique* » de l'événement.

Bien sûr, les moins surprenants étaient de ce point de vue les commentaires de la presse de droite et « nationale », et le plus surprenant l'article publié par *Trybuna* (3). Mais n'anticipons pas.

*

Pour Leszek Bubel, qui édite des publications à grand tirage, antisémites à l'extrême, tels le bimensuel *Tylko Polska* (Seule la Pologne) et *Kwartalnik Narodowy* (Trimestriel National), l'affaire de Jedwabne n'est du début jusqu'à la fin qu'une provocation juive ayant pour but de déshonorer définitivement la Pologne aux yeux du monde comme un pays d'antisémites et de bouffeurs de Juifs. « *A de nombreuses reprises — écrit Bubel — au cours de ces dernières années les représentants des plus hautes instances de l'État présentaient des excuses pour des crimes, des persécutions et des pogromes que les Polonais n'ont jamais commis* » (4).

Et un de ces auteurs qualifie les informations concernant le crime de Jedwabne comme « *un matériel rempli de mensonges et de déformations* », « *fondé sur des confidences mythomaniaques* » et sur des « *fantasmagories* », qui « *de manière surprenante entre en harmonie avec les nouvelles prétentions juives concernant la récupération de soi-disant biens et de dédommagements (!) pour les mythiques "crimes" polonais* » (5) Pour Bubel et ses auteurs l'affaire de Jedwabne est claire. C'est encore une provocation antipolonaise juive, car les Polonais n'ont nullement pris part au massacre d'il y a soixante ans (6).

Mysl Polska (La Pensée polonaise) et *Nasza Polska* (Notre Pologne) emploient un style similaire pour décrire Jedwabne. La rédaction de ce dernier dans sa « *lettre ouverte à Leon Kieres — président de l'Institut de la Mémoire Nationale* » (appelé ici « *Institut de l'Oubli National* ») rapporte, que « *les habitants de Jedwabne, qui se souviennent de la période d'occupation soviétique et allemande chez eux, ont unanimement*

ment affirmé que le meurtre de la population juive fut le fait d'Allemands » et cette rédaction exige que l'Institut clarifie plutôt « le pogrome de la population polonaise du village de Koniuchy en 1944 » [réalisé par « des partisans communistes juifs »] et « l'aspect de la collaboration juive avec l'occupant soviétique » (7).

Les rédactions protestent fermement contre les excuses présentées aux Juifs pour le crime de Jedwabne par le président Kwasniewski au nom des Polonais, expliquant que c'est plutôt les Juifs qui devraient présenter des excuses aux Polonais pour les crimes du communisme dont ils portent la responsabilité, selon ces auteurs (8).

L'hebdomadaire catholique *Niedziela* (Dimanche), édité par la Curie métropolitaine de Czestochowa, publie tout un cycle de Jerzy Robert Nowak, intitulé « 100 mensonges de J.T. Gross ». En marge j'ajouterais seulement que ce J.R. Nowak est l'auteur préféré de la majorité des journaux antisémites et chauvins en Pologne. Dans les pages de *Niedziela* la défense de la renommée des habitants de Jedwabne, déshonorée par les accusations prétendument injustes d'assassinat des Juifs, a été également entreprise par la collaboratrice de *Radio Maryja* (9), présidente de la Commission de la Culture du Sénat, la sénatrice Krystyna Czuba (10).

Dans *Glos* (11) édité par Antoni Macierewicz, le professeur de l'Université catholique de Lublin, Ryszard Bender, qualifie les thèses de Gross de « fantasmagorie » et de « mensonges ». Le journal développe une vision de conjuration judéo-communiste qui, sous prétexte de « l'affaire de Jedwabne », a pour but de compromettre la Pologne et les Polonais aux yeux du monde, et dont l'essence est « l'aspiration systématique à une soumission et une exploitation durable de la Pologne » (12). Et Macierewicz lui-même a déposé le 9 avril [2001] une plainte pour diffamation contre Aleksander Kwasniewski qui aurait, paraît-il, mit en question ses biens personnels et « l'honneur et le droit au respect des Polonais, en affirmant à de nombreuses reprises avant la fin de l'enquête que ce sont eux qui ont assassiné les Juifs à Jedwabne ».

Nasz Dziennik (Notre Quotidien), pour sa part, dans le numéro daté des 3-4 mars 2000, publie sur trois colonnes et demie un entretien avec Marek Jan Chodakiewicz (« Jedwabne n'est qu'un début ») qui se lamente du fait que le passé de la Pologne



Les Juifs de Varsovie forcés à rejoindre le Ghetto sous l'escorte militaire nazie (1939). Le pogrome de Jedwabne eut lieu près de deux ans après !

soit rédigé « par la même équipe qui écrivait sous la direction de Moscou et qui est prête aujourd'hui à écrire sous la dictée de Bruxelles ou de quiconque qui leur trouvera une bourse étrangère ». Ce que Chodakiewicz, auteur du livre « Les Juifs et les Polonais 1918-1955. Coexistence-Extermination-Communisme », édité par la Bibliothèque La Fronde, ne dit pas est complété par Malgorzata Rutkowska, qui mène l'entretien. On y trouve donc « les accusations totalement infondées » contre les insurgés de Varsovie assassinant les Juifs dans l'article célèbre de Michal Cichy publié il y a quelques années par *Gazeta Wyborcza*, on y trouve les affirmations que « Cichy et Gross utilisent la même "méthodologie" excessivement malhonnête : manipulation des sources, demi-vérités et mensonges », et que « ce qui est en jeu n'est pas tant la vérité que "la revalorisation" de l'Histoire afin de rendre les Polonais responsables de l'holocauste ». Finalement Rutkowska accuse Gross « d'avoir isolé les événements de Jedwabne du contexte historique », c'est-à-dire « de l'engagement des Juifs au sein de l'appareil de la sécurité et du pouvoir "lors des premiers soviets" à Jedwabne » et déclare — au nom de tous les Polonais évidemment — qu'en ce qui concerne Jedwabne « nous n'avons pas l'intention de battre notre coulepe pour des crimes qui ne sont pas les nôtres ».

L'article de Bogumil Lozinski et Alina Petrowa-Wasilewicz « Personne n'a demandé aux voisins », paru dans *Zycie* (La Vie) des 3-4 mars 2001, va dans le même sens. Les auteurs, se réclamant du « rapport des habitants de Jedwabne et du RP Kemblinski » expliquent que le crime de Jedwabne a été réalisé par les Allemands avec l'aide de « garnements et bandits » locaux « obligés » de le

faire. « (...) S'il a pu arriver qu'un Polonais de lui-même se soit acharné sur un Juif » — se souvient RP Kemblinski — « c'est surtout parce qu'il considérait les Juifs comme des collaborateurs soviétiques, certains se vengeaient pour les souffrances de leurs proches ». Mais « selon les Jedwabniens il s'agissait de cas isolés » concluent les auteurs de l'article.

Les déclarations du Prof. RP Waldemar Chrostowski, ancien co-président du Conseil polonais des Chrétiens et des Juifs (il a démissionné en février 1998 pour protester contre « l'escalade des exigences juives »), qu'on peut trouver dans l'interview « Qui gêne le dialogue ? » réalisé par Pawel Paliwoda (13), sont dans le même style. Le révérend professeur commence son énonciation par une critique totale du livre de

7. *Nasza Polska*, 27 février 2001.

8. « Lecture obligatoire. Pourquoi Kwasniewski voudrait-il présenter des excuses ? », *Nasza Polska*, 3 juillet 2001 ; « Les excuses sont un délit », *Nasza Polska*, 10 juillet 2001.

9. *Radio Maryja* (Radio Marie) est une radio privée, ultra-catholique et réactionnaire, coutumière de discours chauvins et antisémites, écoutée régulièrement par plusieurs millions de personnes.

10. « Jedwabne — à la gloire des héros des luttes pour la Pologne », *Niedziela*, 25 mai 2001.

11. *Glos* (La Voix) du 25 novembre 2000. Ce journal a commencé à paraître à la fin des années 1970, clandestinement. Antoni Macierewicz est un des fondateurs du Comité de Défense des Ouvriers (KOR) en 1976, dont il animait un courant radical antistalinien. *Inprecor* avait publié un entretien avec lui en 1979 — alors qu'il n'était pas encore antisémite (cf. « Le combat de l'opposition polonaise », *Inprecor* n° 43 du 18 janvier 1979).

12. Jan Kowalski, « Les coulisses de la provocation. Le lobby juif et les communistes attaquent la Pologne », *Glos*, 16 juin 2001.

13. *Zycie*, 15 avril 2001.

Pologne

Gross, en le comparant au « *produit d'une imagination malade* », c'est-à-dire *L'oiseau bariolé* de Kosinski (Il est intéressant que le journaliste de *Trybuna*, Jakub Kopec, emploie la même comparaison, on y reviendra) (14). « *Ce livre commence par des élucubrations antipolonoises et anticatholiques. Je le dis en toute responsabilité — des élucubrations qui appartiennent au monde des sombres légendes (par exemple là où il est question de Juives qui se seraient jetées dans l'étang après avoir noyé leurs enfants). Une se serait noyée immédiatement et l'autre aurait nagé durant plusieurs heures alors que les paysans étaient là et ricanait. Tout cela est le fruit d'une imagination malade* ». D'où le révérend tient-il ses connaissances — nous ne l'apprenons pas. Puis il poursuit dans un style antisémite connu, tentant de « *comprendre* » les sentiments antijuifs parmi certains Polonais (c'est-à-dire les assassins) : la collaboration juive avec le NKVD (15), le silence des riches Juifs américains face à l'Holocauste, les fervents sectateurs du judaïsme qui étaient auparavant des apparatchiks communistes, etc. Il est donc naturel qu'il considère l'idée de présenter des excuses aux Juifs pour Jedwabne comme « *maladive* » et « *humiliante* » pour les Polonais. Le principal problème des relations polono-juives réside, selon lui, dans le fait que la partie juive, contrairement à la polonoise, « *ne veut pas tenir compte d'une période de son histoire récente* ».

La trame de la prétendue collaboration des Juifs avec l'appareil soviétique de répression dirigée contre les membres de la résistance polonoise, qui devrait selon les auteurs des journaux cités expliquer « *avec surplus* » tous les comportements antijuifs des Polonais au cours de l'Holocauste, est reprise et développée par le prof. Tomasz

Strzembosz. Tant dans l'interview donnée à *Tygodnik Solidarnosc* (16), que dans le copieux article intitulé « *La collaboration passée sous silence* » publié par *Rzeczpospolita* (17), Strzembosz non seulement rejette la thèse de Gross, selon laquelle les auteurs du meurtre de Jedwabne étaient des Polonais, mais, comme à tout hasard, il démontre que l'inimitié des Polonais envers les Juifs dans les territoires orientaux de la Pologne était compréhensible et avait un fond patriotique, car les Juifs « *ont trahi* » en collaborant « *l'arme à la main* » avec l'occupant, dans ce cas avec l'URSS. « *Si [les Juifs] ne considéraient pas la Pologne comme leur patrie, ils n'étaient quand même pas obligés de la traiter comme un occupant et en commun avec son ennemi mortel de tuer les soldats polonais et d'assassiner les civils fuyant vers l'Est* ».

Dans un autre article (18) Strzembosz, de façon conséquente, règle son compte de manière aussi décidée au film d'Agnieszka Arnold « *Les voisins* », dans lequel les témoins révèlent des détails révoltants sur le meurtre d'il y a soixante ans. Strzembosz assure avec autorité : c'est « *une manipulation évidente* ».

L'article de Jakub Kopec « *Holocauste à Jedwabne* » dont le sous-titre est : « *Le livre de Jan Tomasz Gross leurre efficacement* », publié le 23 février 2001 par *Trybuna*, s'avère être un précieux complément de l'argumentation de ceux qui furent scandalisés par le travail de Gross. Car Kopec exige une analyse « *scientifique* » des relations citées par Gross, rappelant la description prétendument authentique de la tentative de noyer un enfant juif dans un cloaque par des paysans d'un village de Polesie (19), incluse dans son livre *L'oiseau bariolé* par Jerzy Kosinski.

Pourtant — de l'avis de Kopec — « *il n'y avait pas de cloaques dans les villages de Polesie du temps de l'occupation hitlérienne* ». Kosinski le savait, mais il savait aussi qu'une description semblable complétée par la déclaration qu'on est soi-même cet enfant « *sera efficace financièrement* ». Et pour appuyer sa thèse Kopec rapporte une prétendue déclaration du consul honoraire de la République [polonoise] en Israël : « *l'Holocauste est aussi un business* ». Poursuivant cette ligne Kopec conseille de soumettre le livre de Gross à une « *analyse critique* ». Pour rejeter entièrement la thèse de Gross sur les 1600 Juifs brûlés dans une grange il suffit, selon Kopec, simplement... de « *lire un texte sur la construction des granges à Jedwabne et dans les environs. Tenant compte du caractère marécageux des terres situées entre les rivières Biebrza et Narew, comme de l'habitude locale de garder le foin en meules, les granges ne devaient pas être grandes* ». Et plus loin : « *Un scientifique d'Opole [il s'agit de Dariusz Ratajczak, collaborateur de Bubel, qui dans un livre qu'il a édité lui-même questionnait l'existence des chambres à gaz à Auschwitz — note S.Z.], qui a mis en cause l'Holocauste en général, aurait calculé, que dans la grange les brûlés furent au plus cent. Et bien que le nombre de victimes importe peu pour le jugement moral du crime, nous, hommes éclairés et frappés par l'ignominie du meurtre collectif à Jedwabne, nous ferions l'hypothèse que dans la grange cinq fois plus de victimes auraient été brûlées vives. Il en manque encore mille* ».

Sur le fond des précédentes assertions les réflexions de *Gazeta Wyborcza* (20), qui a consacré proportionnellement le plus de place à la discussion sur le livre de Gross, semblent purement académiques, sinon incompréhensiblement subtiles pour les lecteurs et les rédacteurs des titres précités. Les auteurs de *Gazeta Wyborcza* — à l'exception de l'énoncé surprenant de Ryszard Bugaj (21) comme tiré à vif des bulletins de Bubel, prétendant que « *le soutien de la thèse sur la Pologne antisémite sert également à justifier les revendications matérielles envers la Pologne* » — ne demandent pas « *si cela a vraiment eu lieu ?* », ni « *comment cela est arrivé ?* ». Ils demandent tout au plus « *comment cela a-t-il pu être possible ?* » et quelle est notre responsabilité, à nous Polonais contemporains, pour ce meurtre d'il y a soixante ans. Ils ne remettent pas en question le fait même du crime ni ses auteurs. Choqués et écrasés par le crime ils tentent de l'inscrire dans l'héritage national commun, à égalité avec l'orgueil d'un Tischner ou d'un Copernic (22). On aurait

14. Dans son roman, écrit à la première personne comme un récit, *L'oiseau bariolé*, qui a eu un grand impact (et qui, en Pologne, fut l'objet d'une campagne haineuse de la presse officielle sous l'ancien régime), Jerzy Kosinski, Polonais et Juif émigré aux Etats-Unis, raconte comment un garçon juif a été victime de paysans polonais durant la dernière guerre mondiale. Récit romancé, qui ne prétend pas à la vérité historique, il décrit cependant un climat social tout à fait plausible...
15. Un des sigles de la police politique stalinienne en URSS.
16. du 17 janvier 2001. Il s'agit de l'hebdomadaire du syndicat Solidarité qui, après avoir soutenu la restauration capitaliste

sous la direction des courants néolibéraux issus d'une tradition socialiste de l'opposition anti-stalinienne, s'est doté d'une direction de droite pour laquelle la paupérisation des travailleurs polonais n'était pas le fruit de la restauration capitaliste mais, au contraire, de l'insuffisance de celle-ci et de la continuité du régime « *communiste* » (voire « *judéo-communiste* »).
17. 27-28 janvier 2001. *Rzeczpospolita* (La République) a été le quotidien gouvernemental officiel. Privatisé, il continue à être considéré comme un quotidien officieux.
18. « *Les témoins* », *Tygodnik Solidarnosc* n° 15/2001.
19. Région orientale de la Pologne de 1918-1939, intégrée

à la Biélorussie en 1939.

20. Principal quotidien libéral polonais, dirigé par Adam Michnik, un des opposants historiques, ancien membre du Comité de défense des ouvriers (KOR) et fondateur du Club des chercheurs de contradictions à l'Université de Varsovie en 1966.
21. « *La vérité historique et l'intérêt matériel* », *Gazeta Wyborcza*, 6-7 janvier 2001.
Ryszard Bugaj, économiste et ancien expert de Solidarité a été l'un des fondateurs de la petite organisation social-démocrate issue en partie du syndicat clandestin : Solidarité du Travail.
22. Jacek Zakowski, « *Chaque voisin a un prénom* », *Gazeta Wyborcza*, 18-19 novembre 2000.

envie d'ajouter : et pourquoi pas Adam Malysz (23) ? Blague à part, je n'arrive pourtant pas à comprendre comment des intellectuels éminents comme Adam Michnik, ou passant pour tels comme Jacek Zakowski, puissent être « *harassés* » par le crime de Jedwabne et « *malades* » de la parution du livre de Gross. L'orgueil irrationnel tiré du fait d'être membre d'une nation est-il vraiment si fort, qu'après la mise à jour d'un crime à répétition, je souligne — à répétition, exécuté par ses membres, les élites de cette nation soient comme assommés et délirent, expliquant les circonstances du meurtre à l'aide d'une argumentation antisémite : « *divers témoignages concernant Jedwabne indiquent qu'une boutique aryenne ne pouvait s'y maintenir avant la guerre. Car le commerce de détail était entièrement entre les mains des commerçants juifs. La lutte économique — y compris entre artisans — pouvait réveiller de fortes émotions. Donc dans les réalités et la folie criminelle de l'époque de tels sentiments pouvaient trouver leur place* » ; « *le totalitarisme soviétique avait contribué à créer une nouvelle liste d'offenses* » et les accusations antisémites envers les Juifs de Jedwabne « *étaient fondées sur des expériences personnelles* » (24). Zakowski lui-même en veut aux Juifs pour leur passivité devant la mort, parce qu'ils allaient tranquillement « *comme des moutons* » à l'abattoir.

De telles formulations n'étonnent pas dans la presse de droite, qui dans sa grande majorité a l'antisémitisme pour fond ni, à plus forte raison, dans certains titres de la presse catholique ou d'extrême droite, où il est la règle. Mais dans *Gazeta Wyborcza*, un quotidien réputé pour son courage à traiter des thèmes dits difficiles, qui désidéalisent



Liquidation du Ghetto de Varsovie (1943)

l'histoire de la Pologne et des Polonais ? Dans un journal qui plus que n'importe quel autre est sensible à l'intolérance, au racisme et à la xénophobie ? Et pourtant.

Cela tient à mon avis à la tentative de rationaliser quelque chose qui ne peut tout simplement pas l'être, d'expliquer l'inexplicable et de comprendre quelque chose qu'il est impossible de comprendre. On essaye ? Attention. Nous avons encore quelques aut-



Varsovie 1943, le Ghetto brûle, la population est déportée

res cartes non découvertes, « *noires* », dans l'histoire récente. Qu'on me permette de mentionner ne serait-ce que les cas de liquidation des détachements de partisans juifs et soviétiques par les formations NSZ et AK (25), les déportations et les massacres des populations allemande et ukrainienne après la guerre, le camp pour les Allemands à Lambinowice, « *l'action Vistule* » (26). J'imagine que la discussion autour d'un de ces thèmes — et je suis sûr que tôt ou tard elle aura lieu — ressemblera à celle sur

23. Tout le monde connaît Nicolas Copernic. Jozef Tischner, philosophe catholique qui fut aumônier de Solidarité en 1980-1981 et qui a viré vers une « nouvelle philosophie » risquant de ne pas laisser de traces historiques ne peut évidemment pas être comparé à Copernic. Plutôt à Adam Malysz, champion de ski (saut) contemporain que connaissent ses supporters...

24. Prof. Tomasz Szarota interviewé par Jacek Zakowski dans « Les détails diaboliques », *Gazeta Wyborcza*, 18-19 novembre 2000.

25. NSZ, Forces armées nationales, furent une organisation de droite et d'extrême-droite de la résistance polonaise pendant la seconde guerre mondiale, autonome par rapport à la formation principale de la résistance, l'Armée intérieure (AK), non communiste. L'AK a dirigé en particulier l'insurrection de Varsovie (août-septembre 1944). Les NSZ ont eu des contacts avec les nazis, en particulier au moment de la débâcle de l'occupant au nom de la « *lutte sur deux fronts* », contre les nazis et contre les soviétiques.

26. Après avoir encerclé — en coopération avec les armées tchécoslovaque et soviétique — la région montagneuse de Bieszczady, au sud-est de l'actuelle Pologne, où la résistance nationale ukrainienne n'avait pas déposé les armes et jouissait d'un soutien populaire, toute la population fut déportée à raison d'une famille par village sur les « *terres recouvrées* » à l'Ouest et au Nord. Cette « *pacification* » fut particulièrement brutale. Bieszczady fut déclaré zone interdite et retourna à l'état sauvage. Seule la haute bureaucratie pouvait s'y rendre pour ses chasses.

Jedwabne. Et ce dont j'ai le plus peur, c'est qu'encore une fois on tente d'expliquer le crime ou refuser de l'admettre. Indifférents, tel le passant qui chaque jour passe dans les rues de nos villes sans regarder les gibets portant des étoiles de David griffonnées sur les murs.

*

Un des témoins du film *"Les voisins"*, qui a raconté comment les Polonais ont assassiné les Juifs à Jedwabne, a été harcelé par ses voisins en tant que « *valet des Juifs* » après l'émission et contraint de quitter la ville avec

toute sa famille.

*

Juste après la célébration officielle du soixantième anniversaire du crime de Jedwabne, le maire de la ville et le président du Conseil municipal et cantonal ont démissionné. Ils avaient perdu la confiance des habitants, qui ont boycotté la cérémonie.



Notes de lectures

Un Juif israélien toujours sur la frontière

L'année dernière notre ami Michel Warschawski avait publié un livre (1) dans lequel il développait ce qu'il considérait comme l'unique chance de parvenir à une paix stable au Proche-Orient : l'établissement d'un Etat binational après une période de coexistence entre une Palestine arabe et Israël (2).

Un an plus tard il nous explique, en relatant son trajet personnel, comment il est parvenu à une telle conclusion. Le titre de son nouveau livre est très évocateur : *Sur la frontière* (3). Mais de quelle frontière s'agit-il ? Bien sûr, il s'agit d'abord de la frontière géographique entre Etats. Michel est d'ailleurs né sur une telle frontière, à Strasbourg, au début des années 1950. Son père était le grand rabbin de la ville et, jusqu'à son départ en Israël à l'âge de 16 ans, il n'aura pas l'occasion de franchir le pont de Kehl pour se rendre en Allemagne. Il vivra au sein de la communauté juive, dans les limites d'une autre frontière que l'on pourrait dénommer "communautaire". Mais cette communauté elle-même n'était pas homogène et des frontières internes la parcouraient : les Juifs alsaciens de souche n'avaient que mépris pour les "métèques" venus de Pologne et l'arrivée massive des Juifs d'Afrique du Nord devait encore tout bouleverser. C'est à cette occasion que Michel Warschawski se rend compte

qu'il a franchi une nouvelle frontière (socio-culturelle) car l'arrivée de ses nouveaux camarades de classe en provenance du Maghreb l'enchantent.

Arrivé à Jérusalem début 1967 pour intégrer un collègue talmudique, il va être témoin de la guerre israélo-arabe de juin 1967 qui va permettre à Israël d'occuper la Cisjordanie, la bande de Gaza, le plateau du Golan et le Sinaï. Ecœuré par ce qu'il observe et surtout par le sort réservé aux Arabes chassés de chez eux, humiliés et traités en colonisés, il rejoint rapidement (dès le mois d'octobre 1967) le Matzpen, mouvement d'extrême-gauche antisioniste, fondé quelques années auparavant par des dissidents du PC israélien et des trotskistes. Pendant plus d'une décennie Michel sera un militant actif de ce petit groupe qui se revendique d'un internationalisme pur et dur, recherchant à l'étranger tous les contacts possibles avec les mouvements révolutionnaires et anticolonialistes, et persuadé que la révolution ne saurait tarder.

Ce n'est qu'au début des années 1980 que le Matzpen se rend compte que l'internationalisme ne peut justifier une négation de toute identité nationale et que ses militants (une cinquantaine...) acceptent le symbole du drapeau palestinien et l'idée d'une identité juive. C'est alors que l'auteur comprend que plutôt que de nier l'existence de frontières séparatrices (étatiques, ethniques, sociales, culturelles), il convient de bien les repérer pour s'y placer en gardes-frontières d'un type original afin de permettre de fructueux échanges.

Demeurant symboliquement à la frontière entre le légal et l'illégal, Michel a toujours refusé de servir militairement en zone occupée mais a accepté de d'être soldat sur la fron-

tière du Jourdain ; il s'est toujours déclaré solidaire du peuple et des militants palestiniens pourchassés par Israël mais il a choisi de ne pas se mettre dans l'illégalité en jouant les "porteurs de valise" comme pendant la guerre d'Algérie.

C'est en 1984 qu'avec quelques camarades israéliens et palestiniens il participe à la création du Centre d'Information Alternative (AIC) dont le but était de faire passer de part et d'autre de la ligne de démarcation entre les deux communautés une information qui ne circulait pas. Cette initiative était "sur la frontière", à la limite de la légalité et l'AIC fut fermée en novembre 1987 pour être réautorisée six mois plus tard. Michel avait été arrêté et son procès devait se terminer en 1989 par une sévère condamnation à 20 mois de prison dont 8 ferme. L'AIC est toujours très actif et son rôle est capital dans la transgression des frontières que les gouvernements israéliens successifs voudraient imperméables.

L'analyse que fait l'auteur de la société israélienne est également très instructive. Il montre comment au départ et jusqu'en 1980 elle s'était clivée en deux parties :

— le centre, ou "Bel Israël", tributaire des colons sionistes socialistes qui l'avaient établi et correspondant à un Israël « *occidental, moderne, laïque* », où se situait l'immense majorité de la gauche ;
— la périphérie, ou "Second Israël", « *traditionnaliste, oriental, religieux, diasporique* ».

C'est au cours des années 1980 qu'un véritable basculement s'est produit et que la périphérie s'est transposée au centre aussi bien pour le pouvoir politique que dans le discours dominant. La droite traditionnelle s'est coalisée avec les exclus (notamment les Juifs orientaux et les communautés religieuses) pour don-

ner à Israël un caractère juif plus prononcé. Il s'agit là d'une véritable fracture sociale et culturelle.

Alors se pose la question essentielle : de quel côté de la "frontière" intra-israélienne convient-il de se situer ? Michel Warschawski répond qu'il faut refuser ce dilemme et défendre un troisième projet en refusant de basculer d'un côté de la frontière à la recherche du moindre mal. Cette troisième voie implique de « *percer les frontières séparant les êtres humains en fonction de leur ethnie, de leur nationalité ou de leur confession* » mais également d'en ériger d'autres au sein du collectif national, « *afin de délimiter des camps clairement associés à des systèmes de valeurs, une définition du bien et du mal, des projets de société* ».

Beaucoup de passages vécus sont captivants et même émouvants lorsqu'il évoque ses amis, sa famille et sa compagne, l'avocate Léa Tsemel, qui depuis 1972 défend les Palestiniens (elles étaient deux à le faire ...). Léa est une vraie "sabira", débordante d'énergie et de combativité et chacun des deux a su s'enrichir en traversant la frontière culturelle qui les séparait. Michel termine son texte en revendiquant ce qu'il dénomme une "identité frontalière", forgée dans l'échange entre l'environnement arabe et une identité israélienne reconstruite à partir de son passé juif diasporique tellement occulté pendant des décennies par les officiels : « *ce n'est qu'en retrouvant ses racines juives et en s'ouvrant à la dimension arabe de son identité et de son environnement que la société israélienne pourra enfin construire sa vie dans la normalité et projeter l'avenir de ses enfants avec sérénité* ».

Jean-Michel Krivine

1. Michel Warschawski, *Israël-Palestine, le défi binational*. Post-scriptum d'Elias Sanbar, ed. Textuel, février 2001.

2. Cf. *Inprecor* n° 463/464 d'octobre-novembre 2001

3) Michel Warschawski, *Sur la frontière*, Stock, mars 2002.

(suite de la page 52)

Dès lors, le résultat était prévisible. Au sein du peuple palestinien, un sentiment prit son essor. Alors que les « négociateurs » de la paix multipliaient les discours lénifiants, la vie quotidienne ne changeait pas. Pire, elle se dégradait. Car la colonisation ne signifie pas seulement installation de « colonies juives » — qui apportent un soutien et deviennent un recours politique ainsi qu'un instrument de légitimation pour toutes les opérations militaires — mais aussi les barages militaires, les routes coupées, le contrôle permanent...

En un mot : la politique de colonisation — qui est toujours restée au centre des choix concrets des divers gouvernements, de Rabin à Peres en passant par Netanyahu, puis Barak — faisait implorer un dit processus de paix, transformé en vaste opération de marketing, comme le rappelle avec finesse un négociateur américain (1).

Cette politique délibérée a préparé le terrain pour une nouvelle vague de résistance plus active du peuple palestinien ; une résistance nécessaire à l'affirmation de son existence, de sa dignité, de sa vie. Une résistance pour l'indépendance ; cette volonté indéfectible d'affranchissement que Sharon et ses pairs veulent briser. Eux qui, pourtant, devraient savoir ce que cela a signifié au cours de l'histoire du peuple juif, sous des formes qui étaient, souvent, fort éloignées du sionisme. Mais, cela, ils ne peuvent plus le reconnaître, non seulement à cause de la rupture culturelle avec l'histoire de la diaspora, des intérêts enracinés dans la constitution d'un État théocratique-démocratique, mais aussi en raison du risque d'aboutir de manière infaillible à cette interrogation posée, le 4 avril 2002, par le maire de Haïfa dans le quotidien traditionaliste *Yediot Achronot* : comment juger, à la lumière du présent, le mouvement sioniste ?

Reproduire des réfugiés

Le rappel de 1982 n'est pas inutile. Toutefois, la différence avec 1982 est éloquent. Depuis des mois, les forces armées israéliennes ont déployé un véritable dessein : annihiler les infrastructures matérielles et les « ressources humaines » des Territoires palestiniens occupés. La liste est atrocement aisée à établir : assassinats extrajudiciaires de militants de tous les courants politiques — car ils sont nombreux — au sein de la population palestinienne ; liquidation ou étranglement des ONG (organisations non gouvernementales) ; destruction de centres hospitaliers (comme celui de Ramallah) ; réduction à l'état de ruines du Centre de statis-

tiques de l'Autorité palestinienne et du Ministère de l'éducation, ainsi que du Centre culturel palestinien ; suppression de toutes les archives concernant les examens de baccalauréat et d'université ou encore des recueils administratifs de villes comme Ramallah ou Naplouse. Aujourd'hui, tous les reportages concluent à de véritables massacres et à une sélection des hommes ayant entre 15 et 45 ans... sur un modèle que les forces serbes ont appliqué en Bosnie (comme le décrit, malgré ses insuffisances criantes, le rapport hollandais publié ce 10 avril).

Néanmoins, ce constat reste superficiel — pour autant que ce terme convienne — s'il n'est pas intégré dans un cadre plus large. Ce qui est en marche depuis 1998 — et avec une accélération affolante — n'est autre que l'annihilation des possibilités de fonctionnement d'une société palestinienne sur ces 22 % de territoire — « les territoires occupés » — de la Palestine historique.

Ce projet peut se décliner ainsi. Premièrement, la volonté de la part d'Israël de rendre « invivable » la Cisjordanie et donc de pousser les hommes et les femmes à partir. Sous une forme plus atomisée, c'est l'exode forcé — documenté par les « nouveaux historiens » israéliens — de 1948 ou de 1967. Des départs, sans visage, qui ne devraient pas faire de bruit, comme les « zones militaires fermées » sont avars d'images.

Deuxièmement, s'attaquer aux camps de réfugiés, à cette population en exil permanent ; qui peut toujours être déplacée, car jamais installée. Voilà qui explique la brutalité assassine exercée dans les camps de Jénine et, dès le 10 avril, de Bir Zeit (près de Ramallah) et de Daharyeh (près de Hébron). Les « camps » sont présentés comme des « foyers terroristes ». Dès lors, ils doivent être démantelés. Ils sont des mini-États voyous, pour reprendre la terminologie de l'administration américaine. Leur population pourrait même être regroupée à Gaza. N'est-ce pas à Gaza que sont envoyés les Palestiniens arrêtés et relâchés ?

Cette « concentration » à Gaza avait déjà été proposée par Shimon Peres en 1995, après discussion avec Arafat, sous la dénomination de Gaza first (Miftah). Peres, qui succédait à Rabin, proposait une expérience initiale « d'autonomie » à Gaza, pour vérifier la capacité des « Palestiniens à conduire un État viable ». Ressort le vieux fond raciste de cette classe de propositions coloniales. Le risque est grand, aujourd'hui, que les réfugiés soient les principales cibles de l'occupation. Ainsi, s'effectuerait une sorte de déplacement intérieur aux



Territoires occupés, car l'expulsion massive vers la Jordanie ou l'Égypte poserait trop de « problèmes diplomatiques », pour l'heure. Et l'administration Bush ne pourrait fermer les yeux. Enfin, les risques de déstabilisation de ces deux pays seraient accrus. Une fois le « calme revenu » — dans les plans élaborés par l'état-major pour leur guerre prolongée, initiée en 1948 — la possibilité serait offerte d'envisager des processus migratoires vers les pays arabes, qui ont reconnu Israël. D'autant plus que l'État-croupion serait malingre et invivable.

Troisièmement, l'occupation militaire actuelle, avec sa terreur — accompagnée d'une campagne médiatique où la symétrie est établie entre « attentats-suicides » et « lutte contre le terrorisme » —, est tout à fait fonctionnelle à l'établissement d'une vaste bande de sécurité le long de la ligne verte (à l'est des grandes villes israéliennes). Des cartes, différentes de celle de Taba (2), ont été étudiées par Sharon. Ce qui soustrairait des zones importantes à un futur État croupion palestinien et des ressources en eau vitales. Une zone de sécurité aisée à « justifier » aux yeux de la population israélienne, car les coups — depuis des années — portés aux institutions palestiniennes ont favorisé l'émergence de groupes armés indépendants ; presque un vœu de l'état-major.

Ce projet sioniste est suicidaire. Mais il est aussi terriblement meurtrier. ■



1. Robert Malley, in *New York Review of Books*, 9 août 2001. Voir aussi le débat qui s'ensuit le 20 septembre 2001. Voir aussi son article sur le sens de la médiation américaine : "Zinni pour quoi faire ?" dans *Le Monde*, 13 mars 2002. Il en souligne le cadre avant tout sécuritaire.

2. Voir Alain Gresh, *Israël-Palestine*, Fayard, 2001.

1948-2002 : Guerre coloniale

Par

Charles-André Udry*

La destruction d'une société. Aucun autre terme n'est autant propre à décrire ce que le gouvernement d'Ariel Sharon, l'armée israélienne et ses généraux font dans les Territoires palestiniens occupés.

A propos du camp de Jénine, le *Financial Times* écrit : « Le camp où se concentrent quelque 15 000 habitants s'est trouvé sous le feu, depuis lundi [8 avril], des hélicoptères lance-missiles. Le quotidien Haaretz cite des militaires israéliens qui expriment des réserves face à l'ampleur des destructions dans le camp. "Quand le monde verra les images de ce que nous avons fait là, cela nous fera un tort énorme", dit l'une des sources citées. La Société palestinienne pour la défense des droits de la personne humaine (LAW) rapportait les propos de témoins présents à Jénine ; ils affirmaient que les Forces [armées] israéliennes, avec des tanks, avec des engins blindés de transport de troupes, avec des bulldozers, tout cela appuyé par sept hélicoptères Apache, avaient tiré 250 missiles et obus de char sur ce camp d'une superficie 1 km², en 24 heures. » (10 avril 2002)

Le *Times* de Londres titre : « Une procession d'éclipsés quitte Naplouse la morte » (9 avril 2002). Stephen Farrel relate : « Les portes de la mosquée [al-Baiq] crissent et un courant d'air fétide et humide s'échappe de ce bâtiment qui, depuis cinq jours, a servi de morgue et d'hôpital de campagne... Penchée sur un goutte-à-goutte presque vide, Zarah al-Wawe travaillait sans électricité, sans banque de sang, sans ambulances [interdites de déplacement], réclamant de l'aide avec son portable, jusqu'à ce que les piles soient à plat, et criant : "Nous sommes en train de les perdre, nous sommes en train de les perdre." » Son collègue Muhaned explique à Stephen Farrel : « Hier, nous avions 15 blessés. Nous aurions pu en sauver la moitié. Nous avons dû les enterrer sans leur famille. »

Suzanne Goldenberg, dans le *Guardian*, termine de la sorte sa chronique sur l'occupation et la dévastation de Naplouse, cette

ville « qui possède une fière histoire de résistance active » : « Une fois la nuit tombée, l'armée israélienne, hier, a continué sa campagne pour "attendrir" [dans le sens du verbe utilisé par le boucher ou le tortionnaire] la casbah avant sa chute finale [étant donné la résistance], et plusieurs explosions tonitruantes ont déchiré les ténèbres. "Non, ce n'est pas fini, ils [les militaires israéliens] disent qu'ils vont détruire toute la zone et, vous savez, ces maisons sont si vieilles et si rapprochées que, au moment où vous ne démolissez même qu'une d'entre elles, vous détruisez l'ensemble", nous indiquait un médecin volontaire palestinien dans la mosquée. »

Rhétorique coloniale...

Quiconque a lu des récits de militaires ou d'historiens de la colonisation retrouve, aujourd'hui, le psittacisme d'"acteurs" militaires et politiques d'une histoire qui bégaye. Quand, le 9 avril, Shimon Peres parle d'un « massacre » à propos du camp de réfugiés de Jénine, il se défait, avec couardise. En effet, il connaît l'étendue des crimes et sait qu'ils vont, sous peu, éclater au grand jour. Mais avec cette indulgence — propre aux pleutres dont la dignité se réduit au précepte « éviter le pire » — il stationne au côté de Sharon pour... rester au gouvernement.

Quant à Sharon, on croirait écouter les généraux-politiciens français, anglais ou américains qui ont conduit des guerres coloniales et impérialistes. Toujours, ils invoquent le besoin d'une « zone de sécurité » à établir avant de « trouver une solution ». Sans cesse, la « solution » devait être trouvée une fois que le « bon interlocuteur » — « celui qui représente vraiment les intérêts de toute la société » et « non pas les terroristes qui la manipulent » — est dégagé de l'emprise des « extrémistes » et qu'il peut « négocier librement ». Comprenez : que ce « grand réaliste » accepte ce que les occupants lui proposent.

Certes l'histoire n'enseigne rien, d'elle-même. Et, avec la même naïveté — doublée de cette ignorance qui sert de prime à la carrière — de nombreux journalistes reprennent la structure de l'argumentation sioniste. Les plus réticents se retrouvent dans des médias écrits israéliens, entre autres Haaretz. Eux, ils font métier de chercher, d'entendre, d'interpréter.

En arrière-fond des discours de Sharon,

de son gouvernement d'unité nationale et de leurs œuvres criminelles, est ancrée une vision constitutive du projet sioniste. Elle a la forme d'un diptyque.

Primo, la « guerre d'indépendance » n'est pas terminée. Autrement dit, la guerre de 1948 n'a été qu'interrompue ; elle n'a jamais pris fin. Sharon l'a proclamé lors de son investiture. Toute l'histoire de l'État sioniste est marquée au fer de la guerre, chaque fois une guerre « voulue par d'autres ». Et, à chacune des reprises, le combat est conduit, prétendument, pour se défendre et pour la paix et la sécurité d'Israël. La saga coloniale européenne, au XIX^e siècle, portait les mêmes titres de chapitre et le même déroulement (physio)logique.

Secundo, pour obtenir la paix et la sécurité, il est nécessaire de se défaire de ceux qui la mettent en danger, donc de « pousser au départ » ou éliminer ceux et celles qui « fomentent terrorisme et guerre ».

Le général Sharon qui envahissait le Liban en 1982 — avant de devenir fermier et éleveur de moutons — continue aujourd'hui sa guerre de 1982. Elle, aussi, avait un but proclamé : créer une « zone de sécurité » au Sud-Liban, avec l'appui d'une milice de collaborateurs corrompus, pour « lutter contre les incursions terroristes ». On en connaît l'issue. Et lorsque Sharon, avec la morgue du « juste », affirme qu'il offre un hélicoptère à Yasser Arafat, mais avec un aller simple, il ne fait, en réalité, qu'appliquer au représentant d'un gouvernement ce que l'État sioniste a fait en 1948 et 1967 : imposer l'exode à une population. Ce terme exode devrait posséder un sens achevé pour ceux et celles qui, dans les médias, écoutent ce dirigeant de temps de guerre : il fait ce qu'il dit. Il n'est pas nécessaire d'attendre 20 ans pour qu'un spécialiste le confirme.

... et sionisme colonisateur

Tentons de décrypter la situation présente. Depuis 1994, sous le gouvernement de Yitzhak Rabin (assassiné par un extrémiste sioniste en novembre 1995), la colonisation de la Cisjordanie continua et s'amplifia, parallèlement aux discussions sur le « processus de paix », qui devait avant tout être un processus... qui n'aboutirait pas à une paix. Car, elle minerait un pilier important d'une « vision sioniste » dominante dans l'établissement israélien. (suite en page 51)

* Charles-André Udry, dirigeant du Mouvement pour le socialisme de Suisse, est rédacteur du mensuel *A l'Encontre*. Nous reprenons cet article de *A l'Encontre* n° 6, 2002.
<<http://www.alencontre.org>>